

Université Libre de Bruxelles
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire
Faculté des Sciences
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

Analyse de la polarisation politique autour de la question climatique dans l'Union européenne

Mémoire de fin d'Etudes présenté par

MÖHLER Karin

En vue de l'obtention du grade académique de

Master en Sciences et en Gestion de l'Environnement

Finalité Gestion de l'Environnement Ma120ECTS ENVI5G-M

Année académique : 2013-2014

Directeur : Prof. Edwin Zaccai

"Dans notre monde contemporain régi par une extrême interdépendance, les individus et les nations ne peuvent plus résoudre seuls la plupart de leurs problèmes. Nous avons besoin les uns les autres. Il nous faut, par conséquent, acquérir un sens universel de notre responsabilité... C'est notre responsabilité, collective autant qu'individuelle, de protéger et de nourrir la famille planétaire, de soutenir ses membres les plus faibles et de protéger et prendre soin de l'environnement dans lequel nous vivons tous."

"Change only takes place through action."

Tenzin Gyatso, XIVème Dalai-lama

Remerciements

Je tiens à remercier particulièrement prof. Edwin Zaccai, qui a proposé un sujet qui s'est avéré extrêmement intéressant, qui m'a ensuite guidée et conseillée durant la réalisation de ce mémoire.

Je remercie Grégory Piet pour son attention à l'égard de mon sujet de mémoire ainsi que pour ses conseils et sa disponibilité.

Je remercie Deborah Hauben, pour cette belle page de garde, et Manon Vandeputte pour leur soutien sans faille.

Je remercie également Benjamin Vives pour son aide en matière de graphiques et notre collaboration en matière d'encouragements mutuels.

Un tout grand merci à mes parents, Françoise et Rolf Möhler, pour leur aide, leur patience, leurs conseils et leur soutien durant cette longue épopée.

Pour terminer, je remercie mes amis ainsi que tous ceux qui m'ont soutenue durant la réalisation de ce mémoire.

Résumé

Le discours climato-sceptique, bien ancré et rodé aux Etats-Unis, a fait son entrée en Europe il y a une bonne dizaine d'années. Le consensus scientifique sur la réalité et l'origine du changement climatique est bien établi en Europe, mais commence à s'éroder sous la pression d'une minorité climato-sceptique. Les politiques climatiques étant indispensables à la lutte contre le changement climatique, le climato-scepticisme s'est rapidement emparé de la sphère politique. En partant de la situation aux Etats-Unis, ce mémoire tentera d'exposer la polarisation politique autour de la question climatique en Europe. Nous partirons donc de l'hypothèse selon laquelle le discours climato-sceptique, décliné en trois catégories, se retrouverait davantage dans les partis situés à droite sur l'échiquier politique.

Aux Etats-Unis, le paradigme de cette étude, on assiste à une polarisation politique croissante dans ce domaine. Dans le débat entre Démocrates et Républicains, les derniers se démarquent de plus en plus par une position climato-sceptique. Celle-ci est alimentée par une « machine du déni », qui organise la mise en doute voire la négation de la réalité du changement climatique, de ses origines anthropiques ainsi que le rejet des politiques visant à le combattre.

Pour présenter la situation européenne, nous nous penchons brièvement sur l'opinion publique européenne relative à la question climatique. Nous procédons ensuite à l'analyse des programmes de partis européens, qui s'effectue en deux temps. Dans un premier temps, nous étudions les programmes de l'ensemble du spectre politique de plusieurs Etats membres de l'Union européenne. Cette première analyse confirme notre hypothèse en montrant que le climato-scepticisme est presque exclusivement le fait de partis de droite, et est totalement absent des partis de gauche ou du centre. Nous analysons ensuite les programmes des partis inscrits dans les groupes conservateurs et de droite au Parlement européen. Cette seconde analyse révèle que les partis n'adoptent pas une position uniforme sur la question en fonction de leur orientation sur l'échiquier politique. On retrouve des éléments de discours climato-sceptique dans chacun des groupes, avec certains contrastes au sein et entre les groupes.

Notre conclusion montre qu'en Europe, les partis soutenant un discours climato-sceptique se rangent davantage dans la troisième catégorie, qui correspond à la minimisation de la question climatique et au rejet des politiques de lutte contre le changement climatique. Les partis qui mettent en doute la réalité du changement climatique ou ses origines anthropiques font figure d'exception. On observe donc bel et bien une polarisation politique autour de la question climatique en Europe, mais celle-ci est encore beaucoup plus faible et nuancée qu'aux Etats-Unis.

Acronymes et abréviations

UE	Union européenne
PE	Parlement européen
ETS	Emission Trading System
SDE	Stimulering Duurzame Energieproductie
ADLE	Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe
ECR	Conservateurs et Réformistes européens
EFDD	Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe
S&D	Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen
PPE	Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens)
GUE/NGL	Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
Verts/ALE	Les Verts/Alliance libre européenne
AEL	Alliance européenne pour la liberté
MR	Mouvement Réformateur
PS	Parti Socialiste
CDH	Centre démocrate Humaniste
PP	Parti Populaire
Open VLD	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
CD&V	Christen-Democratisch & Vlaams
SP.A	Socialistische Partij Anders
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
CSP	Christlich Soziale Partei
VB	Vlaams Belang
UMP	Union pour un Mouvement Populaire
UDI	Union des Démocrates et Indépendants
FN	Front National
CDA	Christen Democratisch Appèl
D66	Democraten 66
VVD	Volkspartij voor Vrijheid en Democratie
PvdA	Partij van de Arbeid
SGP	Staatkundig Gereformeerde Partij
PVV	Partij voor de Vrijheid
CDU	Christlich Demokratische Union Deutschlands
SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands
AfD	Alternative für Deutschland
NPD	Nationaldemokratische Partei Deutschlands
FDP	Freie Demokratische Partei
ÖVP	Österreichische Volkspartei
SPÖ	Sozialdemokratische Partei Österreichs
FPÖ	Freiheitliche Partei Österreichs
PD	Partito Democratico
SNP	Scottish National Party
UKIP	UK Independence Party
PiS	Law and Justice (Prawo i Sprawiedliwość)
ODS	Parti démocratique civique (Občanská demokratická strana)
TT	Ordre et Justice (Tvarka ir teisingumas)
ZZS	Union des Verts et des Paysans (Zaľo un Zemnieku savienība)

Table des matières

Résumé.....	iv
Acronymes et abréviations.....	vi
I. Introduction.....	5
II. Le discours climato-sceptique.....	6
2.1. Définition.....	6
2.2. Arguments climato-sceptiques.....	8
III. Situation aux Etats-Unis.....	11
3.1. Introduction.....	11
3.2. La machine du déni.....	12
3.3. Polarisation politique aux Etats-Unis.....	13
3.3.1. Origines de la polarisation politique.....	13
3.3.2. La mobilisation des conservateurs.....	14
3.3.3. Méthode d'attaque du mouvement conservateur.....	16
3.3.4. Idéologie politique et identification au parti.....	18
3.3.5. Le Tea Party et le changement climatique.....	19
IV. Situation en Europe.....	20
4.1. Introduction.....	20
4.2. Les grandes lignes du climato-scepticisme en Europe.....	21
4.3. Opinion publique en Europe.....	23
4.3.1. Les Eurobaromètres.....	23
4.3.2. En Belgique.....	26
4.3.3. En France.....	28
4.3.4. Aux Pays-Bas.....	30
4.3.5. En Allemagne.....	31
4.3.6. En Autriche.....	33
4.3.7. En Italie.....	33
4.3.8. Au Royaume-Uni.....	34
4.4. Conclusion.....	34
V. Analyse des programmes des partis européens.....	35
5.1. Introduction.....	35
5.2. Méthodologie.....	35
5.3. Analyse des programmes des partis de plusieurs pays de l'Union européenne.....	37
5.3.1. Belgique.....	37

5.3.2.	France.....	44
5.3.3.	Pays-Bas.....	47
5.3.4.	Allemagne	52
5.3.5.	Autriche.....	56
5.3.6.	Italie	59
5.3.7.	Royaume-Uni	62
5.3.8.	Conclusion	65
5.4.	Analyse des programmes des partis membres des trois groupes au PE	66
5.4.1.	Groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR).....	66
5.4.1.1.	Law and Justice (PiS – Pologne).....	67
5.4.1.2.	Parti populaire danois (Danemark)	67
5.4.1.3.	Parti démocratique civique (ODS – République Tchèque).....	68
5.4.1.4.	Vrais Finlandais (Finlande).....	69
5.4.1.5.	Discussion	69
5.4.2.	Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD)	70
5.4.2.1.	Démocrates Suédois (Suède).....	70
5.4.2.2.	Ordre et Justice (TT – Lituanie).....	71
5.4.2.3.	Union des Verts et des Paysans (ZZS – Lettonie).....	71
5.4.2.4.	Parti des citoyens libres (République Tchèque).....	72
5.4.2.5.	Discussion	72
5.4.3.	Alliance européenne pour la liberté (AEL)	73
5.4.4.	Partis de droite non-inscrits.....	74
5.4.4.1.	Jobbik (Hongrie)	74
5.4.4.2.	Aube Dorée (Grèce)	74
5.4.4.3.	Discussion	75
5.4.5.	Conclusion	75
5.5.	Discussion	76
5.5.1.	Lien entre climato-scepticisme et libéralisme de marché en Europe	76
5.5.2.	Lien entre climato-scepticisme et euroscepticisme	78
5.6.	Conclusion	79
VI.	Conclusions générales.....	80
VII.	Bibliographie.....	83
7.1.	Ouvrages et articles	83
7.2.	Sur le web.....	84
7.3.	Eurobaromètres et sondages.....	85
7.4.	Programmes électoraux et sources officielles	86

7.5.	Sources UE.....	92
7.6.	Fichiers audiovisuels.....	92
VIII.	Annexes.....	95
8.1.	Annexe 1	95
8.2.	Annexe 2	96
8.3.	Annexe 3	97
8.4.	Annexe 4	98
8.5.	Annexe 5	98

I. Introduction

Le changement climatique est un des grands défis mondiaux de notre époque. Son existence est reconnue depuis des dizaines d'années. Cependant, alors même que le consensus grandissait au sein de la communauté scientifique, des voix s'élevaient pour le dénoncer. C'étaient les prémisses de ce qu'on appelle aujourd'hui le climato-scepticisme. Aux Etats-Unis, où il a pris naissance, le climato-scepticisme est fortement répandu et divise la population. Les deux grands partis politiques américains, les Démocrates et les Républicains, s'opposent sur la question, les Républicains s'affirmant de plus en plus climato-sceptiques. Cette polarisation politique autour du changement climatique aux Etats-Unis a fait l'objet de nombreuses études. Qu'en est-il en Europe ? Le consensus sur la question climatique y est plus fortement ancré, et la polarisation moins prononcée qu'aux Etats-Unis. La majorité des partis européens ne mettent pas en doute le changement climatique et préconisent des mesures pour contrer ce phénomène. Cependant, le climato-scepticisme commence à se développer également. Nous étudierons dans ce mémoire la polarisation politique autour de la question climatique en Europe. Sur base de la situation aux Etats-Unis, où le climato-scepticisme règne surtout chez les conservateurs, qui se situent à droite sur l'échiquier politique, nous émettons l'hypothèse qu'en Europe également le climato-scepticisme serait davantage le fait des partis de droite.

Nous définirons dans un premier temps le discours climato-sceptique en déclinant ce dernier en trois catégories. Puis nous exposerons les arguments généralement avancés par les climato-sceptiques pour soutenir leur déni du réchauffement, leur rejet de l'origine anthropique du changement climatique ou leur minimisation de la question afin de justifier leur rejet des politiques climatiques. Dans un second temps, nous ferons le point sur la situation aux Etats-Unis, en présentant les rouages de la « machine du déni », outil incontournable des climato-sceptiques américains, avant de présenter la polarisation politique qui s'est établie autour de la question climatique. Dans un troisième temps nous examinerons en détail sur la situation en Europe. Nous commencerons par présenter différents les grandes lignes du climato-scepticisme européen et quelques controverses spécifiques en France et en Belgique. Nous analyserons ensuite l'opinion publique européenne relative au changement climatique à l'aide des Eurobaromètres et de différents sondages. Nous nous intéresserons plus particulièrement à la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et le Royaume-Uni. Puis nous procéderons à l'analyse des programmes des partis, allant des grands partis majoritaires aux petits partis de droite, afin de déterminer leur tendance climato-sceptique éventuelle et la catégorie dans laquelle ils pourraient se situer. Nous entamerons alors une discussion sur les résultats de l'analyse, en nous intéressant au lien entre le climato-scepticisme et le libéralisme de marché en Europe ainsi qu'au lien entre le climato-scepticisme et l'euroscepticisme. Nous

terminerons notre mémoire par une conclusion générale et une comparaison des situations européennes et américaines.

II. Le discours climato-sceptique

Un consensus scientifique s'étant dégagé sur la question du changement climatique, il s'agissait de rechercher et mettre en œuvre des moyens de lutter contre ce phénomène. C'est alors qu'est apparu le climato-scepticisme, aujourd'hui très répandu, particulièrement aux Etats-Unis mais également en Europe, en Chine et en Inde.

2.1. Définition

Le terme climato-scepticisme est aujourd'hui largement répandu. Mais que recouvre-t-il exactement ? D'une manière générale, il désigne « *l'affirmation volontaire de doutes sérieux sur les consensus scientifiques en matière de climat.*¹ » De manière plus spécifique, on peut considérer trois niveaux de climato-scepticisme. Le premier niveau correspond à la négation pure et simple du changement climatique. Au second niveau, si l'on admet l'existence du changement climatique, on refuse de le lier aux activités humaines. On considère que l'évolution observée depuis cinquante ans fait partie du cycle naturel du réchauffement et du refroidissement de la terre. Enfin, au dernier niveau, on reconnaît à la fois le changement climatique et son origine anthropique, mais on en minimise les effets et on considère exagérées les politiques environnementales entreprises pour le combattre. Ce niveau correspond à une minimisation de la question climatique et au rejet des politiques environnementales.

Saffron O'Neill et Max Boykoff distinguent les « climate deniers », les « climate skeptic » et les « climate contrarians »². Selon eux, en amalgamant tous ces termes dans le même panier, on simplifie à l'excès et on augmente la polarisation dans le débat climatique. En français on utilise généralement le seul terme « climato-sceptique ». Il nous semble cependant intéressant de nous pencher sur la distinction proposée par les deux auteurs. Le terme « climate denier » confère au débat un ton moralisateur potentiellement dangereux par son association avec le négationnisme (« denialism ») de l'Holocauste. Selon les auteurs, le terme « sceptique » est également à éviter, car le scepticisme fait partie intégrante de la méthodologie scientifique et le terme « climate change skeptic » peut être associé au doute inhérent à la rigueur scientifique. « Climate contrarian » est pour eux le terme le plus approprié car il implique une remise en cause du

¹ ZACCAI Edwin et al. (2012), *Controverses climatiques, sciences et politique*. Paris. Presses de Sciences Po. P. 25

² O'NEILL Saffron J. et BOYKOFF Max (2010), "Climate denier, skeptic or contrarian?", *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 107 (39).

changement climatique mais surtout des origines qui lui sont attribuées. Pour Aaron McCright, les « climate change contrarians » remettent en cause la théorie de l'origine anthropique du changement climatique, qu'ils perçoivent comme une tendance déviante de la science climatique dominante³. Ils s'insurgent haut et fort contre ce consensus en critiquant le courant prééminent au niveau de la science climatique et en particulier les principaux spécialistes du climat. Ce mouvement contestataire bénéficie souvent d'un support financier considérable de la part de l'industrie des combustibles fossiles et des think tanks conservateurs.

O'Neill et Boykoff soulignent le fait que cette définition identifie spécifiquement ceux qui attaquent ouvertement la science climatique et exclut les individus qui s'avouent peu convaincus par la science ou par les solutions proposées. Pour des raisons de lisibilité, nous utiliserons le terme « climato-sceptique » sous l'égide des trois dimensions définies précédemment.

Il existe un monde de différence entre les scientifiques et le grand public de manière générale mais ce clivage est encore plus marqué dans le domaine du changement climatique. La science du climat est une science multidisciplinaire, qui étudie les interactions au sein du système terre, et qui implique la connaissance des relations entre diverses composantes pour la plupart inconnues du grand public. Elle mobilise plusieurs disciplines spécialisées qui portent sur des sujets hors de portée des non initiés.

Les avancées scientifiques dans le domaine climatique sont communiquées aux citoyens via les médias principalement, mais également au travers de l'enseignement⁴. Les médias sont souvent à l'origine de la diffusion des controverses scientifiques. Suivant la logique du débat, qui vise à offrir la même visibilité aux différentes opinions dans la sphère médiatique, les idées climato-sceptiques ont bénéficié d'une large exposition.

Selon Stéphane Foucart, l'attribution en 2007 du Nobel de la paix à Al Gore ainsi qu'au GIEC en la personne de son président a conféré un aspect militant aux sciences du climat et ainsi ouvert la porte aux climato-sceptiques⁵. Quand le débat s'est installé sur la scène médiatique, et alors qu'il existait un très large consensus au sein de la communauté scientifique sur les causes anthropiques du changement climatique, ces causes ont été remises en question et ont fait l'objet de débats et négociations pour trouver une position médiane. Le lien entre le changement

³ MCCRIGHT Aaron (2007), "Dealing with climate change contrarians", in MOSER Suzanne C. et DILLING Lisa (eds.), *Creating a Climate for Change: Communicating Climate Change and Facilitating Social Change* (p. 200-212), New York, Cambridge University Press.

⁴ ZACCAI Edwin et al. (2012)... Op. Cit. p. 32

⁵ FOUCART Stéphane (2010), *Le populisme climatique. Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science*, Mesnil-sur-l'Estrée, Editions Denoël, p. 15-16.

climatique et les activités humaines n'est dès lors plus considéré comme un fait scientifique établi mais comme un dogme, englobé dans une pensée unique.

2.2. Arguments climato-sceptiques

Les climato-sceptiques ont développé de nombreux arguments afin de dénigrer la science du climat et faire valoir l'inutilité des politiques d'adaptation. Nous exposerons ici quelques-uns de ces arguments

L'étude du climat, une science jeune

Les climato-sceptiques répètent à tout va cette nouvelle expression qui sert bien leurs intérêts : l'étude du climat est une science jeune. Selon Stéphane Foucart, une science jeune est « *une science qui n'a pas ou peu de recul sur ses résultats parce qu'elle n'a pas appris de ses errements passés. Une science plus que toute autre sujette à une possible révolution⁶* ». Il relève deux erreurs dans l'expression « l'étude du climat est une science jeune ». Tout d'abord, la climatologie en tant que telle n'existe pas. Comme mentionné précédemment, l'étude du climat implique un vaste ensemble de disciplines. Ensuite, la majorité de ces disciplines (l'océanographie physique, la chimie atmosphérique, la géochimie, la glaciologie, la physique de l'atmosphère, etc.) sont loin d'être jeunes. En outre, la genèse de l'étude du climat remonte, selon Stéphane Foucart, au 18^e, voire au 17^e siècle.

La critique du GIEC

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, est régulièrement la cible d'attaques de la part de climato-sceptiques. Ce panel d'experts procède tous les six ans à une évaluation de l'état des connaissances relatives au changement climatique. Ces rapports d'évaluation, dont le cinquième a été publié en 2013, constituent une base de données pour la prise de décision politique en matière environnementale. Ces travaux contribuent par exemple à l'établissement et à la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les rapports d'évaluation étant de plus en plus étoffés, et imputant à l'homme la responsabilité du changement climatique, les climato-sceptiques se sont attaqués à leurs auteurs et au GIEC en général. Stéphane Foucart cite un éditorial du quotidien *Libération*, qui décrit le GIEC comme « *une organisation de l'ONU à la fois savante et militante* ». C'est d'ailleurs l'idée que les climato-sceptiques s'efforcent de transmettre au public : pour eux le GIEC n'est qu'une

⁶ FOU CART Stéphane (2010), *Le populisme climatique...*, op. Cit., p. 24.

« énième agence des Nations Unies », « une nouvelle administration papivore, généreusement rémunératrice pour ses armées de fonctionnaires internationaux non imposés⁷ ». En réalité, le GIEC compte moins de dix salariés et ne rémunère pas les auteurs des rapports. Le GIEC compte trois groupes de travail et une équipe chargée de dresser les inventaires nationaux de gaz à effet de serre⁸. Il se réunit une ou deux fois l'an pour prendre les décisions qui s'imposent au sujet de sa structure, ses principes et procédures et élire son Président et son Bureau. L'organisation dispose d'un petit Secrétariat pour les affaires courantes.

Les climato-sceptiques attaquent les rapports produits par le GIEC, alors qu'en fait ils se contentent de rassembler et évaluer la littérature scientifique sur les différentes questions et de la synthétiser en trois volets. Le premier dresse le bilan de l'état des sciences climatiques, le second procède à une évaluation des risques posés par le changement climatique et le dernier s'intéresse aux divers moyens envisageables pour en limiter les effets. La production et la publication des rapports du GIEC s'effectuent selon des procédures détaillées résumées dans l'annexe 1. Notons toutefois que les résumés à l'intention des décideurs, qui accompagnent chaque rapport d'évaluation et constituent la base essentielle sur laquelle se fondent les décisions, sont soumis à un examen minutieux en groupe de travail avant d'être approuvés ligne par ligne afin de garantir leur conformité totale aux faits et données contenus dans le rapport d'évaluation concerné.

Le consensus scientifique

Les climato-sceptiques caricaturent les sciences climatiques et les taxent d'arrogantes et de vouloir annihiler toute forme de débat et museler les voix discordantes. En réalité, ces sciences sont bien souvent confrontées à des débats virulents sur ce qui pourrait paraître des points de détail pour le public mais qui peut s'avérer majeur pour les scientifiques. Le consensus scientifique autour de la question climatique existe, mais reste limité à des généralités. Stéphane Foucart dépeint le consensus du GIEC en trois points : « *la Terre se réchauffe de manière inédite à l'échelle du dernier millénaire ; les émissions humaines de gaz à effet de serre en sont la cause principale ; cette interférence de l'homme avec le système climatique est potentiellement dangereuse, voire très dangereuse*⁹ ». En dehors de ce consensus minimum, de nombreux débats animent les spécialistes, contrairement aux assertions des climato-sceptiques.

Une autre technique utilisée par les climato-sceptiques est l'attribution à des scientifiques, à leur insu ou contre leur gré, d'assertions qui vont totalement à l'encontre de leur propos réel.

⁷ FOU CART Stéphane (2010), *Le populisme climatique...*, op. Cit., p. 32.

⁸ IPCC (s.d.), *Comment le GIEC est organisé*, Récupéré le 2 juillet 2014 de http://www.ipcc.ch/organization_giec_fr.shtml.

⁹ FOU CART Stéphane (2010), *Le populisme climatique...*, op. Cit., p. 36.

Vincent Courtillot a ainsi écrit que la présidente du CNRS, Catherine Bréchnignac, « l'a publiquement assuré de son soutien et lui a garanti qu'elle était totalement convaincue par sa démonstration », alors qu'il n'en était rien. Elle s'est effectivement rendue à un séminaire de Vincent Courtillot mais n'a certainement rien dit de la sorte¹⁰.

Critiques des modèles de simulation du climat

Selon Stéphane Foucart, on trouve parmi les piliers du climato-scepticisme des critiques farfelues sur les modèles de simulation du climat¹¹. Ces critiques visent à jeter le discrédit sur les sciences du climat, en allant parfois jusqu'à émettre des inexactitudes éhontées, telles que l'allégation de Vincent Courtillot que les modèles ne tiennent pas compte de l'eau¹².

Le « Climategate »...

Le « Climategate » a constitué l'apogée du climato-scepticisme, particulièrement en Europe, ses partisans affirmant posséder enfin une « preuve » que les scientifiques du climat manipulent la vérité pour attirer des financements pour leurs recherches. En novembre 2009, à peine quelques semaines avant l'ouverture du sommet de Copenhague, des pirates informatiques ont publié sur le site web RealClimate.org, un site de référence de vulgarisation des sciences du climat et de défense vis-à-vis du climato-scepticisme, des extraits minutieusement choisis de treize années de courriels échangés entre scientifiques du climat. Ces publications, sorties de leur contexte, vont enflammer la blogosphère, les climato-sceptiques y dénonçant une manipulation des données en vue d'aggraver les prévisions sur le changement climatique. La presse conservatrice britannique va se saisir de l'affaire et fournir à ses lecteurs d'abondantes preuves d'un « complot climatique ». Juste après le sommet de Copenhague, le GIEC et les sciences climatiques seront la cible d'attaques virulentes par la presse. Celle-ci va décortiquer le dernier rapport du GIEC pour y trouver des erreurs et manipulations. Et ils vont effectivement trouver une erreur, celle de la date de la fonte des glaciers de l'Himalaya, qui fera les choux gras de la presse et de la blogosphère climato-sceptique bien qu'elle ait été reconnue et rectifiée par le GIEC en janvier 2010.

Décalage entre l'augmentation de la température et celle des gaz à effet de serre

Un des arguments favoris des climato-sceptiques est l'allégation que les archives climatiques de notre planète montrent qu'historiquement, c'est l'augmentation des températures qui entraîne une augmentation de la teneur en dioxyde de carbone. En effet, entre les glaciations, on assiste

¹⁰ FOUCART Stéphane (2010), *Le populisme climatique...*, op. Cit., p. 89.

¹¹ FOUCART Stéphane (2010), *Le populisme climatique...*, op. Cit., p. 118.

¹² COURTILLOT Vincent, Conférence : De l'observation aux processus et aux modèles en sciences de la Terre : l'exemple des évolutions climatiques récentes, Université de Strasbourg (01 :22 :40 sur le fichier audio), Récupéré le 4 août 2014 de <http://www.canalc2.tv/video.asp?idEvenement=485>.

d'abord à un certain réchauffement du climat et, après quelques siècles seulement, à une augmentation des teneurs en CO₂. Ce décalage est donc bien réel. Cependant, la machine climatique est plus compliquée que cela, et les modèles climatiques qui se basent sur les teneurs en CO₂ pour prévoir les élévations de température possèdent une base théorique solide. Comme Stéphane Foucart le résume, « le déclencheur des déglaciations est bien une petite élévation de température due aux variations de l'orbite de la Terre, mais cette petite pichenette énergétique perturbe le cycle du carbone. Du gaz carbonique est injecté dans l'atmosphère et ensuite c'est bien l'effet de serre additionnel qui alimente la hausse des températures ». L'argument énoncé plus haut, bien qu'il soit aisément réfutable, reste fort utilisé par les climato-sceptiques.

L'optimum climatique médiéval

Un des arguments massue des climato-sceptiques est celui de l'optimum climatique médiéval et de son illustration, le mythe du « Groenland vert ». Il y a effectivement eu un petit optimum climatique au Moyen-âge, mais celui-ci n'a été observé que dans l'hémisphère Nord. Les températures clémentes ont effectivement permis aux Vikings de coloniser le Groenland, mais la réalité est bien loin d'un « Groenland vert ». Les colonies étaient principalement installées sur les côtes, et, selon la palynologue Emilie Gauthier et le géologue Vincent Brichet, les conditions climatiques de l'époque ne différaient guère de celles qui prévalent à l'heure actuelle. Cet argument climato-sceptique, servi à toutes les sauces, joue sur deux plans. D'une part, il relativise l'évolution actuelle en l'affublant d'un précédent. D'autre part, sur base de l'optimum médiéval, il fait valoir les effets bénéfiques que ce réchauffement peut avoir sur la société sans tenir compte du fait que ces effets peuvent difficilement être transposés dans le contexte mondial actuel. Cet argument tient tellement au cœur des climato-sceptiques que lorsque Michael Mann a publié sa fameuse courbe en crosse de hockey, montrant que les températures actuelles dépassent celles du Moyen-âge, ils se sont acharnés sur l'auteur et son travail et l'ont accusé de fraude et de calomnies. Cette « chasse à l'homme » a été particulièrement virulente aux Etats-Unis, où Michael Mann et sa courbe ont été surexposés dans les médias.

III. Situation aux Etats-Unis

3.1. Introduction

C'est aux Etats-Unis que le climato-scepticisme a commencé à se développer, dans les années 1980-1990. Il est aujourd'hui bien ancré, en particulier chez les conservateurs. Le consensus que nous connaissons encore en Europe quant à la réalité du changement climatique a presque disparu de l'autre côté de l'Atlantique au profit d'une vive opposition entre partisans de la

communauté scientifique établie et les climato-sceptiques. Nous nous intéresserons dans un premier temps à la « machine du déni », tactique élaborée par le réseau conservateur pour discréditer le changement climatique. Nous étudierons ensuite la polarisation politique autour de la question climatique, en commençant par exposer ses origines avant d'expliquer les raisons de cette mobilisation des conservateurs contre le changement climatique, à l'aide de la théorie de « l'anti-réflexivité » de McCright et Dunlap. Nous examinerons ensuite la stratégie développée par le mouvement conservateur pour combattre le changement climatique, en détaillant ses quatre techniques de « non-décision ». Puis nous nous intéresserons à la polarisation au niveau de l'idéologie et de l'identification au parti avant de terminer par un bref aperçu de la position des partisans du Tea Party vis-à-vis du changement climatique.

3.2. La machine du déni

La journaliste américaine Sharon Begley parle d'une « machine du déni » dans un article du *Newsweek*¹³. Elle définit cette machine du déni comme « *le réseau coordonné et évolutif d'entreprises, associations d'industries, fondations philanthropiques conservatrices, think tanks conservateurs, organismes-écrans, scientifiques contestataires, politiciens et personnalités des médias à tendances conservatrices qui se sont mobilisés pour contester la réalité et le sérieux du changement climatique*¹⁴ ». Cette machine du déni avait déjà implanté ses rouages dans le cadre de la problématique du tabac. Les climato-sceptiques américains se sont emparés de la stratégie élaborée par cette industrie, consistant à produire et disséminer l'incertitude et le doute.

Aaron McCright et Riley Dunlap ont schématisé les composants-clés de la machine du déni du changement climatique de la manière suivante¹⁵. A la base on trouve l'industrie des carburants fossiles, les fondations conservatrices et ce que les auteurs ont appelé « L'Amérique des corporations » qui regroupe, entre autres, la U.S. Chamber of Commerce et la National Association of Manufacturers. Ces organisations ont accordé des fonds à un foisonnement de groupes d'experts (think tanks) conservateurs et d'organismes-écrans chargés d'alimenter la machine du déni. Ce réseau procure du capital humain et idéologique et crée des événements médiatiques qu'ils mettent à profit pour réfuter le changement climatique ». Les think tanks conservateurs sont au cœur de cette machine du déni. Ils offrent des bases institutionnelles aux scientifiques climato-sceptiques, accueillent des conférences anti-GIEC, parrainent des séances

¹³ BEGLEY Sharon (2007, 13 août), "The truth about denial", *Newsweek*, 150 (7), p. 20-29.

¹⁴ Traduction reprise de MCCRIGHT Aaron et DUNLAP Riley (2012), "Déni organisé et polarisation politique autour des changements climatiques aux Etats-Unis", in ZACCAI Edwin, GEMENNE François et DECROLY Jean-Michel (dir.) (2012), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Science Po, p. 173-194.

¹⁵ MCCRIGHT Aaron et DUNLAP Riley (2012), "Déni organisé et polarisation politique autour des changements climatiques aux Etats-Unis", Op. cit., p. 174-179.

d'information et manifestations diverses pour les politiciens et mettent sur le marché un large éventail de pamphlets et supports médiatiques contestant le changement climatique. Les organismes-écrans contribuent quant à eux à soustraire à l'attention du grand public les activités anti-environnementales des entreprises et soi-disant groupes d'experts. Vient ensuite la « chambre d'écho », composée des médias, des blogs et des politiciens, qui contribue à promouvoir le déni climatique sur la place publique. Les médias conservateurs, d'abord, se sont positionnés contre la science climatique, rapidement rejoints par la blogosphère conservatrice. Les dernières initiatives de la machine du déni sont les campagnes « Astroturf ». Ce terme désigne une technique de campagne, politique, publicitaire ou de relations publiques, qui simule un mouvement populaire spontané¹⁶. En réalité, ce sont le plus souvent des organismes-écrans ou des agences de relations publiques qui en sont à l'origine. Ces campagnes sont organisées périodiquement en réponse à des événements ou circonstances politiques spécifiques, comme à la veille d'élections, de décisions majeures sur la politique environnementale ou lors d'événements internationaux sur le climat.

Selon Aaron McCright et Riley Dunlap, un des atouts majeurs de cette machine du déni est sa propension à amener des acteurs d'horizons divers à se ranger derrière une poignée de scientifiques contestataires pour attaquer les travaux et conclusions allant dans le sens du réchauffement climatique et de ses origines anthropiques.

3.3. Polarisation politique aux Etats-Unis

3.3.1. Origines de la polarisation politique

La polarisation politique autour de la question des changements climatiques aux Etats-Unis date de plusieurs années. Mais avant cela, une polarisation politique sur d'autres sujets s'était déjà opérée, offrant un berceau de divergences prêt à accueillir le débat sur le climat. Robert Antonio et Robert Brulle présentent certains aspects de la culture politique américaine à la base de cette polarisation¹⁷. Les républicains ont toujours plutôt défendu un « libéralisme de marché », soutenant un capitalisme sans entraves, des droits de propriété forts et l'autonomie de l'individu. Les démocrates, quant à eux, appuient un « libéralisme social », qui supporte l'intervention de l'Etat et la redistribution pour améliorer le bien-être de la population, tout en maintenant les droits de propriété et la gestion capitaliste. Selon les auteurs, la division autour du changement climatique s'inscrit dans un cadre plus large de polarisation autour du néolibéralisme, apparu

¹⁶ QUINN Justin (s.d.), *A definition of Astroturfing*, Récupéré le 3 juillet 2014 de <http://usconservatives.about.com/od/glossaryterms/g/Astroturf.htm>.

¹⁷ ANTONIO Robert J. et BRULLE Robert J. (2011) "The Unbearable Lightness of Politics: Climate Change Denial & Political Polarization.", *Sociological Quarterly*, 52, p. 195-202.

dans les années 1970 et dérivé du libéralisme de marché. Les néolibéraux associent la démocratie avec la « liberté économique » ou la « libre entreprise » et s'opposent aux biens publics, à la régulation et la taxation. L'anti-environnementalisme a, dès le début, été un des fondements de la politique anti-régulation néolibérale. Dès les années 70, les organisations néolibérales se sont opposées aux régulations environnementales qu'elles ont tenté de limiter. La question du changement climatique est venue intensifier cette opposition. La lutte contre ce phénomène nécessite en effet une intervention de l'Etat et l'imposition de mesures globales qui limitent l'autonomie de l'individu chère aux républicains. Il s'agit donc en partie d'un conflit idéologique entre républicains et démocrates autour de l'autonomie de l'individu. Le déni du changement climatique, bien que récent dans l'anti-environnementalisme néolibéral, constitue aujourd'hui le fer de lance des luttes contre les régulations environnementales. Suivant la logique du débat présentée précédemment, les anti-environnementalistes ont utilisé les médias pour semer le doute quant au consensus scientifique. Antonio et Brulle soulignent que c'est dans les périodes de récession et d'insécurité économique que la population américaine se montre la plus réceptive aux opinions conservatrices, qui affirment que « *réguler l'efficacité des carburants, et donc la taille et le poids des véhicules, augmente les prix de l'énergie et les taxes, « tue des emplois », viole la liberté de choix et menace la liberté dans son ensemble*¹⁸ ».

3.3.2. La mobilisation des conservateurs

Aaron McCright et Riley Dunlap, dans leur article sur « l'anti-réflexivité », tentent d'expliquer pourquoi et comment le mouvement conservateur américain s'est mobilisé pour remettre en cause la science et la politique climatique¹⁹. Ils partent de la théorie de la « modernisation réflexive », qui vise à « moderniser la modernisation »²⁰. Selon cette théorie, un niveau élevé de réflexivité est une condition préalable nécessaire pour dépasser les crises écologiques et technologiques actuelles. La réflexivité y est définie comme une forme d'auto-évaluation critique, c'est-à-dire une « *confrontation avec les conséquences non intentionnelles et non anticipées de l'ordre capitaliste industriel de la modernité*²¹ ». Les spécialistes de la modernisation réflexive distinguent deux forces principales de réflexivité, la science des impacts (« impact science ») et les mouvements sociaux, en particulier les mouvements environnementaux²². En ce qui concerne la première force, ils identifient un glissement de la science de la production, dans laquelle on considère que la science, accusée de soutenir le

¹⁸ ANTONIO Robert J. et BRULLE Robert J. (2011) "The Unbearable Lightness of Politics: Climate Change Denial & Political Polarization.", Op. cit., p. 197. (Guillemets originaux)

¹⁹ MCCRIGHT Aaron et DUNLAP Riley (2010), "Anti-reflexivity : The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy", *Theory Culture Society*, 27 (2-3), p. 100-133.

²⁰ Ibid., p. 103.

²¹ Ibid., p. 103.

²² Ibid., p. 104.

capitalisme, fait partie du problème car elle entraîne des risques pour la société, vers la science des impacts, dans laquelle on considère qu'elle fait partie de la solution, pour améliorer les effets négatifs de la science de la production. Pour ce qui est de la seconde force, les spécialistes soutiennent que les mouvements sociaux sont cruciaux pour aider le public et les décideurs politiques à faire face aux effets négatifs du capitalisme industriel. Ces mouvements, et plus particulièrement les mouvements environnementaux, contribuent à sensibiliser le public aux effets non intentionnels et non anticipés de l'ordre social capitaliste industriel, tout en leur fournissant un aperçu des transformations sociales nécessaires pour y faire face. McCright et Dunlap affirment que le mouvement conservateur américain, qu'ils décrivent comme un « contre-mouvement », est une puissante force d'anti-réflexivité²³. Selon eux, ce mouvement, qui a gagné une puissance politique nationale sous l'administration de Ronald Reagan au début des années 1980, cherche à s'opposer à la modernisation réflexive en défiant directement les mouvements sociaux progressifs et l'usage de la science des impacts, tout en continuant à soutenir la science de la production. Les auteurs affirment que ce « contre-mouvement » est né pour réaffirmer la certitude de l'ordre social du capitalisme industriel de première modernisation, menacée par les forces de la modernisation réflexive²⁴. Pour développer leur propos, ils s'appuient sur les trois dimensions du pouvoir définies par Steven Lukes, et plus particulièrement sur la seconde dimension, que le « contre-mouvement » a utilisé avec succès pour combattre la science et la politique climatique. Selon Lukes, « *les acteurs exercent la seconde dimension du pouvoir en limitant l'étendue de la prise de décision aux seuls problèmes qui ne remettent pas sérieusement en cause leurs intérêts subjectifs* »²⁵. Un élément important de cette dimension est le développement par le système politique d'une mobilisation biaisée (« mobilization of bias »), définie par Bachrach et Baratz comme « *un ensemble de valeurs, croyances, rituels et procédures institutionnelles prédominants qui opèrent systématiquement au bénéfice de certaines personnes et groupes au détriment d'autres personnes et groupes* »²⁶. Une telle mobilisation agit principalement par le biais de non-décisions (« non-decision-making »), c'est-à-dire des décisions qui entraînent la suppression ou le blocage de défis latents ou manifestes aux valeurs ou intérêts des décideurs.

Vers le milieu des années 1990, le mouvement conservateur a changé de tactique et a commencé à mettre en cause le bien fondé des problèmes environnementaux, non seulement en attaquant les idées et les actions des environnementalistes, mais également en combattant la science des impacts sur laquelle se fondent les affirmations des environnementalistes. Il a ainsi appris à être plus subtil et à utiliser la seconde dimension du pouvoir pour bloquer les décisions

²³ Ibid., p. 105.

²⁴ Ibid., p. 105.

²⁵ LUKES S. (1974), *Power: A radical view*, London: Macmillan Press.

²⁶ BACHRACH Peter et BARATZ Morton (1970), *Power and Poverty*, New York: Oxford University Press.

majeures concernant la politique environnementale qui n'allaient pas dans le sens de ses intérêts. Le Sommet de Rio de 1992 a constitué un catalyseur pour le mouvement conservateur, en amenant les problèmes environnementaux globaux sur la scène internationale, et par conséquent dans l'agenda politique américain. Certains auteurs soulignent qu'avec la chute de l'URSS et l'émergence des problèmes environnementaux globaux, le mouvement conservateur américain s'est emparé de la « peur verte » pour remplacer la « peur rouge » du communisme soviétique²⁷. Pour vaincre l'environnementalisme global, une attaque agressive de la science des impacts s'est avérée nécessaire, entraînant un anti-environnementalisme accru parmi les think tanks conservateurs. McCright et Dunlap identifient deux périodes pendant lesquelles l'anti-environnementalisme du mouvement conservateur s'est visiblement manifesté dans les politiques institutionnelles. La première période correspond aux années suivant l'élection de 1994, où les républicains ont obtenu le contrôle des deux chambres du Congrès. Durant cette période, la « révolution républicaine » tenta d'abroger les législations environnementales existantes, sous-finança les programmes scientifiques environnementaux des agences gouvernementales et entrava le fonctionnement des agences de régulation environnementale.

3.3.3. Méthode d'attaque du mouvement conservateur

McCright et Dunlap s'attachent ensuite à établir comment le mouvement conservateur américain a attaqué la science et la politique climatique ces dernières années. Ils démontrent que cette opposition du mouvement conservateur repose sur une base idéologique forte, qui prime sur le désir de financement. Selon les auteurs, le mouvement conservateur américain a employé quatre techniques de non-décision (« non-decision-making ») associées à la seconde dimension du pouvoir pour déplacer le changement climatique dans la catégorie des « non-problèmes » et prévenir un progrès significatif des décisions politiques concernant le climat.

La première technique consiste à embrouiller (obscurcir), déformer, manipuler et supprimer les résultats des recherches scientifiques²⁸. Les activistes conservateurs ont embrouillé les résultats de deux manières. Ils ont d'une part assuré la promotion sélective des publications existantes de scientifiques contestataires (contrarian) en désaccord avec le consensus scientifique. McCright et Dunlap ont identifié trois contre-affirmations (counter-claims) clés utilisées par les think tanks conservateurs dans leurs publications pour remettre en cause la science et la politique climatique. Premièrement, les think tanks ont affirmé que les preuves (evidentiary basis) du

²⁷ JACQUES Peter, DUNLAP Riley et FREEMAN Mark (2008), "The organization of denial: Conservative think tanks and environmental skepticism", *Environmental Politics*, 17 (3), p. 349-385. Et BUELL Frederick (2003), *From apocalypse to way of life: Environmental crisis in the American century*, New York: Routledge.

²⁸ Ibid., p. 111-119.

réchauffement global étaient inconsistantes, sinon erronées. Deuxièmement, ils ont soutenu que l'effet net du changement climatique serait bénéfique pour la qualité de vie des Américains, leur santé et l'agriculture. Enfin, ils ont argué que les mesures proposées pour lutter contre le changement climatique seraient plus nocives que bénéfiques. Les conservateurs ont progressivement commencé à admettre l'existence d'un certain changement climatique, tout en affirmant qu'il s'agissait d'un phénomène naturel sur lequel les activités humaines n'avaient qu'un faible impact et que rien ne pourrait l'arrêter.

La seconde technique de non-décision exposée par McCright et Dunlap consiste à « intimider ou menacer de sanctions des scientifiques individuels »²⁹. Pour ce faire, les activistes du mouvement conservateur s'en sont pris à des scientifiques du milieu universitaire pour discréditer leur travail. Les militants conservateurs de l'administration Bush ont également réduit au silence, censuré ou discrédité des scientifiques employés dans des agences gouvernementales en leur dictant ce qu'ils pouvaient dire et à qui ils pouvaient le dire.

La troisième technique de non-décision consiste à « invoquer (ou créer de nouvelles) règles ou procédures »³⁰. Sous l'administration Bush, les véritables spécialistes du climat étaient exclus des discussions au sein de la Maison Blanche. McCright et Dunlap identifient deux modes opératoires. Dans le premier cas, des activistes du Congrès tenaient des auditions soi-disant ouvertes mais dont les résultats étaient clairement prédéterminés. Le but de ces séances était de démontrer que la science qui sous-tendait le changement climatique, parmi d'autres sujets à controverses, était déformée pour servir les objectifs politiques des libéraux, permettant ainsi le rejet des politiques de régulation environnementale et la réduction des financements pour la recherche dans ce domaine. La seconde tactique consiste à modifier les règles scientifiques imposées aux agences gouvernementales par la création, entre autres, du Data Quality Act en 2001, qui permet aux opposants des réglementations environnementales de mettre en cause les informations diffusées par les agences fédérales.

La quatrième et dernière technique de non-décision vise à invoquer un subterfuge médiatique³¹. Le mouvement conservateur a exploité la « norme d'équilibre » des médias, mentionnée précédemment, qui vise à présenter les différentes tendances dans un soi-disant souci d'objectivité, plaçant ainsi les pseudo-scientifiques sur un pied d'égalité avec la communauté scientifique prédominante.

²⁹ Ibid., p. 119-120.

³⁰ Ibid., p. 120-123.

³¹ Ibid., p. 123-124.

En conclusion, les auteurs avancent que les conservateurs américains se sont mobilisés contre le mouvement environnemental en attaquant la science des impacts sur laquelle il s'appuie et les propositions de politique environnementale qui en résultent.

3.3.4. Idéologie politique et identification au parti

Aaron McCright et Riley Dunlap ont également étudié la polarisation politique autour de la question du changement climatique, aussi bien au niveau de l'idéologie politique qu'au niveau de l'identification au parti³². Depuis que ce changement a pris une place prépondérante dans les préoccupations internationales, à la fin des années 1980, les organisations libérales et le parti démocrate ont relayé les assertions de la majorité de la communauté scientifique et d'organisations prestigieuses. Les groupes conservateurs, les think tanks par exemple, et le parti républicain ont assidûment rejeté ces allégations, leur préférant celles d'une minorité de scientifiques contestataires. Ce clivage politico-idéologique sur la science et la politique du changement climatique, relativement modéré au début des années 1990, s'est amplifié lors de la conférence de Kyoto³³. Dunlap et McCright ont étudié l'évolution de cette polarisation entre 2001 et 2010 à l'aide d'enquêtes Gallup, réalisées à partir d'entretiens téléphoniques auprès de larges échantillons représentatifs. Leur étude montre qu'entre ces deux dates butoir, l'écart s'est creusé entre les libéraux et les conservateurs qui pensent que le réchauffement climatique a déjà commencé, passant de 18 à 44 points³⁴. Il ressort de leurs conclusions que, durant cette même période, la polarisation s'est effectuée tant au niveau idéologique qu'au niveau partisan. Selon eux, l'explication théorique dominante quant à la polarisation politique du public américain est celle du « party sorting », qui correspond littéralement à des clivages entre partis. Selon cette théorie, les militants idéologiques ou membres des partis conduisent les élites politiques à la polarisation, au point que républicains et démocrates divergent de plus en plus à tous les échelons des pratiques politiques « policy » majeures de l'idéologie politique (politics) américaine. Ce qui mène alors aux yeux du grand public à une différenciation de plus en plus marquée entre les partis, partant du sommet vers la base, la polarisation politique des élites donnant des indications assez précises sur l'évolution des positions du parti.

En conclusion, la polarisation politique et idéologique autour de la question climatique est clairement définie, avec d'un côté les libéraux et les démocrates qui soutiennent le consensus scientifique sur la réalité du réchauffement climatique, dont l'homme est en grande partie responsable et qui constitue une menace préoccupante, et de l'autre les conservateurs et les

³² MCCRIGHT Aaron et DUNLAP Riley (2012), "Déni organisé et polarisation politique autour des changements climatiques aux Etats-Unis", Op. cit., p. 179-192.

³³ MCCRIGHT Aaron et DUNLAP Riley (2003), "Defeating Kyoto", *Social Problems*, 50 (3), p. 348-373.

³⁴ MCCRIGHT Aaron et DUNLAP Riley (2012), "Déni organisé et polarisation politique...", Op. cit., p. 182.

républicains qui remettent en question l'existence du changement climatique et son origine anthropique et prennent ainsi la défense du système capitaliste industriel. Cette polarisation s'est intensifiée et constitue aujourd'hui un véritable argument de campagne. Barack Obama s'est illustré dans ce débat en lançant un appel à dénoncer les « *climate deniers* » membres du Congrès, qui nient l'existence du changement climatique et, de ce fait, s'opposent à la prise de mesures environnementales pour l'endiguer³⁵.

3.3.5. Le Tea Party et le changement climatique

Nous nous intéresserons plus particulièrement dans ce mémoire aux partis politiques de droite. Il est donc intéressant de jeter un coup d'œil au climato-scepticisme au sein du Tea Party. Christopher Karpowitz et al. définissent le Tea Party comme un vaste patchwork d'organisations, à la fois locales et nationales, partageant un certain nombre d'intérêts et de positions vis-à-vis de certains sujets³⁶. Le Tea Party est aussi désigné par Gary Jacobson comme l'extrême-droite de la coalition républicaine (*far right of the Republican coalition*)³⁷. Le Tea Party est-il plus climato-sceptique encore que le parti républicain ? L'étude de Jacobson montre une corrélation entre la position favorable ou non au Tea Party et la négation du danger posé par le changement climatique : 3% pour les adversaires du Tea Party à 67% pour ceux qui le soutiennent. On observe la même corrélation, mais plus faible, en ce qui concerne la mise en cause de l'existence même d'un changement climatique. Un sondage conduit par les Universités de Yale et de George Mason et publié en 2011 distingue pour la première fois le Tea Party du parti républicain traditionnel³⁸. A la question « pensez-vous que le changement climatique est en train de se produire ? », 53% des membres du Tea Party répondent non contre 34% qui répondent oui. En comparaison, le pourcentage de non est plus faible pour les autres partis, 8% chez les démocrates, 14% chez les indépendants et 30% chez les républicains. La moitié des membres du Tea Party pensent que le changement climatique est causé par des changements naturels dans l'environnement et seulement 19% pensent que les activités humaines en sont à l'origine, contre 36% chez les républicains. A la question « êtes-vous préoccupé par le changement climatique ? », 51% des membres du Tea Party répondent qu'ils ne sont pas du tout

³⁵ Barack Obama – Organizing For Action [s.d.], *Call Out the Climate Change Deniers*, <http://ofa.barackobama.com/climate-deniers/#/>

³⁶ KARPOWITZ Christopher F., MONSON J. Quin, PATTERSON Kelly D. et POPE Jeremy (2011), "Tea Time in America? The Impact of the Tea Party Movement on the 2010 Midterm Congressional Elections", *PS: Political Science and Politics*, 44, p. 303-309.

³⁷ JACOBSON Gary C (2011)., *The President, the Tea Party, and the Voting Behavior in 2010: Insights From the Cooperative Congressional Election Study*, prepared for delivery at the 2011 Annual Meeting of the American Political Science Association, Seattle, Washington.

³⁸ Leiserowitz, A., Maibach, E. Roser-Renour, C. & Hmielowski, J.D. (2011), *Politics & Global Warming: Democrats, Republicans, Independents, and the Tea Party*, Yale University and George Mason University, New Haven, CT: Yale Project on Climate Change Communication, Récupéré le 25 juin 2014 de <http://environment.yale.edu/climate-communication/files/PoliticsGlobalWarming2011.pdf>.

préoccupés et 25% qu'ils ne sont pas très préoccupés, contre respectivement 29 et 33% chez les républicains. Aux questions « quand pensez-vous que le changement climatique va commencer à nuire aux Américains et à d'autres personnes dans le monde ? », 51% des membres du Tea Party répondent « jamais », contre 33% de républicains. Au niveau de l'information sur le changement climatique, 30% des membres du Tea Party se déclarent très bien informés (le plus gros pourcentage), et 52% de ces membres déclarent n'avoir pas besoin de plus d'informations pour se forger une opinion. Au niveau des politiques nationales, les membres du Tea Party se positionnent systématiquement « en-dessous » des membres des autres partis, avec une différenciation qui s'accroît encore lorsque l'on envisage des politiques plus strictes. Ainsi, 55% des membres du Tea Party s'opposent fermement à la signature d'un traité international qui exigerait que les Etats-Unis diminuent leurs émissions de dioxyde de carbone de 90% en 2050. Ils ne sont que 27% de républicains à s'y opposer fermement, 14% d'indépendants et 4% de démocrates. Il est également intéressant de noter que le Tea Party soutient le nucléaire, avec 37% de membres en faveur de la construction de nouvelles centrales nucléaires et 30% de neutres, contre respectivement 22 et 40% chez les républicains. Le Tea Party constitue donc bien le mouvement le plus climato-sceptique aux Etats-Unis et, bien qu'il ne représente que 12% de la population, il exerce une influence non négligeable sur le débat climatique.

IV. Situation en Europe

4.1. Introduction

Le discours climato-sceptique fait des émules en Europe également mais jusqu'à présent, peu d'études se sont penchées sur la polarisation politique autour de la question climatique sur ce continent. Dans ce chapitre, nous exposerons dans un premier temps les grandes lignes de ce discours. Nous commencerons par présenter le climato-scepticisme dans le paysage social européen, avant de nous interroger sur les raisons de son succès dans l'opinion française. Nous proposerons ensuite un aperçu des actions de Claude Allègre et de Vincent Courtillot, deux climato-sceptiques qui se sont rendus célèbres par leur « croisade contre la science climatique ». Nous évoquerons ensuite un livre belge récent tenant un discours climato-sceptique. Dans un second temps nous étudierons l'opinion publique européenne relative au changement climatique, d'abord à l'échelle européenne, ensuite, de façon plus détaillée, pour la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et le Royaume Uni, pays pour lesquels nous analyserons les positions respectives de leurs différents partis.

4.2. Les grandes lignes du climato-scepticisme en Europe

Le discours climato-sceptique, bien que tout à fait marginal à ses débuts, a séduit assez rapidement une partie de la population. Quels sont les facteurs qui ont favorisé sa propagation? Jean-Paul Bozonnet donne quelques éléments de réponse dans son analyse des eurobaromètres³⁹. Dans les années 1990, le discours climato-sceptique ne touchait que les catégories sociales les plus modestes et n'était soutenu que par une infime minorité. On y trouvait les habitants d'Europe méditerranéenne et orientale (les plus pauvres et les moins diplômés) et les professions des secteurs primaires et secondaires (agriculteurs et ouvriers). Il ne s'agissait pas de climato-sceptiques à proprement parler mais de personnes qui minimisaient le problème, n'en avaient que faire ou n'en avaient jamais entendu parler. La moyenne des Européens considérant le problème climatique comme peu sérieux, passe de 3% en 1990 à 6,8% en 2008. En 2009, les climato-sceptiques en Europe ont le sentiment d'être victimes d'ostracisme. Alors qu'au départ leur niveau d'étude était souvent médiocre, il faut aujourd'hui nuancer cette affirmation suite à l'arrivée dans leurs rangs d'étudiants et d'universitaires. Les catégories d'âge les plus représentées se situent aux extrêmes, les plus âgés mais également les plus jeunes. D'une population européenne peu impliquée et de faible mobilisation cognitive, le climato-scepticisme a gagné les jeunes et les catégories favorisées. Les deux fers de lance du climato-scepticisme se situent alors en Europe occidentale, au Royaume Uni et au Benelux, ainsi qu'en Europe orientale et notamment la Pologne⁴⁰.

Olivier Godard explique le succès du discours climato-sceptique dans l'opinion française par l'utilisation de trois techniques médiatiques qui rappellent celles utilisées aux Etats-Unis⁴¹. La première vise à instiller le doute afin de semer la confusion et donner aux citoyens l'impression que le sujet n'est absolument pas maîtrisé. Elle appelle les citoyens à douter systématiquement des sciences du climat et prétend que ce doute pseudo-scientifique est tout à fait légitime et méthodologique. Olivier Godard nomme la seconde technique victimisation. Les climato-sceptiques se présentent en effet comme une minorité opprimée qui s'élève contre le dogme du changement climatique et dénonce une manipulation politique d'ampleur planétaire. Ils qualifient les scientifiques impliqués de « réchauffistes » qui détiendraient le monopole des moyens scientifiques, laissant leurs opposants se débrouiller avec les moyens du bord. La troisième technique est la transposition du débat politique cher à notre démocratie à des sujets

³⁹ BOZONNET Jean-Paul (2012), "Le contre-récit climatique dans l'opinion européenne", in ZACCAI Edwin, GEMENNE François et DECROLY Jean-Michel (dir.) (2012), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Science Po, p. 195-219.

⁴⁰ Bozonnet p. 215

⁴¹ GODARD Olivier (2012), "Les controverses climatiques en France", in ZACCAI Edwin, GEMENNE François et DECROLY Jean-Michel (dir.) (2012), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Science Po, p. 117-140.

scientifiques sur lesquels les citoyens doivent, comme en politique, pouvoir se faire leur propre opinion. C'est par cette dernière technique que les climato-sceptiques, via les médias, cherchent à toucher massivement les citoyens, les plaçant sur un pied d'égalité avec les scientifiques, capables de juger le fondement ou non de la théorie du changement climatique. Comme dans le débat politique, les médias tiennent à respecter l'équilibre dans l'expression des opinions, et mettent donc sur le même plan des propos scientifiques étayés par de longues recherches multidisciplinaires et des hypothèses ou affirmations ne reposant sur aucun support scientifique mais se présentant comme telles.

Nous nous intéresserons ici aux actions de quelques personnalités françaises et belges destinées à mettre en doute le consensus scientifique sur la question climatique.

En France, deux figures prééminentes du climato-scepticisme ont sans aucun doute été Claude Allègre et Vincent Courtillot. Ce sont deux amis de longue date, tous deux géologues, scientifiques de renom et membres de l'Académie des sciences, bien introduits à la fois dans les milieux politiques et les médias. Ils sont également tous deux issus de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP). L'apogée médiatique de Claude Allègre se situe sans doute au début de l'année 2010, avec la parution de son livre intitulé *L'imposture climatique ou la fausse écologie*, qui est rapidement devenu un best-seller. Peu après sa parution, 400 scientifiques se sont unis pour lancer un appel à la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, aux présidences du CNRS, de l'Académie des sciences et des organismes publics de recherche pour qu'ils réagissent publiquement aux accusations lancées par Claude Allègre⁴².

Selon Stéphane Foucart, les nombreuses erreurs commises par les deux chercheurs ne sont pas fortuites, « *elles sont activement délivrées à l'opinion publique pour discréditer les sciences du climat et gorger du doute, dans un objectif clairement politique*⁴³ ». Claude Allègre est « une des personnalités scientifiques françaises les plus populaires », il fait partie des chercheurs français les plus cités et les plus publiés. Il a également été ministre de l'Education nationale, de la Recherche et de la Technologie de 1997 à 2000. Stéphane Foucart ajoute que « le nom de Claude Allègre est aussi, dans le champ même des sciences, irrévocablement associé à de nombreuses polémiques », comme celles concernant l'éruption du volcan de la Soufrière en 1976 ou le dossier de l'amiante. Vincent Courtillot, un autre scientifique de renom, a été le conseiller de Claude Allègre pendant son mandat de ministre. Depuis 2005, les deux hommes n'ont cessé d'attaquer et de remettre en question le consensus scientifique autour de la question du changement climatique. Le géophysicien Raymond Pierrehumbert leur a consacré deux

⁴² FOUCART Stéphane (2010), "Plus de 400 climatologues en appellent à la ministre", *LeMonde.fr*, Récupéré le 26 juillet 2014 de http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/04/01/plus-de-400-climatologues-en-appellent-a-la-ministre_1327361_3244.html.

⁴³ FOUCART Stéphane (2010), *Le populisme climatique...*, op. Cit., p. 40.

articles intitulés « Les chevaliers de l'ordre de la Terre plate, part I et II », qui recense leurs erreurs, omissions et fausses références. Leur influence dans le monde académique a entraîné l'ouverture d'un « débat » au sein de l'Académie des sciences, alors même que celle-ci avait d'ores et déjà reconnu la réalité des causes principalement humaines du changement climatique.

Comme Claude Allègre avant lui, un professeur hongrois de l'Université Catholique de Louvain, István Markó, a supervisé la rédaction d'un livre purement climato-sceptique intitulé « Climat : 15 vérités qui dérangent » et publié en 2013. La seule lecture des première et dernière phrase du quatrième de couverture donne le ton. Il commence par « Le débat sur l'origine des changements climatiques est loin d'être clos » et termine par « Pour que triomphe la vérité scientifique »⁴⁴. Pour appuyer la thèse du livre et lui donner plus d'impact, la préface est rédigée par Carlos Ripa di Meana, ancien Commissaire européen à l'environnement et ancien Ministre italien de l'environnement. Celui-ci dit ne pas croire au « dogme du réchauffement climatique causé par l'homme » ni à l'origine anthropique de l'effet de serre. Sans surprise, le livre s'attaque à la nature du GIEC et à ses rapports. Selon les auteurs, le GIEC non seulement n'est pas un organisme scientifique, mais il « dénigre, calomnie et entrave la liberté d'expression de ceux qui ne partagent pas ses thèses ». Même s'il devient un best-seller, comme *L'imposture climatique* de Claude Allègre, on ne peut préjuger aujourd'hui de l'impact qu'il pourra avoir sur l'opinion publique.

4.3. Opinion publique en Europe

La polarisation politique autour de la question climatique en Europe n'a pas encore fait l'objet d'études approfondies. Elle a été examinée à l'échelle de certains pays mais pas de manière globale. Nous étudierons l'opinion publique relative au changement climatique, sur le plan européen en général d'abord avant de nous pencher sur un certain nombre de pays, à l'aide des Eurobaromètres et d'autres sondages. Nous examinerons plus en détail l'opinion publique sur la question de la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et le Royaume-Uni, pays pour lesquels nous étudierons ensuite les programmes des différents partis.

4.3.1. Les Eurobaromètres

Les Eurobaromètres, sondages commandités par la Commission européenne et le Parlement européen, ont souvent fait l'objet d'éditions spéciales pour sonder la population européenne sur la question climatique. Bien qu'il ne s'agisse que de sondages, les Eurobaromètres fournissent

⁴⁴ István Markó et al. (2013), *Climat: 15 vérités qui dérangent*, Texquis, Belgique.

tout de même quelques informations intéressantes. Leur fréquence permet également d'effectuer des comparaisons temporelles.

Classement du changement climatique parmi les problèmes mondiaux

En 2008, le réchauffement de la planète ou changement climatique⁴⁵ se trouvait en deuxième position parmi les trois problèmes considérés les plus sérieux sur la planète, après la « pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable » et avant le « terrorisme international »⁴⁶. En 2009, après que la crise économique ait frappé le monde de plein fouet, les réponses diffèrent sensiblement. La première position est toujours occupée par la pauvreté, tandis que le recul de l'économie mondiale se place en deuxième position, détrônant les changements climatiques qui passent en troisième position⁴⁷. En 2011, le changement climatique reprend sa deuxième place parmi les problèmes les plus graves auxquels la planète est confrontée⁴⁸. Mais en 2013, il est à nouveau relégué à la troisième place⁴⁹.

Le niveau d'information subjectif des répondants influence indubitablement leur perception du changement climatique. Ce sont ceux qui se disent le mieux informé qui ont le plus tendance à considérer le changement climatique comme un des problèmes majeurs auquel notre monde va devoir faire face.

Il est intéressant de noter que ceux qui se positionnent eux-mêmes à gauche de l'échiquier politique se sentent davantage concernés par le « réchauffement de la planète/changement climatique » que ceux qui se situent à droite⁵⁰. On retrouve la même tendance pour ce qui concerne la pauvreté. Par contre, le « terrorisme international » revient plus souvent dans les réponses des partisans de droite que de ceux de gauche.

L'Eurobaromètre Spécial 313 de 2011 se penche sur la perception de l'impact des émissions de CO₂ sur le changement climatique. Si 30% des Européens estiment que ces émissions n'ont qu'un impact marginal sur le changement climatique, pour 58% cet impact est bien réel.

⁴⁵ L'Eurobaromètre Spécial 300 indique que « la terminologie n'a pas d'impact significatif sur les perceptions des gens ». Nous utiliserons donc indifféremment les termes réchauffement de la planète ou changement climatique.

⁴⁶ Eurobaromètre Spécial 300, *Rapport : Les attitudes des Européens vis-à-vis du changement climatique*, Terrain : mars – mai 2008, Publication : septembre 2008, p. 6-9.

⁴⁷ Eurobaromètre Spécial 313, *Rapport : Les attitudes des Européens vis-à-vis du changement climatique*, Terrain : janvier – février 2009, Publication : juillet 2009.

⁴⁸ Eurobaromètre Spécial 372, *Rapport : Le changement climatique*, Terrain : juin 2011, Publication : octobre 2011.

⁴⁹ Eurobaromètre Spécial 409, *Climate Chance report*, Terrain : novembre-décembre 2013, Publication : mars 2014.

⁵⁰ Eurobaromètre Spécial 300, Op. cit., p. 11.

Estimation de la gravité du problème

En 2008, les trois quarts des Européens (74%) pensent que le changement climatique est un problème très sérieux, alors que seulement 15% trouvent qu'il s'agit d'un problème assez sérieux et que 7% qu'il s'agit d'un problème négligeable⁵¹. Au Royaume-Uni, en Estonie et aux Pays-Bas, la proportion de citoyens qui minimisent le problème atteint les niveaux les plus élevés, avec plus d'un citoyen sur dix l'estimant négligeable. En 2009, la proportion d'Européens réellement préoccupés par le changement climatique est descendue à 67%. 20% des Européens pensent alors qu'il s'agit d'un problème assez sérieux et 10% d'un problème négligeable⁵². Le Royaume-Uni et l'Estonie restent les pays où l'on minimise le plus le changement climatique : respectivement 14% et 12% en 2008 et 17% et 18% en 2009. Une légère augmentation est également observée aux Pays-Bas, de 11% en 2008 à 14% en 2009.

On observe en 2011 une légère augmentation à 68% de la proportion d'Européens jugeant le problème très sérieux⁵³. Cette évolution porte surtout sur le niveau de gravité perçue, qui passe à 7,4 sur une échelle de 1 à 10, contre 7,1 en 2009. En 2013, 69% des Européens jugent le changement climatique très sérieux, contre 21% qui le considèrent comme plutôt sérieux et 9% qui le jugent négligeable.

L'Eurobaromètre de 2009 indique que, d'un point de vue sociodémographique, les répondants les moins préoccupés par le changement climatique sont principalement de sexe masculin, ont plus de 55 ans, sont retraités et politiquement de droite⁵⁴. Ceux de 2011 et 2013 ne donnent pas d'informations sur l'orientation politique des répondants.

QA2 And how serious a problem do you think climate change is at this moment? Please use a scale from 1 to 10, with '1' meaning it is "not at all a serious problem" and '10' meaning it is "an extremely serious problem".

	Average	
	EB80.2 Nov. - Dec. 2013	Diff. 2013-2011
 EU28	7.3	-0.1
 IT	8.2	0.4
 EL	8.0	-0.6
 HU	8.0	=
 ES	7.9	-0.1
 AT	7.9	0.2
 SK	7.9	-0.3
 PT	7.8	0.1
 SI	7.7	=
 DE	7.6	0.3
 CY	7.6	-1.3
 BG	7.5	-0.3
 MT	7.5	-0.5
 HR	7.4	*
 CZ	7.3	-0.3
 SE	7.3	0.4
 BE	7.2	0.1
 LU	7.2	-0.4
 RO	7.2	-0.8
 FR	7.1	-0.3
 LT	7.0	-0.1
 PL	7.0	-0.3
 DK	6.8	=
 FI	6.6	0.2
 IE	6.5	-0.5
 NL	6.5	=
 UK	6.1	-0.3
 LV	6.0	-1
 EE	5.6	-0.5

Source : EBS 409

⁵¹ Eurobaromètre Spécial 300, Op. cit., p. 13-15.

⁵² Eurobaromètre Spécial 313, Op. cit., p. 18-20.

⁵³ Eurobaromètre Spécial 372, Op. cit., p. 15-18.

⁵⁴ Eurobaromètre Spécial 313, Op. cit., p. 20.

L'Eurobaromètre Spécial 372 (2011) indique clairement la corrélation qui existe entre la perception de la gravité de la situation et le sentiment de responsabilité et d'urgence à intervenir pour limiter les dégâts et faire évoluer les mentalités.

Polarisation politique

Les questions varient parfois entre Eurobaromètres et il n'est donc pas toujours possible de les comparer directement. Certaines informations valent cependant la peine d'être mentionnées. L'Eurobaromètre Spécial 300 de 2008 indique que la droite estime généralement que l'on a exagéré la gravité du problème climatique. De même, les résultats de l'Eurobaromètre Spécial 313 de 2009 montrent que c'est à gauche que l'on entreprend le plus de démarches destinées à lutter contre le changement climatique⁵⁵. Ce même Eurobaromètre précise que les partisans de la gauche sont plus enclins à reconnaître que la lutte contre le changement climatique peut avoir un impact positif sur l'économie européenne (67% contre 62% pour la droite). A nouveau, les tenants de la gauche sont plus convaincus de l'irréversibilité du phénomène (65% contre 60% pour la droite). Pour ce qui est de l'impact des émissions de CO₂ sur le changement climatique, la gauche réfute le plus souvent qu'il soit marginal (61%) contre 57% à droite. Cet Eurobaromètre montre également que pour 33% des sympathisants de droite la gravité du problème a été exagérée, contre 27% pour les sympathisants de gauche.

Au vu de ces résultats, et bien que les différences de pourcentage soient réduites, on peut déjà déduire que le climato-scepticisme séduit davantage ceux qui se situent à droite sur l'échiquier politique que ceux qui se situent à gauche. Comme le mentionne la conclusion de l'Eurobaromètre Spécial 300 de 2008, les répondants de gauche tendent à justifier leur inaction dans le domaine du changement climatique en invoquant le coût élevé des mesures à prendre tandis que ceux qui se situent plus à droite se disent tout simplement non préoccupés par ce changement.⁵⁶

4.3.2. En Belgique

Comme mentionné précédemment, les études sur le sujet sont peu nombreuses. Toutefois, Grégory Piet, doctorant ARC en Sciences politiques et sociales (2011-2015) à l'Université de Liège, a analysé l'attention politique et le processus de priorisation du débat climatique en Belgique depuis la fin des années 1980 et son étude apporte quelques éléments de réponse sur la

⁵⁵ Ibid., p. 33.

⁵⁶ Eurobaromètre Spécial 300, Op. cit., p. 81.

polarisation politique autour du débat climatique en Belgique⁵⁷. Il observe une augmentation croissante de l'attention politique accordée au débat climatique, passant de 0,121% en 1987 à 0,722% en 2010. Cette attention reste minimale dans les programmes électoraux mais elle montre une évolution, différenciée selon les partis. Du côté francophone, l'évolution de la préférence climatique au sein des programmes électoraux varie fort selon les partis. L'attention portée au climat, déjà bien présente chez Ecolo en 1987, ne démarre qu'alors au PSC/CDH et au PS. Ce n'est qu'en 1995 qu'elle débute au PRL/MR. Le FN est le grand retardataire en ignorant la question climatique jusqu'en 2007. Il faut toutefois noter un rapprochement des pourcentages en 2010 : 1,153 à Ecolo, 0,805 au PSC/CDH, 0,653 au PS, 0,661 au PRL/MR et 0,59 au FN. Du côté flamand, l'évolution est plus tardive, à l'exception d'Agalev/Groen. L'attention ne décolle pas vraiment avant 1995 pour le PVV/VLD, 1999 pour la SP/SP.A et 2003 pour le CVP/CD&V et le VB. La VU/NVA présente une courbe assez particulière, proche de celle d'Agalev/Groen en 1987, l'attention diminue ensuite jusqu'en 1999 avant de remonter en 2007, et enfin retomber quasiment à zéro en 2010. Contrairement à leurs homologues francophones, les partis flamands présentent des pourcentages assez différents en 2010. Groen vient en tête avec 1,290%, suivi par la SPA et le CD&V avec respectivement 0,980% et 0,953%, puis par le VLD et le VB avec 0,412% et 0,390%. Même si ces données ne permettent pas de tirer de conclusion quant à la polarisation des partis autour de la question climatique, il est intéressant de noter le lent démarrage des partis d'extrême-droite (FN et VB) ainsi que l'évolution en dents de scie au niveau de la VU/NVA.

L'Eurobaromètre le plus récent, publié en mars 2014, montre que les Belges classent le changement climatique en deuxième position (56%) parmi les problèmes les plus sérieux dans le monde, précédé par la pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable (66%) et suivi par la situation économique (51%)⁵⁸. Sur une échelle d'appréciation de la gravité du problème allant de 1 à 10, la moyenne belge se situe à 7,2, très semblable à la moyenne européenne proche de 7,3. Au niveau de la responsabilité d'action pour faire face au changement climatique, 51% des Belges considèrent que l'Union Européenne est responsable et 37% s'estiment personnellement responsables, contre respectivement 39% et 25% de moyenne européenne. En ce qui concerne les actions personnelles entreprises pour lutter contre le changement climatique, les Belges sont proches de la moyenne européenne, avec 49% de répondants affirmant avoir entrepris des actions. En outre, 83% des Belges pensent que lutter contre le changement climatique et utiliser l'énergie de manière plus efficiente peut stimuler l'économie et l'emploi dans l'UE. 92% des Belges pensent qu'il est important que le gouvernement national fixe des objectifs pour

⁵⁷ PIET Grégory (2013), *Attention politique et processus de priorisation du débat climatique en Belgique depuis la fin des années 1980*, Formation « Management Stratégique Carbone », 25 octobre, Université Catholique de Louvain (UCL).

⁵⁸ Eurobaromètre Spécial 409, Op. cit.

augmenter la part d'énergies renouvelables utilisées d'ici à 2030 (48% pensent que c'est très important et 44% pensent que c'est relativement important). Ils sont la même proportion à estimer que le gouvernement national doit contribuer à promouvoir l'efficacité énergétique (49% pensent que c'est très important et 43% que c'est assez important).

Le rapport final de l'enquête sur le climat commandé par le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement publié en mai 2014 montre des résultats assez similaires⁵⁹. 75% des Belges classent l'environnement comme leur souci principal, suivi de près par les problèmes de santé (72%). Parmi une série de problématiques environnementales, le changement climatique vient en sixième place avec 70% des citoyens qui se disent préoccupés. Pour 91% des Belges, c'est l'industrie qui contribue le plus aux changements climatiques, suivie du transport de marchandises (81%) et de personnes (62%), de l'agriculture (32%) et enfin des ménages (31%). La majorité des Belges reconnaît la réalité du changement climatique, son importance et la nécessité de le combattre. 80% des Belges considèrent que « les changements climatiques sont des problèmes auxquels il faut s'attaquer d'urgence ». Ils sont 60% à rejeter l'affirmation selon laquelle les changements climatiques sont des phénomènes exclusivement naturels, contre 12% à y adhérer.

En ce qui concerne le niveau d'information, en 2013, 70% des Belges se disent bien informés sur les changements climatiques, contre 61% en 2005. On constate donc une évolution positive de l'intérêt et de la volonté de s'informer sur la question. D'autres résultats valent la peine d'être mentionnés. En ce qui concerne les négociations internationales sur le climat, 63% des répondants adhère à l'idée « l'Union européenne doit jouer un rôle de pionnier dans l'adoption de mesures visant à lutter contre les changements climatiques, et ce, même si d'autres pays avec d'importantes émissions de gaz à effet de serre ne fournissent pas autant d'efforts ». Le résultat le plus intéressant est sans nul doute celui qui concerne le comportement électoral. 38% des répondants affirment qu'ils tiendront « certainement compte des points de vue des différents partis politiques en ce qui concerne les problèmes de changements climatiques », contre 21% qui n'en tiendront pas compte.

4.3.3. *En France*

Nous utiliserons ici à nouveau l'Eurobaromètre le plus récent afin de donner un aperçu de l'opinion des Français à propos du changement climatique.

⁵⁹ Market Analysis & Synthesis (M.A.S.) pour le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (2014), *Enquête sur le climat 2013 – Rapport final*, Récupéré le 3 juillet 2014 de http://www.climat.be/files/9614/0022/4076/Enquete_climat_2013_-_rapport_final.pdf.

En France, le changement climatique arrive en troisième position parmi les problèmes les plus sérieux dans le monde (46%), derrière la pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable (81%) et la situation économique (60%). Sur une échelle de 1 à 10 exprimant l'appréciation de la gravité du problème, les Français donnent en moyenne 7,1, ce qui vaut à la France la 19^e place parmi les 28 pays membres de l'UE. Pour les Français, la responsabilité de la lutte contre les changements climatiques incombe plus ou moins également au gouvernement national (51%), au commerce et à l'industrie (42%) et à l'UE (49%). La responsabilité personnelle n'est mentionnée que par 29% des répondants.

Jetons un bref coup d'œil à des sondages d'opinions concernant uniquement les Français. Une étude IPSOS de 2010 montre que 84% des répondants croient au réchauffement climatique et parmi ceux-ci, 96% attribuent aux activités humaines une part de responsabilité importante dans le réchauffement climatique⁶⁰. 77% des répondants estiment en outre que la réalité du réchauffement climatique est aujourd'hui scientifiquement prouvée. D'un autre côté, 33% des répondants ont le sentiment qu'on exagère les conséquences des activités humaines sur le réchauffement, contre 49% qui ont le sentiment qu'on les minimise.

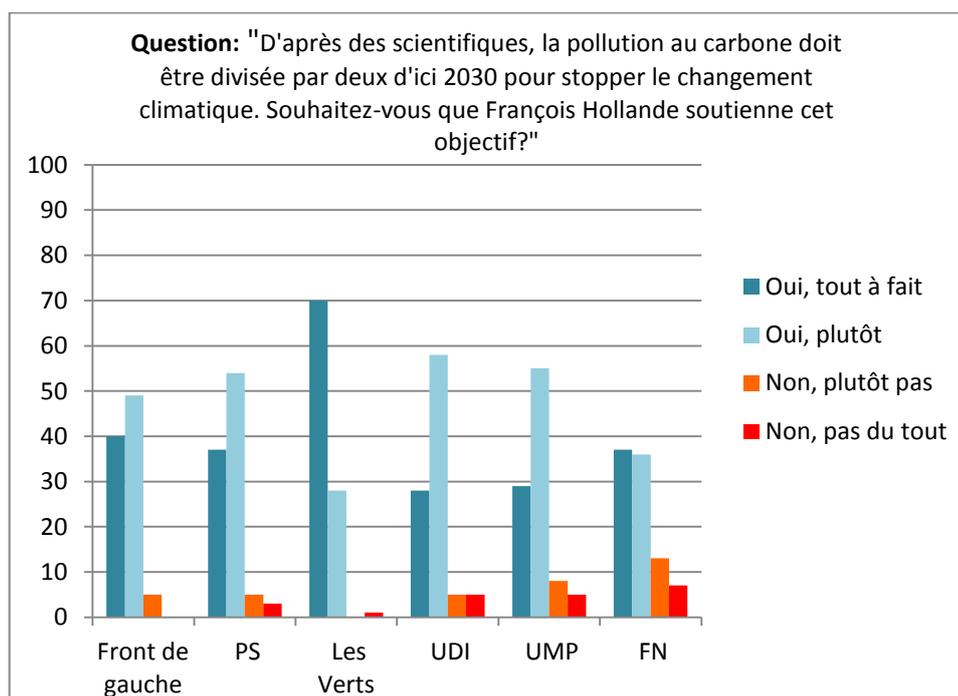
Un sondage plus récent réalisé par l'Ifop pour Avaaz.org précise l'orientation politique des répondants⁶¹. Cette étude, publiée en février 2014 a suivi de près des épisodes météorologiques extrêmes en France. Les résultats ne montrent pas une grande différence entre les répondants de droite et ceux de gauche. Par exemple, à la question « pensez-vous que les tempêtes plus fréquentes et plus dangereuses sont liées au changement climatique ? », les pourcentages totaux s'élèvent à 76% pour les oui et 20% pour les non (et 4% qui ne se prononcent pas). Les pourcentages de oui dans les partis de droite ne diffèrent pas tellement de ceux dans les partis de gauche, à l'exception du parti vert. Ainsi, le Front de Gauche enregistre 76% de oui, le Parti Socialiste 77%, l'UMP 72% et le Front National 81%.

Face au souhait de réduire la pollution de 50% d'ici 2030, les partisans du Front National se démarquent légèrement des partisans des autres partis, comme nous le voyons dans le graphique ci-dessous.

⁶⁰ IPSOS France (2010), *Les Français et le réchauffement climatique, un mois après le sommet de Copenhague – Etude IPSOS*, Récupéré le 12 juillet 2014 de http://sciences.blogs.liberation.fr/files/rapport_les_francais_et_le_rechauffement_climatique.pdf.

⁶¹ Ifop pour Avaaz.org (2014), *Les Français et le changement climatique : Résultats détaillés*, Récupéré le 12 juillet 2014 de http://www.reporterre.net/IMG/pdf/climat-sondage_avaaz-fev_2014.pdf.

Graphique 1.



A nouveau, à la question « diriez-vous qu'il est important ou pas important que François Hollande adopte des objectifs ambitieux dès maintenant pour entraîner les autres pays derrière lui ? » (dans l'optique de la conférence mondiale sur le climat de 2015 qui se tiendra en France), le Front National affiche le score le plus bas dans la catégorie « important » avec 72%, contre 81% pour l'UMP, 84% pour l'UDI, 87% pour le Parti Socialiste et 91% pour le Front de Gauche.

4.3.4. Aux Pays-Bas

Dans l'Eurobaromètre Spécial 409 publié en 2014, les Pays-Bas classent le changement climatique en 2^e position parmi les problèmes majeurs dans le monde, avec 57%, précédé par la pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable (82%) et suivi par les conflits armés (44%). En utilisant l'échelle de 1 à 10 pour juger du « sérieux » du changement climatique, les Pays-Bas se classent à la 25^e position sur les 28 Etats membres, avec une moyenne de 6,5. Au niveau de la responsabilité d'action pour lutter contre le changement climatique, les Néerlandais la répartissent assez équitablement entre le commerce et l'industrie (50%), les gouvernements nationaux et l'Union Européenne (48% respectivement). Les Pays-Bas sont parmi les Etats-Membres où les citoyens se sentent le plus personnellement responsables (41%), loin devant la moyenne européenne qui s'élève à 25%. En ce qui concerne les actions individuelles pour lutter contre le changement climatique, les Pays-Bas sont proches de la moyenne européenne avec 52%. Face à l'énoncé « lutter contre le changement climatique et utiliser l'énergie de manière

plus efficiente peut stimuler l'économie et l'emploi dans l'UE », 25% des Néerlandais sont tout à fait d'accord, 46% plutôt d'accord, 19% plutôt pas d'accord et 4% en total désaccord. Les Néerlandais jugent qu'il est important que leur gouvernement fixe des objectifs pour augmenter la part d'énergie renouvelable d'ici 2030, avec 63% qui jugent que c'est très important et 33% qui jugent que c'est plutôt important. Les Pays-Bas se placent ici en cinquième position sur les 28 Etats membres.

4.3.5. *En Allemagne*

L'Eurobaromètre Spécial 409 publié en 2014 indique que le changement climatique est classé en deuxième position parmi les problèmes les plus préoccupants dans le monde, avec 70%, derrière la pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable (81%). L'Allemagne est en 9^e position dans le classement de l'estimation du « sérieux » du changement climatique (échelle de 1 à 10), avec une moyenne de 7,6. Pour les Allemands, la responsabilité de la lutte contre les changements climatiques incombe principalement au commerce et à l'industrie (52%), aux gouvernements nationaux (45%) et à l'Union Européenne (41%). Ils sont 31% à pointer une responsabilité personnelle. En ce qui concerne les actions individuelles pour lutter contre les changements climatiques, l'Allemagne se place en 4^e position parmi les meilleurs élèves européens, avec 65%, soit 15% au-dessus de la moyenne européenne. Face à l'énoncé « lutter contre le changement climatique et utiliser l'énergie de manière plus efficiente peut stimuler l'économie et l'emploi dans l'UE, 27% des Allemands sont tout à fait d'accord, 51% plutôt d'accord, 14% plutôt pas d'accord et 2% en total désaccord. L'Allemagne affiche un score proche de celui de la Belgique quant à l'importance donnée à la fixation d'objectifs par le gouvernement national pour augmenter la part d'énergies renouvelables d'ici 2030, 47% des Allemands l'estimant très importante et 40% plutôt importante.

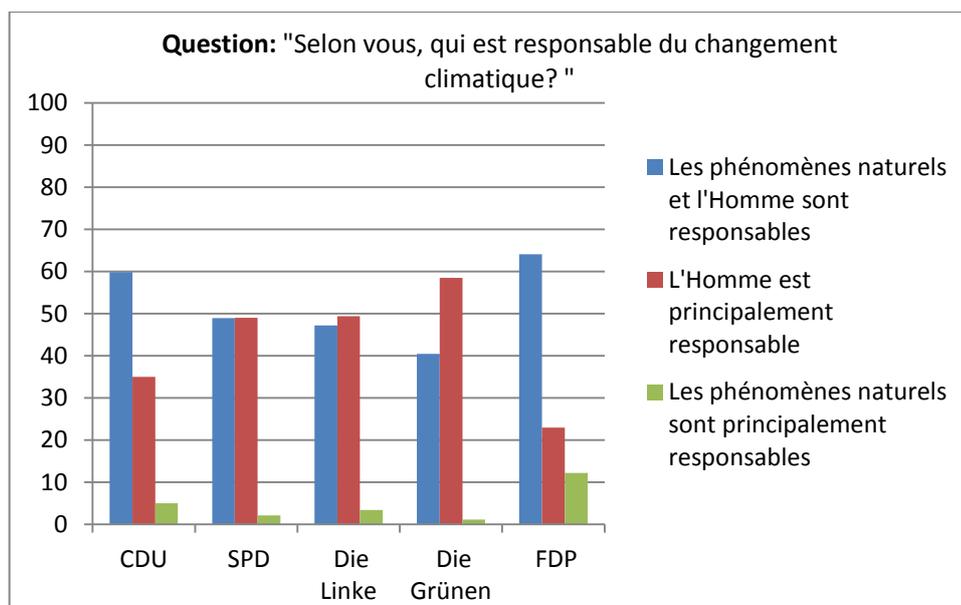
Un sondage allemand conduit en 2012 montre également que les Allemands sont persuadés de la réalité du changement climatique⁶². 81,1% des répondants pensent que le changement climatique est en train de se produire, 11,9% pensent qu'il se produira plus tard et 4,4% pensent qu'il ne se produira jamais. Ce sondage s'intéresse également au lien entre l'appartenance à un parti et l'opinion sur le changement climatique. Les proportions d'Allemands qui pensent que le changement climatique est en train de se produire sont élevées dans tous les partis, avec un maximum de 93% chez Bündnis 90/Die Grünen et un minimum de 66% au FDP. Die Linke

⁶² OSBERGHAUS Daniel, SCHWIRPLIES Claudia et ZIEGLER Andreas (2013), *Klimawandel in Deutschland: Risikowahrnehmung, Wissensstand und Anpassung in privaten Haushalten (Ergebnisse einer Begragung deutscher Haushalte 2012)*, Récupéré le 10 juillet de http://www.rwi-essen.de/media/content/pages/publikationen/sonstige/Eval-Map-Werkstattbericht_Klimawandel-in-Deutschland.pdf

(gauche) enregistre 81%, le SPD 86% et le CDU/CSU (centre-droit, conservateur) 75%. Les pourcentages sont beaucoup plus différenciés en ce qui concerne l'existence du changement climatique en Allemagne. De manière globale, 70,8% des Allemands pensent qu'il se produit déjà, 22,7% pensent qu'il va se produire et 5,4% jugent qu'il ne se produira pas en Allemagne. Les différences d'opinion entre les membres de différents partis sont ici plus marquées. Le pourcentage maximum de répondants qui pensent que le changement climatique est déjà en cours en Allemagne se trouve à nouveau chez Bündnis 90/Die Grünen, avec 84%, suivi de Die Linke avec 74,2% et le SPD avec 73%. Le CDU/CSU et le FDP arrivent tous deux en derniers avec 62,1% et 58,7% respectivement.

La question de l'origine du changement climatique apporte des informations encore plus intéressantes lorsqu'on étudie l'appartenance à un parti. Les résultats sont détaillés dans le graphique ci-dessous.

Graphique 2.



Un sondage publié dans le magazine Der Spiegel montre une diminution de l'appréhension ressentie par les Allemands vis-à-vis du changement climatique⁶³. En 2010, ils sont 42% à déclarer craindre ce changement, contre 62% en 2006. A la question « pensez-vous que les scientifiques, les politiciens et les médias exagèrent les effets négatifs du changement climatique ? », 15% estiment qu'ils sont de fait exagérés, 31% qu'ils sont réalistes et 53% que rien n'est encore sûr à l'heure actuelle. En outre, 66% des Allemands estiment que les

⁶³ Spiegel Online (2010), *Spiegel-Umfrage : Deutsche verlieren Angst vor Klimawandel*, Récupéré le 13/07/2014 de <http://www.spiegel.de/wissenschaft/natur/spiegel-umfrage-deutsche-verlieren-angst-vor-klimawandel-a-685946.html>

prévisions sur le réchauffement climatique sont fiables, contre 31% qui les considèrent non fiables.

4.3.6. *En Autriche*

Les résultats de l'Eurobaromètre Spécial 409 de 2013 montrent que l'Autriche est assez proche de l'Allemagne dans son classement des problèmes les plus préoccupants. Le changement climatique arrive en 2^e position (70%), précédé par la pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable (82%). Par rapport à 2011, l'Autriche est le pays où la préoccupation sur le changement climatique a le plus progressé, avec 15 points. A la question du sérieux du changement climatique (sur une échelle de 1 à 10), l'Autriche se place en 5^e position avec une moyenne de 7,9. Pour 53% des Autrichiens, la responsabilité de la lutte contre le changement climatique incombe avant tout au commerce et à l'industrie, 43% pensent que cette responsabilité incombe à l'Union Européenne, 41% aux gouvernements nationaux et 25% aux individus. L'Autriche se situe également parmi les pays avec la plus grande proportion qui mentionne les groupes environnementaux (30%). En ce qui concerne les actions entreprises personnellement pour lutter contre les changements climatiques, l'Autriche est parmi les meilleurs élèves en cinquième position, avec 62%, juste derrière l'Allemagne. 81% des Autrichiens sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle lutter contre le changement climatique et utiliser l'énergie de manière plus efficace peut stimuler l'économie et l'emploi dans l'UE (33% tout à fait d'accord et 48% plutôt d'accord).

4.3.7. *En Italie*

L'Eurobaromètre Spécial 409 de 2013 montre qu'en Italie, le changement climatique arrive en troisième position parmi les problèmes mondiaux les plus préoccupants, avec 49%. Il est devancé par la situation économique (78%) et la pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable (64%). L'Italie est le pays membre qui prend le changement climatique le plus au sérieux, avec une moyenne de 8,2 sur une échelle de 1 à 10. Pour ce qui est de la lutte contre ce phénomène, les Italiens pensent que la responsabilité incombe plus ou moins équitablement aux gouvernements nationaux (39%), au commerce et à l'industrie (33%) ainsi qu'à l'UE (31%). La responsabilité personnelle n'atteint que 10%. Une majorité d'Italiens (49%) déclare ne pas avoir entrepris d'action pour lutter contre le changement climatique, contre 43% qui affirment avoir pris au moins une mesure. 79% des Italiens sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle lutter contre le changement climatique et utiliser l'énergie de manière plus efficace peut stimuler l'économie et l'emploi dans l'UE.

4.3.8. Au Royaume-Uni

Les résultats de l'Eurobaromètre Spécial 409 de 2013 sont éloquentes pour le Royaume-Uni. Ils montrent une nette différence avec les autres pays membres de l'UE. Le changement climatique arrive en troisième position des problèmes les plus sérieux dans le monde, avec 44%, devancé par la pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable (70%) et le terrorisme international (45%). Le Royaume-Uni se classe 26^e sur les 28 Etats Membres sur la question du sérieux du problème climatique, avec une moyenne de 6,1. Pour les Anglais, la responsabilité d'action pour la lutte contre les changements climatiques incombe principalement aux gouvernements nationaux, avec 55%, suivi de l'UE (36%) et de leur responsabilité personnelle (31%). La majorité des Anglais (53%) affirme n'avoir rien entrepris pour lutter contre le changement climatique, contre 46% qui ont pris au moins une mesure. 77% des Anglais pensent que lutter contre le changement climatique et utiliser l'énergie de manière plus efficace peut stimuler l'économie et l'emploi dans l'UE (26% tout à fait d'accord, 51% plutôt d'accord), contre 16% qui ne sont pas d'accord.

4.4. Conclusion

Comme on s'y attendait, le consensus autour de la question climatique est important en Europe. Mais on peut toutefois observer des différences, bien que minimes, entre Etats membres. Ainsi les pays dont la population se dit la plus préoccupée par le changement climatique sont les pays scandinaves (Suède, Finlande, Danemark), l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la Belgique, Malte et la Slovaquie. Les pays où la préoccupation s'avère moindre sont le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, Chypre ainsi que les pays de l'ancien bloc de l'est (Pologne, République Tchèque, Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Bulgarie). On remarque également dans certains pays une différence entre les répondants qui se situent à gauche de l'échiquier politique et ceux qui se situent à droite, bien que celle-ci soit minime et fort nuancée dans les sondages nationaux. Les eurobaromètres, quant à eux, montrent une différence un peu plus nette entre la gauche et la droite. On remarque que l'opinion publique européenne ne semble pas aussi touchée par le climato-scepticisme que l'opinion américaine. Selon l'Eurobaromètre Spécial de 2011, 58% des Européens rejettent la théorie selon laquelle les émissions de CO₂ n'auraient qu'un impact marginal sur le changement climatique. Et même un best-seller climato-sceptique comme celui de Claude Allègre n'a pas réellement inversé la tendance au sein de l'opinion française.

V. Analyse des programmes des partis européens

5.1. Introduction

Nous réaliserons cette analyse en deux temps. Dans un premier temps, nous analyserons en détail les programmes des partis de sept pays de l'Union européenne, la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et le Royaume-Uni. Cette première analyse permettra déjà de confirmer ou d'infirmer notre hypothèse selon laquelle en Europe le climato-scepticisme se trouve principalement dans les partis de droite, voire d'extrême-droite. Nous concluons cette première partie en exposant les différences existantes entre pays et entre partis.

Dans un second temps, nous analyserons les programmes des partis membres de trois groupes de droite au PE, le groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR), le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD) ainsi que l'Alliance européenne pour la liberté (AEL). Les deux premiers groupes sont plutôt conservateurs. Etant donné que le groupe des Conservateurs et Réformistes européens rassemble 17 partis, nous nous intéresserons uniquement aux partis qui comptent plus d'un député au PE. Parmi ces partis, on compte la N-VA, le Conservative Party britannique, le parti tchèque ODS, le Parti populaire danois, l'Alternative für Deutschland (AfD), et le parti polonais Law and Justice. Dans l'EFDD, groupe résolument eurosceptique, on trouve le UK Independence Party, le Movimento 5 Stelle, le parti lituanien Ordre et Justice, les Démocrates Suédois, le parti letton Union des Verts et des Paysans et le Parti des citoyens libres de la République Tchèque. Ce groupe compte 48 députés au PE. Le dernier groupe, bien que non-inscrit au PE, rassemble principalement des partis qui se situent plus à droite que les partis conservateurs. On y trouve le Front National, le Vlaams Belang, le Partij voor de Vrijheid, la Lega Nord et le Freiheitliche Partei Österreichs. Nous étudierons également le programme de deux autres partis qui ne sont inscrits dans aucun groupe : Jobbik en Hongrie et Aube Dorée en Grèce. Nous concluons cette seconde partie en analysant les différences au sein et entre chaque groupe.

5.2. Méthodologie

Nous détaillerons ici la méthodologie de l'analyse des programmes des partis. La recherche de ces programmes s'est effectuée via leurs sites web officiels.

En nous appuyant sur la polarisation politique aux Etats-Unis, nous émettons l'hypothèse selon laquelle, en Europe également, le climato-scepticisme en Europe serait davantage le fait des partis conservateurs ou de droite. Cette hypothèse reçoit une première confirmation avec les résultats des Eurobaromètres et devra être étayée par l'analyse des programmes des partis.

Cette analyse destinée à déterminer leur tendance climato-sceptique s'effectuera sur plusieurs plans. Nous nous intéresserons d'abord à la mention du changement climatique dans les programmes. Nous tenterons ensuite d'évaluer si le parti reconnaît la réalité du changement climatique ou s'il la met en doute. Nous passerons ensuite en revue les actions de lutte contre ce phénomène, s'il en existe, et le cas échéant la position du parti vis-à-vis d'actions de ce genre. Puis nous étudierons la politique énergétique du parti, afin d'établir sa position vis-à-vis du développement des énergies renouvelables. Nous nous pencherons également sur l'expression d'un soutien éventuel à un accord international, et nous verrons si celui-ci doit être contraignant ou soumis à certaines conditions, comme la participation des grands pays émetteurs ou des économies émergentes. Nous nous intéresserons ensuite à la politique économique et fiscale en matière environnementale et climatique, telle que, par exemple, les subventions aux énergies renouvelables. Pour les partis dont la position n'est pas clairement définie vis-à-vis du changement climatique ou ceux qui se classent dans la catégorie de la minimisation de la question climatique sans pouvoir définir s'ils reconnaissent ou non la réalité de ce changement, nous jetterons un coup d'œil aux déclarations de personnalités ou documents autres que le programme afin de préciser leur position. Toutefois, nos discussions et conclusions traiteront principalement des programmes, sans inclure les déclarations ou documents de certains partis, afin de garder la même base de comparaison.

Les partis de l'AEL sont parfois appelés « partis d'extrême-droite ». Nous n'avons pas utilisé ce terme car selon Daniel-Louis Seiler, politologue français d'origine belge, il devrait être réservé aux partis qui veulent changer les institutions politiques pour préserver ou restaurer l'économie et la culture⁶⁴. Cet auteur place le Front National, le Freiheitliche Partei Österreichs et le Partij voor de Vrijheid dans la catégorie de l'extrême-centre. Nous avons donc opté pour un terme plus neutre, « partis situés à droite des partis conservateurs ».

L'Union européenne a adopté une stratégie pour 2020 en matière de changement climatique. Adopté en 2008, ce paquet énergie-climat ou encore « objectifs 20-20-20 » correspond à 20% (voire 30%) de réduction des émissions de gaz à effet de serre, 20% d'énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique et une augmentation de l'efficacité énergétique d'ici 2020. Cet objectif au niveau de l'UE a été transposé en objectifs nationaux pour chaque Etat membre⁶⁵. Etant donné leur aspect contraignant visant à lutter contre le changement climatique, nous étudierons également la position des partis vis-à-vis de la politique européenne en la matière.

⁶⁴ SEILER Daniel-Louis (2011), *Clivages et familles politiques en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, p. 260.

⁶⁵ Commission européenne (s.d.), *Objectifs Europe 2020*, Récupéré le 30 juillet 2014 de http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/targets_fr.pdf.

Je précise ici que pour les besoins de l'analyse, certaines citations ont été reprises telles quelles et dès lors placées entre guillemets. Elles sont le plus souvent traduites de l'original mais toujours référencées en notes de bas de page.

5.3. Analyse des programmes des partis de plusieurs pays de l'Union européenne

Dans cette première partie, je vais procéder à l'analyse des programmes des grands partis ainsi que des partis de droite de plusieurs pays de l'UE. Les tableaux repris dans ce chapitre présentent pour chaque pays les différents partis représentés au Parlement européen avec leur orientation sur l'échiquier politique, leur affiliation et le nombre de députés envoyés.

5.3.1. Belgique

Le site web officiel du Parlement européen indique qu'à la suite des élections du 25 mai 2014, la Belgique compte 21 élus au Parlement européen (8 pour la Communauté française, 1 pour la Communauté germanophone et 12 pour la Communauté flamande)⁶⁶.

Partis	Acronyme	Orienteation gauche - droite	Affiliation européenne	Nbre de députés au PE
--------	----------	---------------------------------	---------------------------	--------------------------

Francophones				
Mouvement Réformateur	MR	Centre-droit	ADLE	3
Parti Socialiste	PS	Gauche	S&D	3
Centre démocrate humanistes	CDH	Centre	PPE	1
Ecologistes confédérés pour l'Organisation de Luttes originales	ECOLO	Centre-gauche	Verts/ALE	1

⁶⁶ Parlement Européen/Bureau d'information en Belgique (2014), *Les membres belges du Parlement Européen 2014-2019*, Récupéré le 30 juillet 2014 de http://www.europarl.be/fr/les_membres_belges_du_pe.html

Flamands				
Nieuw-Vlaamse Alliantie	N-VA	Droite	ECR	4
Open Vlaamse Liberalen en Democraten	Open VLD	Centre-droit	ADLE	3
Christen-Democratisch & Vlaams	CD&V	Centre	PPE	2
Groen!		Centre-gauche	Verts/ALE	1
Socialistische Partij Anders	sp.a	Centre-gauche	S&D	1
Vlaams Belang		Extrême-droite	AEL (N-I)	1

67

Germanophone				
Christlich Soziale Partei	CSP	Centre-gauche	PPE	1

Mouvement Réformateur (MR)

Le MR est un parti libéral de centre-droit, qui compte 20 députés au Parlement fédéral (sur 150) et 3 au PE⁶⁸. Il fait partie du groupe Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe (ADLE). Dans son programme européen, le MR mentionne le paquet-climat énergie. Les libéraux sont en faveur d'une politique climatique réaliste reposant sur un consensus entre Etats membres mettant l'Europe en position de force pour négocier un accord fixant des objectifs contraignants lors de la conférence sur le climat (COP21) en décembre 2015 à Paris⁶⁹. Le changement climatique n'est mentionné en tant que tel qu'à la fin, entre le commerce et la migration, pour donner des exemples de problèmes qui doivent être traités au niveau de l'UE car ne pouvant être réglés au niveau national. Le MR soutient un « développement des énergies vertes au sein d'un mix énergétique équilibré » et veut encourager la production d'énergie à faibles émissions de carbone qui pourraient rapidement être intégrées sur le marché de l'électricité.

En résumé, le MR reconnaît le changement climatique et la nécessité d'objectifs contraignants pour lutter contre ce changement.

⁶⁷ DANDOY Régis, MATAGNE Geoffroy et VAN WYNSBERGHE Caroline (eds.) (2013), *Le fédéralisme belge : Enjeux institutionnels, acteurs socio-politiques et opinions publiques*, Louvain-La-Neuve, Academia-L'Harmattan, Collection « Science politique » n° 15, p. 134

⁶⁸ La Chambre (2014), *Elections 2014 : Députés actuels – 150 membres*, Récupéré le 30 juillet 2014 de http://www.dekamer.be/kvvcr/showpage.cfm?section=/depute&language=fr&rightmenu=right_depute&cfm=cvlist54.cfm?sorttype=group&legis=54

⁶⁹ Programme électoral du Mouvement Réformateur (2014), *L'Europe des défis – Programme MR pour les élections européennes du 25 mai 2014*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.mr.be/elections-2014/>.

Parti Socialiste (PS)

Le PS a obtenu 23 députés au Parlement fédéral et 3 au PE où il fait partie du groupe Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D)⁷⁰. Dans son programme complet pour les élections de 2014, le PS reconnaît le changement climatique et son importance, pour les générations actuelles et futures⁷¹. Il propose de mettre en place une série d'objectifs, allant de la contribution à la « conclusion d'un accord climatique mondial contraignant » à la préparation de mesures d'adaptation aux changements climatiques, en passant par la définition d'une stratégie climatique « ambitieuse et réaliste » visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Europe de 80 à 95% en 2050 par rapport à 1990. Au niveau européen, le PS veut réformer le système d'échange de quotas de gaz à effet de serre qui compromet l'efficacité de la lutte contre le réchauffement climatique ». Le PS soutient le développement des énergies renouvelables en vue de réduire la pollution et l'émission de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique, réaliser les objectifs définis dans les accords internationaux et, bien entendu, renforcer l'indépendance énergétique de la Belgique et de l'Europe. Dans le chapitre sur la fiscalité, le PS entend « encourager les comportements respectueux de l'environnement en tenant compte des bas revenus ».

En conclusion, le PS admet la réalité du changement climatique et ses origines anthropiques et prévoit des mesures pour lutter contre ce phénomène.

Ecolo

Ecolo est le parti vert francophone, qui, allié avec le parti vert flamand Groen, a remporté 12 sièges au Parlement fédéral. Il est dans le Groupe des Verts/Alliance libre européenne et compte un député au PE⁷². Le changement climatique est, sans surprise, bien présent dans le programme d'Ecolo⁷³. Celui-ci est reconnu, et ils proposent toute une série de mesures visant à le combattre.

Centre démocrate Humaniste (cdH)

Le cdH compte 9 députés au Parlement fédéral et un député au PE. Dans le deuxième axe du programme du cdH pour les élections européennes, « mettre l'économie au service de l'humain », on peut lire qu'il considère que la lutte contre le changement climatique ouvre la

⁷⁰ Parlement Européen – DG Communication, Public Opinion Monitoring Unit (2014), *European Elections 2014 : List of Elected MEPs*, p. 2, Récupéré le 16 juillet 2014 de http://www.europarl.europa.eu/pdf/elections_results/ElectedMEPs.pdf.

⁷¹ Programme électoral du Parti Socialiste (2014), *Plus forts, ensemble, Pour un avenir plus juste – PS Programme 2014 : Elections européennes, fédérales et régionales*. Récupéré le 16 juillet 2014 de [http://www.ps.be/Election-2014/Nos-Propositions/Les-Projets-PS-2014-\(1\)/Programme-Wallonie.aspx](http://www.ps.be/Election-2014/Nos-Propositions/Les-Projets-PS-2014-(1)/Programme-Wallonie.aspx).

⁷² Parlement Européen – DG Communication, Public Opinion Monitoring Unit (2014), Op. cit.

⁷³ Programme électoral d'Ecolo (2014), *Votez avec votre temps – Programme 2014*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.ecolo.be/?-nos-priorites-et-notre-programme->.

porte à de nouvelles possibilités tant en termes de production que de consommation.⁷⁴ Le cdH voit les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables comme des sources d'emplois et de prospérité. Il décrit une série de propositions, visant au développement et à la mise en œuvre d'une politique climatique performante (développer une « Stratégie de développement bas carbone » belge, plaider pour une réduction de 30% de CO₂ à l'horizon 2020 à l'échelle européenne), « s'adapter aux effets du réchauffement climatique », « développer l'économie circulaire », « investir massivement dans l'utilisation rationnelle de l'énergie et développer des emplois verts et le secteur de l'éco-construction », etc. Le cdH soutient en outre le développement des énergies renouvelables, et l'implantation de parcs éoliens le long des autoroutes et en mer et veut que des objectifs ambitieux soient fixés en matière climatique.

On peut en conclure que le cdH n'est clairement pas climato-sceptique. Il reconnaît le changement climatique, sans se prononcer sur son origine, bien qu'on puisse aisément déduire que, pour lui, elle soit anthropique, vu l'importance qu'il accorde à la réduction des émissions.

Parti Populaire (PP)

Le Parti Populaire est un parti libéral et conservateur, qui compte un député au Parlement fédéral mais aucun au PE. Nous le mentionnerons tout de même, car bien que n'ayant pas de député au PE, ce parti s'illustre dans le climato-scepticisme. Dans le chapitre « Environnement et bien-être animal » de son programme pour les élections de 2014, le PP reconnaît la nécessité de préserver la planète et ses ressources naturelles, mais sans pour autant céder au « catastrophisme entretenu par certains groupes de pression ».⁷⁵ Pour lui, le débat sur le réchauffement climatique est un caprice de la mode, comme l'était le trou dans la couche d'ozone il y a peu, et est, de la même façon, contredit par diverses études récentes. Le PP ne reconnaît donc pas la réalité du changement climatique. Il est pour le nucléaire et la construction de centrales au Thorium mais opposé aux éoliennes coûteuses, peu performantes et nocives aussi bien pour l'humain que pour la faune, sans parler des paysages. Le PP prévoit aussi une « suppression graduelle des subventions au renouvelable ». Selon lui, les mesures environnementales coûtent cher à l'économie sans pour autant bénéficier à la planète. De plus, ils qualifient les certificats verts de « pratique économiquement suicidaire ».

⁷⁴ Programme électoral du cdH (2014), *Programme cdH pour les élections européennes, législatives et régionales 2014*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.les-100-propositions-du-cdh.be/fr/telechargements>.

⁷⁵ Programme électoral du Parti Populaire (2014), *100 propositions pour redresser la Wallonie et Bruxelles – Programme du Parti Populaire pour les élections du 25 mai 2014*, Récupéré le 16 juillet 2014 de http://www.partipopulaire.be/documents/100_propositions_pour_redresser_la_wallonie_et_bruxelles.pdf.

On peut ici aisément conclure que le Parti Populaire est un parti climato-sceptique, qui nie l'existence du changement climatique et rejette toute action visant à lutter contre le réchauffement de la planète.

Open Vlaamse Liberalen en Democraten (Open VLD)

L'Open VLD est un parti libéral qui compte 14 députés au Parlement fédéral et 3 au PE où il fait partie du groupe ADLE. Le parti reconnaît explicitement le changement climatique dans son programme pour les élections de 2014, et le qualifie de « réalité mondiale » et de « défi »⁷⁶. Il met aussi l'accent sur les énergies renouvelables et soutient des objectifs européens ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'en matière d'augmentation de la part des énergies renouvelables.

Christen-Democratisch & Vlaams (CD&V)

Suite aux dernières élections européennes et fédérales, le CD&V compte 18 députés au Parlement fédéral et 2 au PE où il fait partie du groupe du Parti Populaire Européen (PPE). Le parti reconnaît clairement la réalité du changement climatique, ainsi que la nécessité de le combattre, et fixe des objectifs climatiques dans son programme pour les élections de 2014⁷⁷. Il affirme que les objectifs de réduction des émissions de CO₂ doivent être suffisamment ambitieux pour répondre au défi climatique. Il soutient les énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique. Dans le chapitre spécialement dédié au climat, le CD&V supporte les objectifs de l'UE en matière de réduction des émissions de CO₂.

Socialistische Partij Anders (sp.a)

Le sp.a a remporté 13 sièges au Parlement fédéral et un au PE où il fait partie du groupe S&D. Le parti reconnaît le changement climatique et ne semble pas mettre son origine anthropique en question⁷⁸. Il veut se concentrer sur de nouveaux secteurs afin de pouvoir, entre autres, faire face à ce changement et stimuler les investissements dans les industries et secteurs durables via des mesures fiscales. Le sp.a soutient le développement des énergies renouvelables « parce que le changement climatique nous y oblige ». Il veut renforcer les objectifs de l'UE en passant de 20% à 30% d'énergies renouvelables en 2020, pour arriver à 100% en 2050.

⁷⁶ Programme électoral de l'Open VLD (2014), *Open VLD Programmacongres – Vlaanderen vleugels geven*, Récupéré le 16 juillet 2014 de

http://www.openvld.be/library/1/files/4505_definitief_programma___vlaanderen_vleugels_geven.pdf.

⁷⁷ Programme électoral du Christen-Democratisch & Vlaams (2014), *Het 3D Plan van CD&V Economische groei met sociale vooruitgang*, Récupéré le 16 juillet 2014 de

<http://www.cdenv.be/inhoud/verkiezingsprogrammas>.

⁷⁸ Programme électoral du Socialistische Partij Anders (2014), *Sociale welvaart – Verkiezingen 2014 : Programma sp.a*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.s-p-a.be/media/uploads/files/programma14.pdf>.

Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA)

La N-VA est le parti majoritaire au Parlement fédéral, avec 33 députés. Il en compte 4 au PE où il fait partie du groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR). Dans son programme élaboré pour les élections de 2014, la N-VA reconnaît le changement climatique⁷⁹. La N-VA est en faveur d'une sortie progressive du nucléaire et de la recherche d'alternatives durables aux combustibles fossiles. Elle met l'accent sur l'efficacité énergétique et l'adaptation au changement climatique. Elle soutient le renforcement des objectifs européens en matière de réduction des émissions de CO₂ de 20% à 30% dans le cadre d'un accord international dans lequel tous les pays devraient assumer leur part de responsabilité. Elle est pour une réforme fiscale verte, sur le modèle allemand ou danois, en déplaçant la charge fiscale du travail vers la pollution et l'impact environnemental.

Christlich Soziale Partei (CSP)

Le CSP, parti germanophone des cantons de l'est, soutient la lutte contre le changement climatique⁸⁰. Il veut une Europe indépendante énergétiquement, via une meilleure efficacité énergétique et soutiennent les objectifs 20/20/20 de l'UE.

Vlaams Belang (VB)

Ce parti compte 3 députés au Parlement fédéral et 1 au PE. Dans le programme du Vlaams Belang pour les élections de mai 2014, le chapitre 10 est consacré à l'environnement, sous le titre « environnement : retour à la raison » (leefmilieu : terugkeer naar het gezond verstand)⁸¹. Le changement climatique y est mentionné, mais pas de manière constructive. Le parti déplore le fait que l'énergie et l'environnement soient depuis les années 1990 liés au changement climatique, car, selon lui, la question de l'énergie ne doit pas être subordonnée à d'hypothétiques menaces induites par un changement climatique. Il se déclare critique des scénarios catastrophes et agacé par les « jeux de stratégie internationaux autour des accords sur le climat et l'achat d'un air sain⁸² ». Ce petit paragraphe concernant le changement climatique ne permet pas de déterminer s'il en reconnaît ou non la réalité. Au niveau de la politique

⁷⁹ Programme électoral de la Nieuw-Vlaamse Alliantie (2014), *Verandering Voor Vooruitgang – Verkiezingsprogramma Vlaamse, federale en Europese verkiezingen 25 mei 2014*, Récupéré le 16 juillet 2014 de http://www.n-va.be/sites/default/files/generated/files/brochure-attachment/verkiezingsprogramma_n-va_2014.pdf.

⁸⁰ Programme électoral du Christlich Soziale Partei (2014), *Leitlinien der CSP für die EU-Wahl 2014 – „Europa gestalte. Ostbelgien vertreten“*, Récupéré le 16 juillet 2014 de http://www.csp-dg.be/images/stories/Programm/leitlinien_europa.pdf.

⁸¹ Programme électoral du Vlaams Belang (2014), *Verkiezingsprogramma – Uw stok achter de deur*, Récupéré le 14 juillet 2014 de <http://www.vlaamsbelang.org/files/20140318ProgrammaVerkiezingen2014.pdf>.

⁸² Traduction libre : « We zijn bovendien kritisch over doemscenario's, ergeren ons aan internationale strategische spelletjes met klimaatakkoorden en het „kopen“ van schone lucht. »

énergétique, le Vlaams Belang ne rejette pas les énergies renouvelables, sans toutefois les promouvoir. Selon lui, les énergies renouvelables ne peuvent à elles seules répondre à la demande d'électricité en constante augmentation. Certes, les énergies vertes ont leur place dans un mix énergétique sain et équilibré mais doivent être pensées de manière critique et sur le long terme. L'éolien n'a selon lui pas d'avenir s'il continue à se développer sur des subventions uniquement. Le Vlaams Belang soutient l'énergie nucléaire.

Sans se prononcer sur la réalité ou les causes du changement climatique, on peut conclure que le Vlaams Belang s'inscrit dans la troisième catégorie des climato-sceptiques vu qu'il rejette toute politique visant à le combattre.

Penchons-nous toutefois sur d'autres sources que le programme. Le département de recherche du Vlaams Belang dans le Brabant flamand a publié un document sur la position du parti sur la question climatique⁸³. Il affirme qu'il n'y a pas de consensus au sein de la communauté scientifique sur les causes exactes et les conséquences du réchauffement climatique. On lit plus loin que l'origine anthropique du réchauffement de la planète est sujette à controverse. Il est certes soucieux de préserver le patrimoine environnemental mais met en garde contre la manipulation des données statistiques, en particulier par le GIEC. Le VB se prononce toutefois en faveur du principe de précaution dans sa politique climatique et a choisi d'opter à court terme pour l'épargne et l'efficacité, mais soutient, sur le long terme, l'établissement d'un protocole international prescrivant l'adoption de nouvelles technologies pauvres en CO₂. Ce document montre qu'en réalité le Vlaams Belang se situe davantage dans la seconde catégorie des climato-sceptiques, étant donné qu'il met en doute l'origine anthropique du changement climatique, bien qu'il reconnaisse implicitement la réalité de ce changement.

Conclusion

La majorité des programmes des partis politiques belges reconnaissent le changement climatique et l'importance de lutter contre ce phénomène, ce qui confirme les tendances observées dans les Eurobaromètres. On trouve toutefois deux exceptions, le Parti Populaire et le Vlaams Belang. Le premier peut être classé dans la première catégorie des climato-sceptiques, qui nie à la fois l'existence du changement climatique et son origine anthropique, et rejette toute politique visant à le combattre. Le second peut être classé dans la seconde catégorie si l'on va plus loin s'intéresse à d'autres que leur programme électoral.

⁸³ Studiedienst Vlaams Belang (s.d.), *Klimaatstandpunt Vlaams Belang. Doemdenken of rationele aanpak?*, Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.vlaamsbelangvlaamsbrabant.org/Editor/assets/0/070330%20klimaatstandpunt%20vlaams%20belang.pdf>.

Le Vlaams Belang et le PP restent des partis marginaux, ce qui conforte les résultats des Eurobaromètres et autres sondages, selon lesquels seule une très petite minorité rejette la réalité du changement climatique.

5.3.2. *France*

La France compte 74 députés européens, issus de neuf partis⁸⁴. Nous nous intéresserons ici aux partis qui comptent au moins 3 députés européens.

Partis	Acronyme	Orientation gauche-droite	Affiliation européenne	Nbre de députés au PE
Front National	FN	Extrême-droite	AEL (N-I)	21
Union pour un Mouvement Populaire	UMP	Droite, centre-droit	PPE	20
Parti Socialiste	PS	Gauche, centre-gauche	S&D	12
Union des Démocrates et Indépendants	UDI	Centre-droit	ADLE	7
Europe Ecologie Les Verts	EELV	Gauche	Verts/ALE	6
Front de Gauche		Gauche	GUE/NGL	3

Union pour un Mouvement Populaire (UMP)

L'UMP compte 199 députés à l'Assemblée Nationale (sur 577) et 20 au PE⁸⁵. Il fait partie du groupe PPE⁸⁶. Dans son projet européen pour les élections de 2014, l'UMP reconnaît le changement climatique, au milieu d'une série de défis pour l'agriculture européenne⁸⁷. Il soutient que chaque Etat membre doit pouvoir choisir son mix énergétique, afin de répondre aux engagements contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Parti Socialiste (PS)

Le PS a la majorité absolue à l'Assemblée Nationale avec 290 sièges et compte 12 députés au PE où il fait partie du groupe S&D. Le parti ne remet pas en question la réalité du changement

⁸⁴ Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : France, Récupéré le 15 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=FR>.

⁸⁵ Assemblée Nationale (2013), *Rattachement des députés à un parti ou un groupement politique dans le cadre de la législation sur le financement de la vie politique (déclarations parvenues en novembre 2013)*, Récupéré le 14 juillet 2014 de http://www.assemblee-nationale.fr/qui/Rattachement_partis_2014.pdf.

⁸⁶ Parlement Européen – DG Communication, Public Opinion Monitoring Unit (2014), *Op. cit.*, p. 17.

⁸⁷ Programme électoral de l'Union pour un Mouvement Populaire (2014), *Le projet de l'UMP „Pour la France, agir en Europe“*, Récupéré le 16 juillet 2014 de http://www.u-m-p.org/sites/default/files/fichiers_joints/articles/2014-04-24_-_ump_-_europe_2014_-_projet_-_v2.pdf.

climatique dans son programme complet élaboré pour les élections de 2012⁸⁸. Dans la table des matières, dans le premier point du premier chapitre, on trouve « Porter la France et l'Europe en tête de l'économie verte et de la lutte contre le changement climatique ». Il soutient le développement des énergies renouvelables et la sortie progressive de la dépendance au pétrole et au nucléaire et veut rendre la TVA « éco-modulable, c'est-à-dire réduite sur les produits non polluants et plus élevée sur les autres ».

Front de Gauche

Le Front de Gauche compte 3 députés au PE où il fait partie du Groupe confédéral de Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL)⁸⁹. Au sein du groupe Forces de Gauche, le parti a remporté 15 sièges à l'Assemblée Nationale. Dans l'introduction de son programme pour les élections de 2012, le Front de Gauche reconnaît déjà la menace que représente le changement climatique⁹⁰. Dans son chapitre sur la planification écologique, il reconnaît l'origine anthropique de ce phénomène. Il vise à mettre en œuvre un plan de transition écologique, afin de répondre, entre autres, aux défis du changement climatique. Il recommande une meilleure efficacité énergétique ainsi qu'une diversification des sources d'énergies, afin de promouvoir notamment les énergies renouvelables.

Union des Démocrates et Indépendants (UDI)

Ce parti a été créé en 2012 et compte 30 députés à l'Assemblée Nationale ainsi que 7 députés au PE où il fait partie du groupe ADLE. Le changement climatique n'est pas mentionné dans le programme UDI-Modem pour les élections européennes de 2014, mais on peut toutefois noter un soutien à la réduction des gaz à effet de serre, notamment avec l'ambition de « fixer l'objectif européen de réduction des émissions de CO₂ à 50% d'ici 2030 »⁹¹.

Front National (FN)

Le Front National a remporté 21 sièges au Parlement européen mais n'en compte que 2 à l'Assemblée Nationale. Nous analyserons ici la position du Front National vis-à-vis de la question climatique. Nous nous baserons sur deux supports, le projet complet du Front National ainsi que le projet présidentiel de Marine Le Pen pour les élections de 2012.

⁸⁸ Programme électoral du Parti Socialiste (2012), *Projet socialiste 2012 : le changement*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.parti-socialiste.fr/projet>.

⁸⁹ Parlement Européen – DG Communication, Public Opinion Monitoring Unit (2014), Op. cit., p. 18.

⁹⁰ Programme électoral du Front de Gauche (2012), *Le programme du Front de Gauche et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon, l'humain d'abord*, Récupéré le 24 mars 2014 de <http://www.jean-luc-melenchon.fr/arguments/telechargez-le-programme-lhumain-dabord/>.

⁹¹ Programme électoral UDI-Modem (2014), *Les européens. Notre programme – L'Europe, notre force*. Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.leseuropeens.eu/ressources/udimodem_leseuropeens_programme.pdf.

Le programme du Front National, bien que favorable à la protection de l'environnement, ne fait aucune mention directe du changement climatique⁹². Il le reconnaît toutefois implicitement. Dans la partie « Avenir de la nation », on trouve un chapitre sur l'écologie, la sécurité alimentaire et industrielle et la protection animale. Il y est fait mention de « prise de conscience écologique » et de « maîtrise de l'empreinte écologique » comme objectifs fondamentaux. Le FN accepte les mesures écologiques pour autant qu'elles soient favorables à l'économie nationale et qu'elles n'entraînent aucune création d'impôt. Il prétend que le nouveau modèle économique français qu'il prône, basé sur une valorisation du « achetons français », engendrera, en limitant drastiquement les transports internationaux, une très nette réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au niveau de la politique énergétique, le FN établit comme objectif de couvrir à terme 10 à 15% des besoins énergétiques par des énergies renouvelables et veut « maintenir l'indépendance énergétique de la France et ses bonnes performances en matière d'émission de CO₂ ». Le FN est pour l'élimination du nucléaire à long terme.

Au vu de son programme, on ne peut réellement classer le Front National parmi les climato-sceptiques, même si, en prônant la ré-industrialisation de la France en premier lieu, il flirte avec les limites du troisième niveau de climato-scepticisme, car cet objectif ne peut selon lui pas souffrir d'autres objectifs environnementaux.

La position du FN sur la réalité du changement climatique manquant de clarté dans son programme électoral, nous avons consulté d'autres sources. Dans une interview pour le magazine TerraEco au début de l'année 2012, Marine Le Pen déclare ne pas être certaine que l'activité humaine soit l'origine principale du changement climatique⁹³. Sans nier l'existence de ce changement, elle affirme n'avoir aucun problème à remettre en cause les conclusions du GIEC, en arguant que « le monde a connu des changements climatiques qui n'avaient rien à voir avec l'activité humaine ». Plus loin, elle affirme que « le GIEC, c'est le consensus de ceux qui ont la parole », qu'elle qualifie de « prêtres et d'évêques du changement climatique », face aux « hérétiques » qui tiennent un discours opposé. Elle considère que les énergies renouvelables ne sont pour l'instant que du « bricolage » et s'oppose aux éoliennes et à l'offshore. Ainsi, Marine Le Pen place clairement son parti dans la seconde catégorie des climato-sceptiques, car elle met en doute l'origine anthropique du changement climatique et s'oppose aux mesures visant à le combattre.

⁹² Programme du Front National, *Notre projet : Programme Politique du Front National*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.frontnational.com/pdf/Programme.pdf>.

⁹³ SOLON David et MEURISSE François (2012, 21 février), Interview de Marine Le Pen, *Marine Le Pen : « Je suis plus cohérente que les Verts »*, Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.terraeco.net/Marine-Le-Pen-Je-suis-plus,42003>.

Conclusion

L'analyse des programmes des partis montre que la plupart sont engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique, ce qui correspond aux résultats des Eurobaromètres et autres sondages. Toutefois, l'UDI et le FN se montrent plus mitigés. L'UDI ne mentionne pas le changement climatique, bien qu'il se prononce pour un objectif ambitieux de réduction des émissions de CO₂. Dans son programme, le FN n'adopte pas une position clairement sceptique.

5.3.3. *Pays-Bas*

Les Pays-Bas comptent 26 députés européens, issus de dix partis⁹⁴.

Partis	Acronyme	Orientation gauche-droite	Affiliation européenne	Nbre de députés au PE
Christen Democratisch Appèl	CDA	Centre-droit	PPE	5
Partij voor de Vrijheid	PVV	Extrême-droite	AEL (N-I)	4
Democraten 66	D66	Gauche	ADLE	4
Volkspartij voor Vrijheid en Democratie	VVD	Centre-droit	ADLE	3
Partij van de Arbeid	PvdA	Centre-gauche	S&D	3
GroenLinks		Gauche	Verts/ALE	2
Socialistische Partij	SP	Gauche	GUE/NGL	2
Staatkundig Gereformeerde Partij	SGP	Droite, extrême-droite	ECR	1
ChristenUnie	CU	Centre	ECR	1
Partij voor de Dieren	PvdD	Centre-gauche	GUE/NGL	1

Christen Democratisch Appèl (CDA)

Le CDA compte 13 sièges au Parlement national et 5 au PE⁹⁵. Il fait partie du groupe PPE⁹⁶. Son programme électoral pour la période 2012-2017 admet la réalité du changement climatique⁹⁷. Il le cite même parmi les grands défis mondiaux. Le CDA pense que les Pays-Bas

⁹⁴ Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : Pays-Bas, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=NL>.

⁹⁵ CDA (2014), English, Récupéré le 23 juillet de <https://www.cda.nl/english/>.

⁹⁶ Parlement Européen – DG Communication, Public Opinion Monitoring Unit (2014), Op. cit., p. 28.

⁹⁷ Programme électoral du Christen Democratisch Appèl (2012), *CDA verkiezingsprogramma 2012-2017 : Iedereen*, récupéré le 23 juillet 2014 de https://www.cda.nl/fileadmin/CDA/Documenten/CDA_Verkiezingsprogram_2012-2017.pdf.

devraient investir dans la transition vers une économie durable et bas-carbone et appuie les objectifs de l'UE de réduction des émissions. Le parti est également pour l'investissement dans les énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique. Il est pour une sortie du nucléaire et du charbon et veut renforcer le système de subsides et d'incitation au développement des énergies renouvelables SDE+ (Stimulering Duurzame Energieproductie).

Democraten 66 (D66)

D66 compte 12 sièges au Parlement des Pays-Bas et 4 au PE où il fait partie du groupe ADLE. Dans son programme électoral, le D66 soutient la lutte contre le changement climatique⁹⁸. Il veut par exemple augmenter la part des énergies renouvelables à 20% d'ici 2020, via un doublement des subventions SDE+. Le D66 est pour une certification de l'impact environnemental des différents combustibles fossiles. Le parti encourage les investissements dans les économies d'énergie et les sources d'énergie renouvelables. Il veut de nouveaux accords internationaux contraignants sur le climat, impliquant toutes les grandes économies émergentes et encourageant en même temps la formation de plus petites coalitions de pays. Le D66 lance un appel pour la coopération avec le secteur privé et le développement de nouvelles formes de financement, comme par exemple une banque d'investissements verts. En outre, le parti encourage la coopération internationale et veut établir un tribunal international de l'environnement pour traiter la criminalité environnementale. Il préconise une taxe sur le CO₂ plutôt que sur le charbon.

Dans son programme pour les élections européennes de 2014, le D66 annonce des objectifs climatiques plus ambitieux : « Pour 2030, nous voulons fixer des objectifs ambitieux et concrets rapidement, basés sur des indicateurs solides : réduction de 45-50% des émissions de CO₂, 30% d'économie d'énergie et 30% de production d'énergies renouvelables⁹⁹ ».

Volkspartij voor Vrijheid en Democratie (VVD)

Le VVD compte 41 siège au Parlement national et 3 au PE où il fait partie du groupe ADLE. Son programme pour les élections européennes de 2014 ne mentionne pas le changement climatique. Il ne veut pas de nouvelles politiques européennes mais une application renforcée

⁹⁸ Programme électoral de Democraten 66 (2012), *Verkiezingsprogramma D66 voor de Tweede Kamer 2012-2017 : En nu vooruit D66 – Op weg naar een welvarende, duurzame toekomst*, Récupéré le 23 juillet 2014 de <https://d66.nl/content/uploads/sites/2/2014/05/verkiezingsprogramma-d66-2012-2017.pdf>.

⁹⁹ Programme électoral de Democraten 66 (2014), *Verkiezingsprogramma Europees Parlement 2014 – Europa zorgt voor werk en duurzame welvaart*, Récupéré le 23 juillet 2014 de <https://www.d66.nl/europa/euro-zorgt-voor-werk-en-duurzame-welvaart/>

des politiques existantes, comme celles sur le climat ou l'énergie¹⁰⁰. Il prône une réduction de l'utilisation de combustibles fossiles, pour réduire la dépendance par rapport aux régimes instables, diminuer la facture énergétique et protéger l'environnement. Le parti se prononce contre les subsides pour le développement des énergies renouvelables, il préfère laisser le marché travailler seul pour trouver des solutions coût-efficaces et finalement mener à une Europe plus durable. Pour le VVD, les pays doivent pouvoir déterminer leur mix énergétique eux-mêmes, où le nucléaire et le gaz de schiste peuvent être envisagés comme des solutions. D'un autre côté, il insiste sur le rôle de l'UE pour l'harmonisation transfrontalière de la réglementation environnementale. Le parti est pour une réduction des émissions de CO₂ uniquement via le système ETS. Il s'oppose à la fixation de nouveaux objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique pour l'UE seule après 2020.

Son programme électoral seul ne permettant pas de définir clairement la position du VVD vis-à-vis du changement climatique, nous étendons nos recherches à d'autres sources. Début 2010, le VVD et le PVV se sont alliés pour demander un référendum sur la cause du changement climatique¹⁰¹. Il faut toutefois replacer cet événement dans son contexte, peu de temps après le « Climategate » et pendant un hiver très rigoureux qui semblait contredire tous les discours sur le réchauffement climatique. Un article rédigé par le porte-parole sur l'environnement et le climat du VVD sous le titre « Le panel sur le climat ne doit pas exagérer » semble pourtant aller dans le même sens que la demande de référendum¹⁰². L'auteur déplore le fait qu'au sein du GIEC il n'y ait de place que pour les alarmistes et pas pour les voix critiques et climato-sceptiques. Il dénonce également le manque de nuance dans les publications du GIEC et affirme qu'en tant que principaux bailleurs de fonds de l'organisme, les Pays-Bas devraient pouvoir compter sur une gestion onusienne efficace et fonctionnelle, ouverte aux réformes et à l'écoute également des climato-sceptiques et des entreprises qui pourraient se sentir lésées par la politique climatique européenne.¹⁰³ Sans toutefois nier la réalité du changement climatique, le VVD montre clairement une tendance à minimiser ses conséquences, et conserve une position floue, à la limite de la troisième catégorie, voire de la seconde.

¹⁰⁰ Programme électoral du Volkspartij voor Vrijheid en Democratie (2014), *Europa waar nodig – Concept-verkiezingsprogramma VVD Europees Parlement 2014*, Récupéré le 23 juillet 2014 de http://www.europeseverkiezingen.com/9353000/1/j4nvih7l3kb91rw_j9vvvfam2upahzx/vjkalt4vxrla/f=/verkiezingsprogramma_vvd.pdf.

¹⁰¹ HOGELING Thomas, De Speld (2010, 1er mars), *PVV en VVD: „Tijd voor democratisch besluit over klimaat”*, Récupéré le 8 août 2014 de <http://www.speld.nl/2010/03/01/pvv-en-vvd-tijd-voor-democratisch-besluit-over-klimaat/>.

¹⁰² DIJKSTRA Remco (2014, 7 mai), *Klimaatpanel moet niet overdrijven*, Récupéré le 8 août 2014 de http://www.remcodijkstra.vvd.nl/actueel_21158/68080/.

¹⁰³ Ibid.

Partij van de Arbeid (PvdA)

Le PvdA compte 38 sièges au Parlement des Pays-Bas et 3 au PE où il fait partie du groupe S&D. Le programme du PvdA pour les élections européennes de 2014 reconnaît l'urgence de développer un approvisionnement en énergie durable et le recyclage des matières premières¹⁰⁴. Le changement climatique est le premier défi cité parmi les défis de la durabilité. Le PvdA soutient l'objectif d'une économie européenne sans émissions de CO₂ pour 2050 et encourage la coopération au sein de l'UE pour atteindre plus rapidement un approvisionnement en énergie durable. Il préconise un objectif minimum de l'UE de 30% pour les énergies renouvelables d'ici 2030. Le PvdA soutient aussi un objectif européen maximal au niveau du recyclage et minimal au niveau de l'utilisation de nouveaux matériaux et matières premières. Le PvdA encourage la révision de la politique agricole, avec des subventions pour une réelle production durable des aliments.

Christen Unie et Staatkundig Gereformeerde Partij (SGP)

Les partis Christen Unie et SGP se sont unis pour les élections européennes de 2014 (ChristenUnie/SGP) au sein du groupe ECR où ils ont ensemble remporté deux sièges. Dans leur programme électoral, ils se prononcent pour une Europe modeste qui devrait transférer ses pouvoirs au niveau national, tout en s'attachant à renforcer le marché intérieur européen¹⁰⁵. Ils soutiennent les objectifs de la stratégie Europe 2020 et sous le chapitre « Environnement, énergie et recherche », ils reconnaissent que l'influence humaine sur le changement climatique est scientifiquement prouvée et incontestable. Les partis se prononcent pour de nouveaux accords internationaux impliquant l'ensemble des membres des Nations Unies, mais ne subordonnent pas la conclusion de l'accord à une participation de tous les pays. Les partis soutiennent le marché des émissions comme outil pour réduire les émissions de CO₂, mais préféreraient que ce système soit placé sous les auspices de la Convention-cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), afin de minimiser le risque de fuite de carbone. Ils encouragent également la production d'énergies renouvelables, via les nouvelles sources d'énergie.

¹⁰⁴ Programme électoral du Partij van de Arbeid (2014), *PvdA – Voor en Europa dat werkt*, Récupéré le 23 juillet 2014 de http://www.pvda.nl/data/catalog/13/s1/2539/25399/4/PvdA_Verkiezingsprogramma_Europa_1502104.pdf.

¹⁰⁵ Programme électoral de ChristenUnie/SGP (2014), *Samenwerken JA, Superstaat NEE – Verkiezingsprogramma ChristenUnie en SGP 2014-2019*, Récupéré le 28 juillet 2014 de <http://www.christenunie.nl/l/library/download/626727>.

Partij voor de Vrijheid (PVV)

Nous étudierons ici le programme du Partij voor de Vrijheid, le parti eurosceptique de Geert Wilders¹⁰⁶. Le PVV compte 13 députés au Parlement national et a remporté 4 sièges au PE. Son programme électoral couvre la période de 2012 à 2017. Il ne fait pas mention du changement climatique à proprement parler. Mais dès le début, dans le chapitre « leur Bruxelles », il réproouve les décisions de l'UE et qualifie les actions de réduction de CO₂ d'hallucinantes, de désastre pour Schiphol et KLM. Cette critique donne le ton. Dans le chapitre sur l'économie, le PVV déclare vouloir réduire la taxe sur l'énergie, mais sans faire de lien avec les énergies renouvelables ou le changement climatique. Il se prononce pour le maintien de l'énergie nucléaire, avec plus de sécurité et de responsabilité. Dans le chapitre « notre liberté » (onze vrijheid), sous le point « administration publique », le PVV indique vouloir « arrêter la propagande du gouvernement contre le tabagisme et l'hystérie autour du climat¹⁰⁷ ». Qualifier les débats sur le climat d'hystérie donne déjà un aperçu de la position du PVV vis-à-vis du changement climatique. Dans son chapitre sur l'environnement, le PVV se dit « pour la nature » mais critique les subsides et les emplois « verts » prônés par d'autres partis. Pour le PVV, durable rime avec onéreux et il se prononce contre les éoliennes en arguant qu'elles ruinent le paysage, tuent des oiseaux et coûtent cher. L'abolition des zones environnementales fait partie de la liste des objectifs du PVV en matière de mobilité. Les aspirations en matière de construction sont tout aussi éloquentes : « bye, bye éoliennes¹⁰⁸ », « moins de règles pour bâtir, moins de permis (...) ». Les objectifs concernant l'environnement sont tout aussi éloquentes : « arrêter l'approvisionnement durable », « arrêter les réglementations SDE+ », « arrêter les subventions de développement durable », « abolir les subventions de réduction de CO₂ » et enfin « arrêter l'écologisation fiscale ». Au vu de cette analyse, on peut aisément conclure que le PVV se place plutôt dans le camp des climato-sceptiques. Toutefois, on ne peut le classer que dans la troisième catégorie étant donné qu'il ne nie pas explicitement la réalité du changement climatique ou ses origines anthropiques, bien qu'il qualifie la préoccupation autour de la question climatique « d'hystérie autour du climat ». Après quelques recherches sur leur site web officiel, la position du PVV se précise. Une députée du PVV au Parlement néerlandais déclarait début 2014 que « l'examen du 5e rapport du GIEC montre que le climat est peu sensible à l'effet de serre¹⁰⁹ ». Geert Wilders, le fondateur du PVV suite à l'accord conclu sur l'énergie aux Pays-Bas qualifiait de "mode "les inquiétudes autour du climat et des émissions de CO₂, en

¹⁰⁶ Programme électoral du Partij voor de Vrijheid (2012), *Hún Brussel, óns Nederland – Vverkiezingsprogramma 2012-2017*, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://www.pvv.nl/images/stories/verkiezingen2012/VerkiezingsProgramma-PVV-2012-final-web.pdf>.

¹⁰⁷ Traduction libre de « Stop de overheidspropaganda (tegen het roken, tegen de klimaathysterie) ».

¹⁰⁸ Programme électoral du Partij voor de Vrijheid (2012), Op. Cit., p. 53.

¹⁰⁹ Sebastian (2014, 18 mars), *PVV : Klimaatbeleid Mansveld kan in de prullenbak*, Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.pvv.nl/index.php/83-fj-related/machiel-de-graaf/7474-klimaat180314.html>.

arguant que la température de la Terre n'augmente plus depuis 17 ans¹¹⁰. On peut également lire dans un autre article paru en 2013 sur le site web du PVV que le consensus scientifique sur la question climatique est un mythe¹¹¹. Au vu de ces déclarations, on peut conclure que le PVV met en doute l'existence du changement climatique ainsi que ses origines et ainsi le classer dans la première catégorie du climato-scepticisme.

Conclusion

Les grands partis traditionnels reconnaissent le changement climatique et son origine anthropique, ce qui confirme les résultats des Eurobaromètres. Le VVD ne se prononce pas sur la réalité du changement climatique et est nettement moins engagé. Il veut par exemple supprimer les subsides aux énergies renouvelables et limiter les réductions des émissions de CO₂ au système ETS. Le parti ne se déclare pas ouvertement climato-sceptique, bien que les déclarations de certains membres du parti semblent le classer dans la troisième catégorie, voire la seconde lorsque le GIEC est critiqué. Le PVV, qui monte en flèche ces dernières années, est lui ostensiblement climato-sceptique, ce qui semble encore confirmer notre hypothèse liant le climato-scepticisme à la droite.

5.3.4. Allemagne

L'Allemagne compte 96 députés européens issus de quatorze partis¹¹². Nous limiterons notre analyse aux partis qui comptent plus d'un député européen.

¹¹⁰ GdG (2013, 12 juillet), *Wilders : energieakkoord is geldverspilling*, Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.pvv.nl/index.php/36-fj-related/geert-wilders/6902-wilders-energieakkoord-is-geldverspilling.html>.

¹¹¹ Karen (2013, 17 octobre), *AO Klimaat : Klimaatbeleid zonder basis*, Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.pvv.nl/index.php/83-fj-related/machiel-de-graaf/7139-ao-klimaat-klimaatbeleid-zonder-basis.html>.

¹¹² Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : Allemagne, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=DE>

Parti	Acronyme	Orientation gauche-droite	Affiliation européenne	Nbre de députés au PE
Christlich Demokratische Union Deutschlands	CDU	Centre-droit	PPE	29
Sozialdemokratische Partei Deutschlands	SPD	Gauche	S&D	27
Bündnis 90/Die Grünen		Centre-gauche	Verts/ALE	11
Die Linke		Gauche	GUE/NGL	7
Alternative für Deutschland	AfD	Droite	ECR	7
Christlich-Soziale Union in Bayern e.V.	CSU	Centre-droit	PPE	5
Freie Demokratische Partei	FDP	Centre	ADLE	3

Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU)

Le CDU/CSU est le parti de la chancelière Angela Merkel, majoritaire au Bundestag avec 255 sièges¹¹³. Il compte 29 députés au PE où il fait partie du groupe PPE. Le programme du parti pour les élections européennes de 2014 reconnaît très clairement l'importance de lutter contre le changement climatique¹¹⁴. Il énonce des objectifs climatiques dans pratiquement tous les secteurs, la mobilité, l'énergie, l'agriculture, etc. Le CDU/CSU se prononce pour un objectif de réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et adhère à l'objectif 2°C. Il se prononce également pour la conclusion d'un accord climatique mondial contraignant, dans la continuation de Kyoto, avec des engagements concrets de la part des pays développés, mais également de la part des grands pays émergents.

Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD)

Le SPD est le second parti en nombre de députés au Bundestag, avec 193 sièges, et en compte 27 au PE. Il fait partie du groupe S&D. Dans son programme pour les élections européennes de 2014, comme le CDU/CSU, le SPD reconnaît l'importance de la lutte contre le changement

¹¹³ EGELER Roderich, Der Bundeswahlleiter (2013), *Pressemitteilung 9. Oktober 2013: Endgültiges amtliches Ergebnis der Bundestagswahl 2013*, Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.bundeswahlleiter.de/de/bundestagswahlen/BTW_BUND_13/presse/w13034_Endgueltiges_amtliches_Ergebnis.html.

¹¹⁴ Programme électoral du Christlich Demokratische Union Deutschlands (2014), „*Gemeinsam erfolgreich in Europa.*“ – *Europapolitischer Beschluss des 26. Parteitags der CDU Deutschlands*, Récupéré le 17 juillet 2014 de <https://www.cdu.de/sites/default/files/media/140405-beschluss-gemeinsam-erfolgreich-in-europa.pdf>.

climatique et promeut des objectifs contraignants de 40% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 au niveau européen¹¹⁵.

Die Linke

Die Linke (La Gauche) compte 64 députés au Bundestag et 7 au PE où il fait partie du groupe GUE/NGL. Le changement climatique est tout aussi présent dans son programme pour les élections européennes de 2014¹¹⁶. Die Linke établit trois objectifs contraignants en matière de politique énergétique et climatique sur le plan européen : la diminution des émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici à 2020, de 60% d'ici 2030 et de 95% d'ici à 2050 ; l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie à un quart d'ici 2020, 45% d'ici 2030 et 100% d'ici 2050 ; la réduction de la consommation d'énergie primaire d'un cinquième d'ici 2020 par rapport à l'année 2000, de 40% d'ici 2030 et 60% d'ici 2050.

Bündnis 90/Die Grünen

Les verts comptent 63 sièges au Bundestag et 11 au PE où ils font partie du groupe des Verts/ALE. La lutte contre le changement climatique est un des thèmes principaux de leur programme pour les élections européennes de 2014¹¹⁷. Ils fixent les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à au moins 30% d'ici 2020. Pour 2030, ils fixent trois objectifs : au moins 40% d'économies d'énergie, au moins 45% d'énergies renouvelables et au moins 55% de réduction des émissions de gaz à effets de serre.

Alternative für Deutschland (AfD)

Ce parti eurosceptique a été créé début 2013 et ne compte pas de siège au Bundestag car il n'a pas atteint les 5% des voix lors des élections de 2013. En revanche, il a remporté 7 sièges au PE, au sein du groupe ECR. Dans son programme pour les élections européennes, il remet en question le réchauffement climatique et son origine anthropique en soulignant les incertitudes qui pèsent sur les études à ce propos¹¹⁸. L'AfD récuse les actions nationales et européennes

¹¹⁵ Programme électoral du Sozialdemokratische Partei Deutschlands (2014), *Europa eine neue Richtung geben. – Wahlprogramm für die Europawahl am 25. Mai 2014*, Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.spd.de/linkableblob/118758/data/20140409_wahlprogramm_europa.pdf.

¹¹⁶ Programme électoral de Die Linke (2014), *Europa geht anders: sozial, friedlich, demokratisch – Die Linke*, Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.die-linke.de/fileadmin/download/wahlen2014/download/europawahlprogramm2014_deutsch/europawahlprogramm2014_langfassung.pdf.

¹¹⁷ Programme électoral de Bündnis 90/Die Grünen (2014), *Europa: mitentscheiden, erneuern, zusammenhalten*, Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.gruene.de/fileadmin/user_upload/Dokumente/Gruenes-Europawahlprogramm-2014.pdf.

¹¹⁸ Programme électoral de Alternative für Deutschland (2014), *Mut zu Deutschland. Für ein Europa der Vielfalt*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <https://www.alternativefuer.de/wp-content/uploads/2014/03/Europaprogramm-der-AfD.pdf>.

isolées dans ces domaines. Il accepte tout de même une réduction graduelle des émissions de CO₂, afin de « respecter le principe de précaution », mais dans le cadre d'accords internationaux. Cette réduction doit s'effectuer exclusivement via des instruments de marché technologiquement neutres, comme les certificats CO₂. Il précise encore qu'étant donné que les effets des émissions de CO₂ anthropiques sont encore incertains, le système de certificats doit se concentrer sur ce qui est abordable financièrement. L'AfD veut abolir la loi sur les énergies renouvelables (Erneuerbare-Energien-Gesetz – EEG) et rejette la mise en place de nouveaux objectifs pour le développement de ces énergies et l'efficacité énergétique après 2020, tant que les autres pays hautement industrialisés ne prendront pas des mesures similaires.

En conclusion, l'AfD est un parti climato-sceptique. On le classera dans la deuxième catégorie, car il met en doute l'origine anthropique du changement climatique.

Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD)

Le NDP est un parti fasciste, néo-nazi qui compte un député au PE mais n'est pas présent au Bundestag. Il n'est inscrit dans aucun groupe au PE. Il se prononce en faveur de la protection de la nature, mais le changement climatique n'apparaît pas dans le programme du parti établi en 2010¹¹⁹. Il est toutefois en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, pour assurer la sécurité du pays dans ce domaine. Dans son programme pour les élections européennes de 2014, le parti ne mentionne ni le changement climatique, ni les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique¹²⁰. On ne peut donc pas déterminer s'il se classe parmi les climato-sceptiques ou non.

Freie Demokratische Partei (FDP)

Le FDP ne compte aucun siège au Bundestag, mais a remporté 3 sièges aux dernières élections européennes, au sein du groupe ADLE. Le parti se prononce pour une agriculture forte qui réponde aux défis du changement climatique, entre autres¹²¹. Il veut renforcer le rôle du marché au niveau du marché intérieur européen de l'énergie. Le parti se positionne en faveur d'une politique climatique, en mettant l'accent sur l'innovation et les nouvelles technologies. Il promeut le développement des énergies renouvelables, mais via une réforme du droit européen dans ce domaine. Le marché des émissions est pour le FDP l'instrument central pour limiter les

¹¹⁹ Programme du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (2010), *Arbeit. Familie. Vaterland.*, Récupéré le 18 juillet 2014 de http://www.npd.de/inhalte/daten/dateiablage/br_parteiprogramm_a4.pdf.

¹²⁰ Programme électoral européen du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (2014), *Nationaldemokratisches Europawahlprogramm – Europa wählt rechts*, Récupéré le 18 juillet 2014 de http://npd.de/inhalte/daten/dateiablage/br_201401_europaprogramm.pdf.

¹²¹ Programme électoral du Freie Demokratische Partei (2014), *Programm der Freien Demokratischen Partei für die Wahl zum VIII. Europäischen Parlament 2014*, Récupéré le 28 juillet 2014 de <http://www.fdp.de/files/5620/EPT-Europawahlprogramm.pdf>.

émissions de gaz à effet de serre. Il rejette toute ingérence à caractère politique dans le système d'échange de droits d'émissions ainsi que la mise en place d'une taxe CO₂. Le FDP soutient les objectifs climatiques de l'UE pour 2020, mais rejette un engagement supplémentaire unilatéral de réduction des émissions de dioxyde de carbone.

Conclusion

L'analyse des programmes des partis allemands montre que la grande majorité d'entre eux sont favorables à la lutte contre le changement climatique et à la fixation d'objectifs ambitieux. A la lecture des programmes des partis, on peut tenter d'expliquer le léger écart observé dans les sondages entre le FDP et les autres partis. Le FDP n'est pas à proprement parler climato-sceptique, mais mise pratiquement tout sur le libéralisme de marché. L'AfD, seul parti réellement climato-sceptique, est trop récent pour avoir été étudié dans les sondages d'opinion. Ce parti conservateur est le seul parti allemand à mettre en doute l'origine anthropique du changement climatique. Ici, l'extrême-droite (NPD) n'est pas réellement climato-sceptique, bien que le changement climatique ne soit clairement pas parmi ses préoccupations.

5.3.5. Autriche

On compte 18 députés autrichiens au Parlement européen, issus de cinq partis¹²².

Partis	Acronyme	Orientation gauche-droite	Affiliation européenne	Nbre de députés au PE
Österreichische Volkspartei	ÖVP	Centre-droit	PPE	5
Sozialdemokratische Partei Österreichs	SPÖ	Centre-gauche	S&D	5
Freiheitliche Partei Österreichs	FPÖ	Extrême-droite	AEL (N-I)	4
Die Grünen - Die Grüne Alternative		Gauche	Verts/ALE	3
Das Neue Österreich	NEOS	Centre	ADLE	1

Österreichische Volkspartei (ÖVP)

L'ÖVP compte 47 députés au Nationalrat (sur 138) et 5 au PE¹²³. Dans son programme pour les élections européennes de 2014, le parti reconnaît le changement climatique¹²⁴. Il reconnaît la

¹²² Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : Autriche, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=AT>.

¹²³ Nationalratswahl (2013), *Gewählte Abgeordnete Nationalratswahl 2013 je Partei*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.nationalratswahl.at/abgeordnete.html>.

nécessité d'une coopération européenne et mondiale afin de protéger l'environnement et le climat. Il se prononce en outre pour une politique environnementale et climatique durable et efficace et adhère aux objectifs de l'UE en ces matières.

Sozialdemokratische Partei Österreichs (SPÖ)

Le SPÖ est le parti majoritaire au Nationalrat avec 52 sièges, et il compte 5 députés au PE. Dans son programme pour les élections européennes de 2014, le SPÖ reconnaît le changement climatique et soutient une action mondiale¹²⁵. Le SPÖ veut que l'UE continue à jouer un rôle pionnier en matière de climat et aimerait parvenir dans les prochaines années à un accord ambitieux pour faire suite au protocole de Kyoto, accord fixant des objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il s'engage à travailler à réduire la dépendance par rapport aux combustibles fossiles et à accélérer le développement des sources d'énergies renouvelables ainsi que l'efficacité énergétique. Le SPÖ est en faveur d'une sortie du nucléaire, non seulement en Autriche mais également en Europe, et veut pour ce faire interdire les financements pour les nouveaux projets de centrales nucléaires en Europe. Il soutient également une agriculture et une pêche durables, et se prononce contre les OGM dans les aliments et les cultures destinées à l'alimentation humaine.

Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ)

Le FPÖ est le troisième parti en nombre de députés au Nationalrat, avec 40 députés, et compte 4 députés au PE. Nous étudierons ici son programme qui date de 2011 ainsi que le manuel du parti (*Handbuch freiheitlicher Politik*) de 2013. Dans son programme de 17 pages, le FPÖ déclare que la protection de l'environnement, la gestion durable et la biodiversité sont très importants pour le parti qui refuse par ailleurs le nucléaire comme source d'énergie¹²⁶. Mais le changement climatique n'apparaît nulle part dans le programme de 2011. Il est par contre bien présent dans le manuel de 288 pages publié en 2013¹²⁷. On y trouve un chapitre intitulé « environnement propre – sécurité de l'approvisionnement énergétique ». Le FPÖ préconise les énergies renouvelables, pour aider à sortir du nucléaire et assurer la sécurité énergétique du pays. Mais il s'oppose à toute manœuvre visant à prendre de l'argent aux citoyens sous le

¹²⁴ Programme électoral du Österreichische Volkspartei (2014), *Zukunftswisend – Für ein besseres Europa. Für ein erfolgreiches Österreich.*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.besseres-europa.at/wp-content/uploads/2014/03/Wahlprogramm.pdf>.

¹²⁵ Programme électoral du Sozialdemokratische Partei Österreichs (2014), *Wahlprogramm SPÖ – Wahl zum Europäischen Parlament 2014*, Récupéré le 19 juillet 2014 de http://spoe.at/sites/default/files/wahlprogramm_eu-wahl_2014_final.pdf.

¹²⁶ Programme électoral du Freiheitlichen Partei Österreichs (2011), *Parteiprogramm der Freiheitlichen Partei Österreichs (FPÖ) – Österreich zuerst*, Récupéré le 19 juillet 2014 de http://www.fpoe.at/fileadmin/Content/portal/PDFs/_dokumente/2011_graz_parteiprogramm_web.pdf

¹²⁷ Manuel du Freiheitliche Partei Österreichs (2013), *Handbuch freiheitlicher Politik*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.fpoe.at/dafuer-stehen-wir/handbuch-f-politik/>.

couvert du changement climatique. Le FPÖ veut aussi réduire la TVA sur les énergies renouvelables, et n'imposer les énergies hydraulique, éolienne, solaire et géothermique qu'à hauteur de 10%. Dans la partie sur les Sommets pour le climat, le FPÖ rejette les échanges de droits d'émissions globaux ainsi que le financement de la « promotion de l'environnement à l'étranger », qui implique des investissements conséquents et constitue selon lui une aide à l'étranger déguisée sans possibilité de contrôle. Le parti s'oppose à la signature d'un accord sur le changement climatique, qui conduirait à des sanctions injustifiées pour l'Autriche et se ferait sans la participation de pays comme la Chine ou les USA. Il associe la protection de l'environnement à l'énergie, et considère l'utilisation d'énergies renouvelables domestiques comme le moyen le plus sûr d'atteindre les objectifs de protection de l'environnement. Le FPÖ s'oppose au système d'échange des droits d'émission, qu'il qualifie d'arnaque, car ils n'y voient pas l'avenir d'une politique climatique. Pour le parti, il faut concentrer les investissements sur le développement des ressources renouvelables locales qui, seules, permettront à l'Autriche de rompre sa dépendance aux combustibles fossiles tout en créant des emplois et en réduisant les coûts de l'énergie sur le marché intérieur.

En conclusion, le FPÖ rejette toute politique de lutte contre le changement climatique, sans toutefois se prononcer sur son existence et son origine. Bien que le parti soit en faveur des énergies renouvelables, cette position ne semble pas motivée par une volonté de lutter contre le changement climatique, lutte qu'il voit plutôt comme une raison déguisée de prendre de l'argent au contribuable. Le parti ne promeut le développement des énergies renouvelables que pour assurer la sécurité énergétique du pays. On peut ainsi classer le FPÖ dans la troisième catégorie, celle de la minimisation de la question climatique.

Nous avons consulté d'autres sources afin de déterminer la position du FPÖ vis-à-vis de la réalité du changement climatique, qui reste incertaine sur base de son programme électoral seul. En septembre 2013, le président du parti, Heinz-Christian Strache, a déclaré lors d'un débat télévisé avec le président de l'ÖVP que le changement climatique a toujours fait partie de l'évolution naturelle de notre planète, où le Sahara fût un jour le grenier de céréales de Rome¹²⁸. Le président du parti semble ignorer l'origine anthropique du changement que l'on connaît actuellement, et place ainsi son parti dans la deuxième catégorie du climato-scepticisme.

Conclusion

Les partis autrichiens sont majoritairement favorables au développement des énergies renouvelables. Toutefois, le FPÖ se distingue des deux autres partis étudiés, car, bien qu'il ne se

¹²⁸ OE24 (2013, 9 septembre), *TV-Duell II : Strache gegen Spindelegger*, Récupéré le 7 août 2014 de <http://www.oe24.at/oesterreich/politik/TV-Duell-II-Strache-gegen-Spindelegger/115450727>.

prononce pas explicitement sur la réalité des changements climatiques, il rejette toute politique de lutte contre ces phénomènes.

5.3.6. *Italie*

L'Italie compte 73 députés européens issus de sept partis¹²⁹.

Parti	Acronyme	Orientation gauche-droite	Affiliation européenne	Nbre de députés au PE
Partito Democratico	PD	Centre-gauche	S&D	26
Movimento 5 Stelle	M5S	Droite	EFDD	22
Forza Italia		Centre-droit	PPE	13
Lega Nord per l'Indipendenza della Padania	LN	Droite	AEL (N-I)	5
Nuovo Centrodestra - Unione di Centro	NCD	Centre-Droit	PPE	3
Lista Tsipras-L'altra Europa		Gauche	GUE/NGL	3
Südtiroler Volkspartei (Partito popolare sudtirolese)		Centre	N-I	1

Partito Democratico (PD)

Le PD est un parti de centre gauche qui compte 293 députés au Parlement italien et 26 députés au PE. Son secrétaire national, Matteo Renzi, est le Premier ministre italien. En 2010, l'Assemblée nationale du parti a adopté un programme nommé « Green Economy », qui vise à réaliser une société pauvre en carbone¹³⁰. Pour faire face au changement climatique, le parti propose deux axes de mesures : l'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi que le développement des énergies renouvelables, notamment l'éolien, le solaire, la biomasse, l'énergie hydroélectrique, les biocarburants et la géothermie. Il est évident que ce parti est conscient des dangers du réchauffement climatique et est prêt à agir.

¹²⁹ Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : Italie, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=IT>.

¹³⁰ Proposition de programme du Partito Democratico (2010), *La green economy – Proposta approvata dall'Assemble nazionale di Roma 2010*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.partitodemocratico.it/doc/100231>

Forza Italia

Forza Italia est un parti de centre-droit dont Silvio Berlusconi est le fondateur et Président. Suite aux dernières élections européennes, il a obtenu 13 sièges au PE. Sur son site web officiel¹³¹, le parti ne se prononce pas sur le changement climatique, mais étant donné son soutien à la politique de l'UE sur le changement climatique quand Berlusconi était Premier ministre, on peut supposer qu'il n'est pas climato-sceptique, bien que les positions des partis puissent évoluer.

Nuovo Centrodestra - Unione di Centro

C'est un nouveau parti qui réunit les députés qui se sont séparés de Forza Italia car ils ne voulaient pas quitter la coalition avec le PD. Il a obtenu 3 députés au PE lors des dernières élections européennes. Le parti se prononce en faveur de la « Green economy », qui inclut le développement des énergies renouvelables, l'innovation écologique et une mobilité durable¹³².

Lega Nord

La Lega Nord est un parti de droite qui fait partie de l'Alliance européenne pour la Liberté. Le parti a obtenu 5 sièges au PE en 2014. Dans son programme pour les dernières élections européennes, le parti ne se prononce pas sur la réalité du changement climatique, ni sur son origine anthropique¹³³. Dans la crise économique actuelle, il s'oppose à tout effort de réduction des émissions de CO₂, effort qu'il qualifie de coûteux et inutile. Le projet de l'UE d'atteindre une société pauvre en carbone d'ici 2050 aurait, selon lui, pour conséquence une désindustrialisation forcée de l'Europe¹³⁴. La solution consiste pour lui à « se libérer de l'autarcie éco-fasciste imposée par l'UE en Europe ». Pour ce faire, il propose de suspendre le paquet énergie-climat adopté en 2009¹³⁵ et tout autre règlement relatif au changement climatique tant que les plus grands émetteurs comme la Chine, les Etats-Unis et l'Inde ne

¹³¹ Site web de Forza Italia, consulté le 20 juillet 2014 : <http://forzaitalia.pdl.it/>.

¹³² Programme de Nuovo Centrodestra (2014), *Programma 2014*, Récupéré le 20 juillet 2014 de <http://www.nuovocentrodestra.it/tag/programma-2014/>.

¹³³ Programme électoral de la Lega Nord (2014), *Elezioni Europee 25 Maggio 2014 – Programma elettorale*, Récupéré le 19 juillet de <http://www.leganord.org/index.php/elezioni-europee>.

¹³⁴ Communication de la Commission Européenne au Parlement Européenne, au Conseil, au Comité Economique et Social Européen et au Comité des Régions ; Feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050 (COM(2011) 112final).

¹³⁵ Règlement (CE) N° 443/2009 établissant des normes de performances en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves (JO 2009, L 140/1) ; Directive 2009/28/CE relative à la promotion des énergies renouvelables (JO 2009 L 140/16) ; Décision N° 406/2009 relative à l'effort à fournir par les Etats membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (JO 2009, L140/136).

prendront pas des mesures similaires. Dans la même optique, le parti veut supprimer toute subvention au développement des énergies renouvelables, notamment pour le photovoltaïque et l'éolien, car elles entraînent une augmentation des prix de l'énergie. Mais il déplore dans le même temps la dépendance de l'Europe et de l'Italie des importations d'énergie. D'un autre côté, la protection de l'environnement devrait viser la réduction de la pollution en y accordant des crédits de recherche importants.

En conclusion, si la Lega Nord ne se prononce pas clairement sur la réalité du changement climatique elle s'oppose vivement aux mesures préconisées et décidées par l'UE qui, selon elle, détruisent l'économie européenne si elles sont prises isolément du reste du monde. La Lega Nord peut ainsi être classée dans la troisième catégorie des climato-sceptiques.

Movimento 5 Stelle

Le Movimento 5 Stelle est un mouvement politique populiste et eurosceptique fondé en 2009. Il fait partie du groupe EFDD. Il a obtenu 17 sièges au PE lors des dernières élections européennes. Dans son programme pour les élections européennes de 2014, il ne se prononce pas sur la réalité du changement climatique ni sur son origine anthropique, mais se dit favorable à une politique énergétique visant la réduction des émissions CO₂¹³⁶. On peut en conclure que cette position vise à lutter contre le réchauffement climatique qu'il reconnaît dès lors implicitement. La politique énergétique du Movimento 5 Stelle met l'accent sur une amélioration de l'efficacité de la production énergétique et de son utilisation notamment dans les bâtiments, appareils domestiques et machines de l'industrie. Pour réduire les émissions de CO₂, il propose par exemple de réduire l'impact environnemental des centrales électrogènes existantes, d'utiliser les énergies renouvelables sur une base décentralisée, de développer les biocarburants à des fins thermiques et de produire du biogaz par la fermentation des déchets organiques. En conclusion, le Movimento 5 Stelle n'est pas un parti climato-sceptique.

Conclusion

En Italie, la plupart des partis sont favorables à la lutte contre le changement climatique. Le parti populiste Movimento 5 Stelle, sans mentionner le changement climatique, se prononce pour une réduction des émissions de CO₂, et ne peut donc pas non plus être classé parmi les climato-sceptiques. La Lega Nord en revanche, sans se prononcer sur la réalité du changement climatique, s'oppose à toute mesure, et se classe donc dans la troisième catégorie des climato-sceptiques.

¹³⁶ Programme électoral du Movimento 5 Stelle (2014), *Programma – Stato e cittadini Energia Informazione Economia Trasporti Salute Istruzione*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://www.beppegrillo.it/iniziative/movimentocinquestelle/Programma-Movimento-5-Stelle.pdf>.

Labour Party

Le Labour Party est le second parti en nombre de sièges de la House of Commons du Parlement avec 257 sièges. Aux dernières élections européennes, le parti a remporté 20 sièges au PE, où il fait partie du groupe S&D¹⁴⁰. Dans son programme pour les élections européennes de 2014, le Labour Party reconnaît explicitement le changement climatique¹⁴¹. Il veut réformer le marché unique européen en matière d'énergie afin de s'attaquer au changement climatique et aux factures d'énergie qui ne cessent d'augmenter. Il soutient l'UE et son marché unique, qui selon lui permet de mieux faire face aux problèmes globaux tels que le changement climatique. Il souhaite que l'Europe et le Royaume-Uni continuent à jouer le rôle de leaders dans la lutte contre le changement climatique, via la construction d'une économie bas-carbone et la création d'emplois verts. Il s'inscrit en faveur d'une réforme du marché du carbone ainsi que du système européen ETS (Emissions Trading System).

Scottish National Party (SNP)

Le Scottish National Party compte 6 députés dans la House of Commons et 2 députés au PE. Le changement climatique fait partie de ses priorités nationales dans l'UE¹⁴². Le SNP soutient que l'UE devrait être ambitieuse dans ses initiatives en matière de protection environnementale et de changement climatique, avec un rôle augmenté pour les Etats membres. Il plaide également pour une plus grande flexibilité dans la fixation des objectifs et la cohérence entre les politiques. Il encourage l'UE à développer des nouvelles technologies comme l'éolien offshore, l'énergie marine, la capture et le stockage du carbone ainsi que le stockage de l'énergie en général.

UK Independence Party (UKIP)

Le UK Independence Party, résolument eurosceptique, n'a jamais remporté de siège dans la House of Commons, mais a réussi à devancer tous les autres partis aux élections européennes, en remportant 24 sièges. Nous analyserons ici principalement son programme européen et nous étudierons son « Local manifesto », tous deux élaborés pour les élections de 2014. Dans son programme européen, UKIP déclare vouloir supprimer le Climate Change Act de 2008, qui fixe les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre au Royaume-Uni d'ici 2050, à cause de son coût trop élevé puis dénigre les objectifs durables de l'UE en matière

¹⁴⁰ Parlement Européen – DG Communication, Public Opinion Monitoring Unit (2014), Op. cit., p. 38.

¹⁴¹ Programme électoral du Labour Party (2014), *The Labour Party – European Manifesto*, Récupéré le 19 juillet 2014 de http://www.yourbritain.org.uk/uploads/editor/files/LABOUR_PARTY_euro_manifesto.pdf.

¹⁴² Programme électoral du Scottish National Party (2014), *2014 European Election Manifesto - Make Scotland's mark on Europe*, Récupéré le 19 juillet 2014 de http://www.snp.org/sites/default/files/election/files/05_12b_snp_euro_manifesto_188x245_single-pages_2b.pdf.

d'éoliennes¹⁴³. Enfin, il dénonce un risque de blackout suite à la fermeture de nombreuses centrales au mazout et au charbon prévue pour 2015. Plus loin, il qualifie d'inefficaces les éoliennes et panneaux solaires privilégiés par l'UE, qui engloutissent l'argent des contribuables et contribuent au maintien de factures énergétiques élevées. Le *Local Manifesto* réserve encore moins de place au changement climatique. Dans sa liste des moyens d'épargner de l'argent, on trouve « arrêter les subsides de l'UE et du Royaume-Uni pour les « arnaques d'énergie renouvelable » »¹⁴⁴. UKIP ne mentionne pas à proprement parler le changement climatique, mais sa volonté de supprimer le Climate Change Act témoigne d'une tendance climato-sceptique plutôt radicale. On ne peut pas déterminer à coup sûr s'il croit ou non au changement climatique et à ses origines anthropiques mais il est clair que la question climatique ne constitue pas une préoccupation, comme en atteste par exemple sa vive opposition aux énergies renouvelables. On peut ainsi le classer dans la troisième catégorie.

Afin d'éclaircir la position de UKIP vis-à-vis de la réalité du changement climatique, nous nous pencherons ici sur d'autres sources que le programme électoral. Lors d'une assemblée parlementaire, Nigel Farage, le leader de UKIP, tient un discours éloquent sur la question¹⁴⁵. En s'adressant à José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, Nigel Farage dit : « Vous ne cessez de répéter que le changement climatique est une priorité absolue (...). Ceux d'entre nous qui manifestaient leur scepticisme ont été tournés en dérision et taxés de négationnistes. Dès le début nous avons insisté sur le fait que cette science était sujette à caution. Nous avons vivement contesté les mesures prises pour combattre un phénomène qui pouvait – mais sans certitude – se révéler problématique mais qui s'avérait dommageable pour nos citoyens. Et nous avons raison !¹⁴⁶ ». Il déclare ensuite qu'il est temps d'arrêter cette « stupidité ». Le leader de UKIP montre ensuite deux photos de la calotte glaciaire arctique prises par la NASA, la première datant d'août de l'année précédente, la seconde de cette année-là, montrant une augmentation de 60% de la calotte glaciaire. Il affirme ensuite que les scientifiques américains disent qu'on arrive dans une période de 13 à 30 ans de refroidissement global. Nigel Farage se positionne très clairement en climato-sceptique, sans qu'on puisse réellement déterminer s'il se place dans la première ou la seconde catégorie.

¹⁴³ Programme électoral européen de UK Independence Party (2014), *Create an earthquake – UKIP Manifesto 2014*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/themes/5308a93901925b5b09000002/attachments/original/1398869254/EuroManifestoLaunch.pdf>.

¹⁴⁴ Programme électoral local de UK Independence Party (2014), *Manifesto 2014: „Open-door immigration is crippling local services in the UK”*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/themes/5308a93901925b5b09000002/attachments/original/1397750311/localmanifesto2014.pdf?1397750311>.

¹⁴⁵ UKIP MEPs (2013, 11 septembre), *Nigel Farage offers Barroso some cooling news*, (European Parliament debate: State of the Union), Récupéré le 8 août 2014 de <https://www.youtube.com/watch?v=aylLhPH11TI>.

¹⁴⁶ Négationniste traduit de “denier”.

Conclusion

La majorité des partis britanniques reconnaissent la réalité du changement climatique et sont favorables aux mesures de lutte contre ces changements. Le parti populiste UKIP constitue la seule exception, avec une position ouvertement climato-sceptique. Bien qu'il ne nie pas ouvertement la réalité du changement climatique, son rejet catégorique de toute politique en vue de le combattre est assez éloquent.

5.3.8. Conclusion

L'analyse du paysage politique des sept pays sélectionnés montre la force du consensus climatique en Europe. Tous les grands partis traditionnels reconnaissent le changement climatique et la nécessité de le combattre. Toutefois, on trouve dans chaque pays étudié au moins un parti qui rejette les politiques de lutte contre le changement climatique. Nous remarquons que tous ces partis se positionnent à droite sur l'échiquier politique, ce qui va dans le sens de notre hypothèse. Mais leur climato-scepticisme n'est pas homogène.

A la lecture de leurs programmes, la plupart des partis « climato-sceptiques » se classent dans la troisième catégorie, celle de la minimisation de la question climatique. Parmi eux on trouve le Vlaams Belang, le Partij voor de Vrijheid, le Freiheitliche Partei Österreichs, la Lega Nord et UKIP.

Parmi les huit partis que l'on peut considérer comme « climato-sceptiques », bien que certains ne font en réalité que minimiser le changement climatique, on ne trouve que deux partis qui se rangent dans la première et la seconde catégorie. Le Parti Populaire est de loin le plus radical. Il se classe dans la première catégorie car il met en doute l'existence et l'origine anthropique du changement climatique, et se prononce ainsi contre des mesures visant à le combattre, comme le développement des énergies renouvelables. Alternative für Deutschland suit le PP de près avec une position quelque peu plus modérée. Sans nier explicitement la réalité du changement climatique, l'AfD souligne les incertitudes quant à son origine anthropique. Il faut toutefois noter que bien que l'AfD veuille abolir les lois sur les énergies renouvelables, il se déclare d'accord pour réduire les émissions de CO₂, afin de respecter le principe de précaution, uniquement dans le cadre d'accords internationaux et ces réductions devraient s'effectuer exclusivement via des instruments de marché.

Le Front National, parti historiquement d'extrême-droite, adopte une position distincte. Sans se prononcer sur la réalité du changement climatique et sans vraiment rejeter toute politique visant à le combattre, le FN ne propose qu'une réduction indirecte des émissions de gaz à effet de serre. Il ne propose aucune mesure directe pour lutter contre le changement climatique, et ainsi

flirte avec les limites de la troisième catégorie. Le Movimento 5 Stelle se distingue encore davantage, car il soutient une politique de réduction des émissions, bien qu'il ne se prononce pas sur la réalité du changement climatique ou de ses origines.

Il faut également noter que la position des partis vis-à-vis des énergies renouvelables diffère considérablement. Ainsi, certains partis soutiennent le développement des énergies renouvelables alors que d'autres le rejettent en bloc. Le FN et le FPÖ sont favorables au développement des énergies renouvelables afin d'assurer la sécurité énergétique de leur pays. La position du Movimento 5 Stelle est incertaine. Trois partis rejettent vivement le développement des énergies renouvelables : le PP, le PVV et UKIP. Les deux premiers sont favorables au nucléaire, tandis que UKIP ne se prononce pas sur cette question. Le VVD et la Lega Nord ne se positionnent pas ouvertement contre les énergies renouvelables, mais rejettent les subventions au développement de ces énergies. Le VVD voit même le nucléaire et le gaz de schiste comme des possibilités. Le Vlaams Belang et l'AfD se situent plutôt en terrain neutre, sans se prononcer ni pour ni contre. Il faut cependant noter une différence entre ces deux partis. Le Vlaams Belang, sans promouvoir ni rejeter les énergies renouvelables, soutient le nucléaire. L'AfD, quant à lui, ne se prononce pas réellement contre les énergies renouvelables mais contre le régime actuel de soutien au développement de ces énergies. La sortie de l'Allemagne du nucléaire étant déjà prévue et admise par la population, l'AfD ne fait pas mention du nucléaire.

5.4. Analyse des programmes des partis membres des trois groupes au Parlement européen

Nous nous sommes ici principalement intéressés à trois groupes au PE : le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe, le groupe des Conservateurs et Réformistes Européens et l'Alliance européenne pour la liberté.

5.4.1. Groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR)

L'ECR est le troisième parti au PE en termes de sièges, avec 70 députés (9,32% des voix) issus de 15 pays. Etant donné que ce groupe rassemble 17 partis, nous ne nous intéresserons qu'aux partis qui comptent plus d'un député au PE. Dans les partis membres de l'ECR, on trouve le Conservative Party (19 députés), Law and Justice (18), l'AfD (7), la N-VA (4), le Parti populaire danois (4), l'ODS (2), ChristenUnie/SGP (2) et les Vrais Finlandais (2).

Les programmes du Conservative Party, de l'AfD, de la N-VA et de ChristenUnie/SGP ayant été analysés précédemment, nous ne nous pencherons plus dessus ici. Nous étudierons ci-après les programmes des partis qui n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse.

5.4.1.1. *Law and Justice (PiS – Pologne)*

Law and Justice (Prawo i Sprawiedliwość) est un parti conservateur populiste, qui a obtenu 19 députés aux élections européennes récentes. Dans son programme de 2014, il touche au problème climatique dans la section énergie et agriculture et gouvernement. On peut lire que « le plus grand obstacle à la production d'électricité est assurée par la politique climatique de l'Union européenne qui impose des obligations de réduction des émissions de CO₂ ¹⁴⁷ ». Le parti ne nie pas le besoin de réduire les émissions de CO₂ mais cette réduction ne devrait pas restreindre l'utilisation du charbon comme énergie primaire en Pologne. Celui-ci couvre en effet 90% des besoins énergétiques du pays et est essentielle pour assurer la compétitivité de la Pologne. Par conséquent, le parti veut négocier une exemption des règles de l'UE sur la réduction des émissions de CO₂. Il justifie une telle exemption par le fait que les forêts polonaises assurent un stockage de CO₂ dont profite toute l'Europe. Le parti soutient également le développement des énergies renouvelables telles que les éoliennes, le photovoltaïque, la biomasse et la géothermie, mais les énergies conventionnelles, gaz et si possible gaz de schiste inclus, doivent continuer à jouer un rôle principal. On peut classer Law and Justice dans la troisième catégorie, celle de la minimisation de la question climatique, étant donné qu'il considère la politique climatique de l'Union comme un obstacle et rejette les objectifs de réduction des émissions fixés par l'UE pour la Pologne.

5.4.1.2. *Parti populaire danois (Danemark)*

Le Parti populaire danois (Dansk Folkeparti) est un parti conservateur et nationaliste qui souhaite que le Danemark sorte de l'UE. Il a obtenu quatre sièges lors des élections européennes récentes. Dans son programme d'octobre 2002, il ne se prononce pas sur le changement climatique, mais suggère d'adapter notre mode de vie pour tenir compte de ses conséquences à long terme¹⁴⁸. Il veut assurer sur le plan national et international une exploitation responsable des ressources de la planète épargnant au maximum la nature et toutes les créatures vivantes. La question de la reconnaissance du changement climatique et de la nécessité de prendre des mesures pour le combattre reste donc ouverte en ce qui concerne ce parti.

¹⁴⁷ Programme électoral de Law and Justice (2014), *Program Prawai i Sprawiedliwości*, p. 89, Récupéré le 28 juillet 2014 de <http://www.pis.org.pl/dokumenty.php?s=partia&iddoc=164>.

¹⁴⁸ Programme électoral du Parti populaire danois (2002), *The Party Program of the Danish People's Party*, Récupéré le 23 juillet 2014 de http://www.danskfolkeparti.dk/The_Party_Program_of_the_Danish_Peoples_Party.

5.4.1.3. *Parti démocratique civique (ODS – République Tchèque)*

L'ODS (Občanská demokratická strana) est un parti conservateur eurosceptique fondé par Václav Klaus qui fut Premier ministre et deux fois Président de la République tchèque (jusqu'en 2013). Lors des élections européennes récentes il a gagné deux sièges au PE. Václav Klaus niait la réalité du réchauffement climatique et refusait d'admettre le large consensus scientifique sur ses origines anthropiques. Il considérait que lutter contre le changement climatique était coûteux et inutile et dénonçait le mouvement écologiste comme une menace à la liberté de l'individu¹⁴⁹.

Le programme de l'ODS pour les élections européennes de 2014 prend ses distances avec la position de son fondateur. On peut y lire en titre que les engagements climatiques européens unilatéraux font du tort aux entreprises et augmentent le prix de l'électricité¹⁵⁰. Le parti se dit cependant favorable à l'augmentation de l'efficacité énergétique, l'innovation et le développement de nouvelles technologies, en précisant qu'une diminution des émissions de CO₂ pourrait être un « effet secondaire » de ces mesures. En revanche, il s'oppose aux quotas obligatoires et au renforcement des engagements climatiques de l'UE, car la part des émissions mondiales de l'Europe n'est que d'environ 10% et que la réduction de ces émissions n'aurait qu'un effet mineur et risquerait de désavantager l'industrie européenne, et donc tchèque. Il pointe également comme conséquence de cette politique l'augmentation du prix de l'électricité en République tchèque qui menacerait la compétitivité de son industrie. Par ailleurs, il défend le droit des Etats Membres de choisir leurs sources d'énergie, et ainsi permettre à la République tchèque de continuer à utiliser le nucléaire. L'ODS soutient également l'amélioration de l'efficacité énergétique, pour autant qu'elle ne grève pas l'économie des pays européens ni ne nuise à leur compétitivité dans le tiers monde et surtout n'entraîne pas une augmentation des coûts de l'énergie pour les citoyens et les entreprises tchèques¹⁵¹ ».

En conclusion, sans être aussi radical que son fondateur, l'ODS se classe dans la troisième catégorie, celle de la minimisation de la question climatique, car il rejette toute politique de lutte contre le changement climatique qui serait défavorable à l'économie et à la compétitivité tchèque, sans se prononcer sur la réalité du changement climatique. De plus, il ne prône pas une réduction des émissions directe, mais comme « effet secondaire » d'autres mesures plus impératives.

¹⁴⁹ DE PRYCK Kari, *Evaluer l'influence du scepticisme climatique du président tchèque Václav Klaus sur l'opinion publique tchèque*, (Mémoire de fin d'études), Université Libre de Bruxelles, p. 28, 62.

¹⁵⁰ Programme électoral du Parti démocratique civique (ODS) (2014), *Otáčíme EU správným směrem - Volby do Evropského parlamentu 2014*, Récupéré le 20 juillet 2014 de <http://www.ods.cz/docs/programy/program-volbyEP2014-velky.pdf>.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 20

5.4.1.4. *Vrais Finlandais (Finlande)*

Les Vrais Finlandais (Perussuomalaiset ou Finn's Party) est un parti populiste eurosceptique, « classé à l'extrême-droite en Europe mais siégeant au centre gauche au Parlement finlandais¹⁵² ». Il a remporté deux sièges au PE lors des dernières élections. Son programme pour les élections parlementaires de 2011 ne fait pas mention du changement climatique¹⁵³. On peut seulement y lire (sous le titre « Putting Finland's world of work and entrepreneurship first ») que le parti croit fermement que les politiques climatiques doivent être repensées et reformulées avec des paramètres d'émission spécifiques. Il s'oppose également aux taxes environnementales (ou taxes vertes). Au niveau de la politique énergétique, le parti considère la recherche de l'autosuffisance comme décisive dans les choix des solutions énergétiques. Il soutient le développement de sources d'énergies renouvelables, tout en précisant qu'il doit venir en complément du nucléaire. Etant donné qu'il désire modifier les politiques climatiques et rejette la mise en place de taxes environnementales, les Vrais Finlandais se classe à la limite de la troisième catégorie, car ils minimisent clairement la question climatique, sans rejeter toute politique visant à lutter contre le changement climatique.

5.4.1.5. *Discussion*

Les positions des partis du groupe ECR vis-à-vis du changement climatique sont fort différenciées. Les tableaux résumant l'analyse des partis de l'ECR est repris à l'annexe 2. Parmi les sept partis étudiés, un parti (AfD) peut être classé dans la deuxième catégorie des climato-sceptiques, deux partis (ODS et Law and Justice) peuvent être classés dans la troisième catégorie et deux autres (Parti populaire danois et Vrais Finlandais) ont une position indéfinie. Les trois derniers partis (Conservative Party, N-VA et ChristenUnie/SGP) reconnaissent le changement climatique et sont favorables à la prise de mesures en vue de le combattre. Il faut toutefois noter que le Conservative Party veut que les objectifs en matière d'énergies renouvelables soient non contraignants pour les Etats membres.

L'AfD est le parti le plus climato-sceptique du groupe, suivi de l'ODS qui se prononce contre les engagements unilatéraux de l'UE et qui n'envisage de réduction des émissions de CO₂ que comme les « effets secondaires » d'autres mesures. Law and Justice est un peu moins radical que l'ODS, mais se classe tout de même dans la troisième catégorie, étant donné qu'il veut

¹⁵² FEVRIER Renaud (2014, 15 mai), *Les Vrais Finlandais : leur programme ? L'Europe oui, l'UE non*, Récupéré le 3 août 2014 de <http://tempsreel.nouvelobs.com/elections-europeennes-2014/20140505.OBS6147/les-vrais-finlandais-leur-programme-l-europe-oui-l-ue-non.html>.

¹⁵³ Résumé du programme électoral des Vrais Finlandais (2011), *Fit for the Finns – The Finns party's election programme for the parliamentary election 2011 / Summary*, Récupéré le 3 août 2014 de http://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2013/04/Perussuomalaisten_eduskuntavaaliohjelmalla_2011-english_summary_2.0.pdf.

renégocier les objectifs de la Pologne en matière de réduction des émissions de CO₂. Et bien qu'il se dise favorable au développement des énergies renouvelables, il veut assurer la place du charbon comme source principale d'énergie primaire. La position des Vrais Finlandais n'est pas claire, mais montre une tendance à flirter avec la limite de la catégorie de la minimisation de la question climatique. Nous ne pouvons pas nous prononcer sur la position du Parti populaire danois, étant donné le peu d'information disponible à ce sujet, mais son silence est à noter.

Les deux partis majoritaires dans le groupe ECR, le Conservative Party (19 députés) et Law and Justice (18 députés) ont une position distincte sur la question climatique. Le premier est favorable à des mesures de lutte contre ce changement, tandis que le second s'y oppose. Mais l'AfD et l'ODS s'opposant également à ces mesures, ils totalisent à eux trois plus d'un tiers des députés du groupe.

5.4.2. Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD)

L'EFDD compte actuellement 48 députés au PE issus de sept pays, avec 6,39% des voix aux dernières élections. L'EFDD rassemble les membres du UK Independence Party (24), du Movimento 5 Stelle (17), d'Ordre et Justice (Lituanie – 2), des Démocrates Suédois (2), l'Union des Verts et des Paysans (Lettonie – 1), du Parti des citoyens libres (République Tchèque – 1) ainsi qu'une Française qui s'était présentée sur les listes du Front National.

Le Front National n'étant pas inscrit dans ce groupe, nous négligerons l'analyse des positions de la seule Française dans l'EFDD. Les programmes de UKIP et du Movimento 5 Stelle ont déjà été étudiés dans la première analyse. Nous étudierons ci-après les programmes des partis qui n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse.

5.4.2.1. *Démocrates Suédois (Suède)*

Démocrates Suédois (Sverigedemokraterna) est un parti nationaliste et eurosceptique opposé à l'immigration et désireux de renégocier les termes de la participation de la Suède à l'UE. Suite aux dernières élections européennes, le parti a envoyé deux membres au PE. Le résumé de ses politiques A-Z ne mentionne pas le changement climatique¹⁵⁴. Il s'intéresse à l'environnement mais dans la mesure où celui-ci est étroitement lié à sa politique énergétique. Il se prononce pour une sécurité d'approvisionnement, l'efficacité énergétique et la responsabilité environnementale. Le parti affirme que l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, telles que le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité, doivent être soutenues. Pour lui, le nucléaire

¹⁵⁴ Politiques A à Z des Démocrates Suédois (s.d.), *Vår politik – en översikt*, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://sverigedemokraterna.se/var-politik/var-politik-a-till-o/>.

reste indispensable, tant que les énergies renouvelables ne seront pas disponibles en quantité suffisante. Il prône une politique énergétique guidée par une approche écologique, mais les grands défis tels que le changement climatique semblent lui échapper. L'éolien est vu comme un complément à l'approvisionnement énergétique, mais pas comme un substitut. Dès lors, il préconise que les moyens consacrés aujourd'hui à soutenir l'expansion des parcs éoliens soient investis dans d'autres secteurs de la politique énergétique. Le silence autour de la question climatique malgré un accent placé sur la politique environnementale laisse en suspens la question du climato-scepticisme au sein du parti.

5.4.2.2. *Ordre et Justice (TT – Lituanie)*

Ordre et Justice (Tvarka ir teisingumas) est un parti conservateur et eurosceptique qui a obtenu deux sièges aux dernières élections européennes. Son programme établi pour les élections lituaniennes de 2008 ne mentionne ni le réchauffement climatique ni la protection de l'environnement¹⁵⁵. Dans le chapitre « économie et énergie », le parti se prononce pour un soutien de l'Etat aux technologies qui réduisent les émissions de CO₂. Il est favorable aux énergies alternatives et à l'utilisation des ressources énergétiques locales. Son désir de réduire les émissions de gaz à effet de serre témoigne d'une conscience des risques du changement climatique mais son engagement reste faible.

5.4.2.3. *Union des Verts et des Paysans (ZZS – Lettonie)*

L'Union des Verts et des Paysans (Zaļo un Zemnieku savienība) a obtenu un siège aux dernières élections européennes. Son programme électoral, disponible sur son site internet, ne fait pas mention du changement climatique¹⁵⁶. Il parle d'assurer l'indépendance énergétique du pays et d'améliorer l'efficacité énergétique de l'économie, mais sans faire de lien avec les émissions de gaz à effet de serre. Il dit vouloir « assurer la durabilité des ressources de la pêche et de l'aquaculture » et promouvoir la préservation environnementale d'eaux importantes pour la pêche. Le parti veut faire de la Lettonie un pays avec un niveau élevé de sensibilisation du public vis-à-vis de l'environnement. Il veut également la protéger des risques nucléaires. L'Union des Verts et des Paysans adopte au final une position proche de celle des Démocrates Suédois, où l'environnement occupe une place importante mais où le changement climatique est passé sous silence.

¹⁵⁵ Programme électoral d'Ordre et Justice (2008), *Party Order and Justice electoral programme for 2008 parliament elections*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://www.tvarka.lt/index.php?id=674>.

¹⁵⁶ Programme électoral de l'Union des Verts et des Paysans (2014), *Saimnieki savāa zemē*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.zzs.lv/11saeimas-velesanas>.

5.4.2.4. *Parti des citoyens libres (République Tchèque)*

Le Parti des citoyens libres (Trana svobodných občanů) est un parti eurosceptique fondé en 2009. Il fait partie du groupe Europe of Freedom and Direct Democracy et a remporté un siège aux élections européennes récentes. Le changement climatique n'apparaît pas dans son programme politique. Le parti est pour une sortie de la République Tchèque de l'UE tout en restant dans l'Association européenne de libre-échange¹⁵⁷. Le parti se prononce pour une « réelle protection de l'environnement » et pour l'établissement de règles claires pour le fonctionnement des établissements qui émettent des polluants. Des limites d'émissions renforcées pourraient être exigées dans les économies plus riches. Mais il ne faut pas pour autant se focaliser sur ces émissions qui sont, selon le parti, principalement d'origine naturelle. Dans le chapitre « Conservation de la nature par rapport à l'idéologie », le parti affirme que « les politiques environnementales mises en œuvre au nom de l'idéologie écologiste sont mauvaises car elles sont un produit de l'idéologie¹⁵⁸ ». Il donne en exemple le Protocole de Kyoto et la politique européenne de négociation des émissions de CO₂, qu'il accuse de conduire à un déplacement de la production vers la Chine ou l'Inde. Il est en faveur de tenir compte des impacts environnementaux pour la construction de nouveaux bâtiments, mais sans entrave de la part des associations écologistes, et en évaluant également l'impact qu'aurait une non-construction. Pour le parti, la conservation de la nature est essentiellement du ressort de l'action locale. Il admet des accords internationaux dans le cas d'influences transfrontalières sur l'environnement, mais plaide pour plus d'indépendance pour chaque Etat au niveau de la politique environnementale. Le parti rejette les politiques de lutte coordonnée contre le changement climatique et pourrait donc être classé dans la troisième catégorie du climato-scepticisme. Mais il va plus loin et met implicitement en doute l'origine anthropique des émissions de gaz à effet de serre, ce qui le classe dans la deuxième catégorie des climato-sceptiques.

5.4.2.5. *Discussion*

Les positions des partis au sein de l'EFDD sont également fort mitigées. La synthèse de l'analyse de ces partis est reprise à l'annexe 3. Parmi les six partis qui composent le groupe (étant donné que nous négligeons ici la députée du FN), le Parti des citoyens libres est le seul à se situer dans la deuxième catégorie des climato-sceptiques. Il affirme en effet que les émissions de CO₂ qui préoccupent tant sont d'origine naturelle. UKIP, que nous avons étudié

¹⁵⁷ Programme électoral du Parti des citoyens libres (2014), *Politický program Strany svobodných občanů : Svoboda, odpovědnost a spravedlnost*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.svobodni.cz/files/docs/Politicky-program.pdf>.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 22.

précédemment, se place dans la troisième catégorie, celle de la minimisation de la question climatique. Notons toutefois que UKIP est assez radical, il veut supprimer le Climate Change Act qui est bien trop onéreux à son goût et qualifie les énergies renouvelables « d'arnaques ». Ordre et justice semble adopter une position plutôt favorable à la lutte contre le changement climatique sans réellement s'engager. Il est en faveur de technologies qui réduisent les émissions de CO₂ sans prendre position vis-à-vis des objectifs contraignants de l'UE en la matière. La position du Movimento 5 Stelle semble proche, dans le sens où elle soutient une politique de réduction des émissions, sans même mentionner le changement climatique. La position des deux autres partis (Démocrates Suédois et Union des Verts et des Paysans) est indéfinie. Ils sont tous deux pour l'amélioration de l'efficacité énergétique, mais passent le changement climatique totalement sous silence.

Il est intéressant de noter que les deux partis majoritaires au sein de l'EFDD, UKIP (24 députés) et le Movimento 5 Stelle (17 députés), ont une position distincte sur la question climatique. On ne peut encore déterminer quelle position l'ensemble des députés du groupe adoptera au PE mais UKIP peut avoir une influence sur les autres députés dont les partis n'ont pas encore de position claire vis-à-vis du changement climatique.

5.4.3. Alliance européenne pour la liberté (AEL)

Ce dernier groupe n'a pas pu s'inscrire en tant que tel au PE car il n'a réussi à regrouper des députés que de cinq pays, alors qu'il en faut venant d'au moins sept pays. Les partis membres de l'Alliance européenne pour la liberté se retrouvent donc dans le groupe des Non inscrits. Néanmoins, regroupant quasi exclusivement des partis qui se situent à droite des conservateurs sur l'échiquier politique, il nous paraît important de l'inclure dans notre analyse. Les partis membres de l'AEL ont tous déjà été étudiés dans notre analyse au niveau des pays (Front National, Partij Voor de Vrijheid, Vlaams Belang, Lega Nord, Freiheitliche Partei Österreichs), néanmoins nous utiliserons les résultats de ces analyses pour comparer les partis au sein du groupe et la position du groupe par rapport aux autres groupes. Le tableau résumant l'analyse de l'AEL se trouve dans l'annexe 4.

Le parti majoritaire de l'AEL avec 23 députés sur 37, le FN n'a pas une position claire vis-à-vis du changement climatique. Mais tous les autres partis du groupe se placent dans la troisième catégorie, celle de la minimisation du changement climatique et du rejet des politiques visant à le combattre. Chaque parti développe ses propres arguments pour justifier le rejet des politiques. Dans le cas du Vlaams Belang, l'aspect minimisation du changement climatique est fort présent – il critique les scénarios catastrophe et se dit agacé par les jeux de pouvoirs – et c'est ce qui motive son rejet des politiques. C'est aussi ce qui anime le FPÖ, qui voit dans le changement

climatique principalement une excuse pour soutirer de l'argent au contribuable. Le PVV et la Lega Nord adoptent une position quelque peu plus radicale. Le PVV dénonce une « hystérie autour du climat » et la Lega Nord veut se libérer de « l'autarcie éco-fasciste » de l'UE.

5.4.4. Partis de droite non-inscrits

Nous étudierons ici également les programmes de deux autres partis, Jobbik et Aube Dorée, qui ne sont inscrit dans aucun groupe au Parlement européen, bien que Jobbik fût membre de l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN), entre autres aux côtés du Front National.

5.4.4.1. Jobbik (Hongrie)

Jobbik est un parti nationaliste d'extrême-droite qui a obtenu 23 sièges aux dernières élections législatives et trois députés aux dernières élections européennes. Il ne fait partie d'aucun groupe européen. Le changement climatique n'apparaît pas dans son programme électoral de 2010 disponible en anglais¹⁵⁹. La section sur l'environnement se limite à la Hongrie (protection de l'eau, espaces verts, etc.). Le climat n'est que brièvement mentionné dans le chapitre sur la politique énergétique où le parti dit vouloir promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables dans une optique climatique autant qu'énergétique. Cependant, on peut lire un peu plus loin que Jobbik prévoit de réexaminer les engagements hongrois faits à l'UE, et n'acceptera que des « objectifs rationnels et réalistes » pour la réduction de la consommation énergétique, l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production énergétique, la diminution des émissions de gaz à effet de serre et l'augmentation proportionnelle de l'utilisation de biocarburants. Il planifie la réduction des émissions de gaz à effet de serre via l'augmentation de l'utilisation de l'énergie nucléaire. On peut donc déduire que le changement climatique n'est pas une priorité pour Jobbik qui flirte avec les limites de la troisième catégorie étant donné qu'il veut revoir les objectifs fixés par l'UE pour la Hongrie.

5.4.4.2. Aube Dorée (Grèce)

Aube Dorée (XA) est un parti fasciste qui a gagné trois sièges au PE aux dernières élections mais n'est inscrit dans aucun groupe. Dans son programme il n'évoque ni le réchauffement

¹⁵⁹ Programme électoral de Jobbik (2010), *Radical Chance – A guide to Jobbik's parliamentary electoral manifesto for national self-determination*, Récupéré le 24 mars 2014 de <http://www.jobbik.com/sites/default/files/Jobbik-RADICALCHANGE2010.pdf>.

climatique ni l'environnement¹⁶⁰. Dans sa politique énergétique il plaide pour l'exploitation du pétrole et du gaz dans la zone économique grecque de la Mer Méditerranéenne. Le parti est également favorable au développement de l'énergie solaire, éolienne et des courants maritimes, pour assurer l'indépendance énergétique de la Grèce et non pour réduire les émissions de gaz à effet de serre issus de la production et de l'utilisation des hydrocarbures. Ces émissions ne sont même pas mentionnées. On ne peut déterminer avec certitude si Aube Dorée admet la réalité du changement climatique ou non, mais ce parti ne prend en tout cas pas de mesure directe pour le combattre.

5.4.4.3. *Discussion*

L'analyse de ces deux partis nous montre qu'il n'y a pas nécessairement de corrélation entre mouvements radicaux de droite et climato-scepticisme dans les pays de l'UE. Le changement climatique ne constitue clairement pas une priorité pour ces partis, mais ils ne rejettent pas forcément en bloc les politiques visant à le combattre, tant qu'elles ne sont pas dommageables pour leur pays.

5.4.5. *Conclusion*

On ne peut pas clairement établir de théorie relative au climato-scepticisme au sein des groupes, étant donné la variété des partis qui les composent. Notons toutefois que chaque groupe compte au moins un parti qui se classe dans la troisième catégorie, celle de la minimisation de la question climatique. Le groupe qui compte le plus de partis « climato-sceptiques » est l'AEL. L'ECR est le groupe le plus mitigé, avec trois partis qui se prononcent pour la lutte contre le changement climatique, deux partis qui se rangent dans la troisième catégorie et un parti qui se classe dans la deuxième catégorie. Dans l'EFDD la position des partis est nettement plus floue. UKIP et le Parti des citoyens libres sont classés respectivement dans la troisième et la deuxième catégorie, mais trois partis sur les quatre restants ont une position indéfinie. Bien que les trois groupes représentent moins de 20% des voix au PE, et que l'AEL se trouve dans le groupe des Non-inscrits, l'ancrage du climato-scepticisme ou de la minimisation de la question climatique de certains partis aura sans doute une influence lors des débats, mais elle restera minime.

¹⁶⁰ Golden Dawn International Newsroom (2014), *The Program of the Golden Dawn*, Récupéré le 10 juillet 2014 de <http://golden-dawn-international-newsroom.blogspot.be>.

5.5. Discussion

Nous nous pencherons ici d'une part sur le lien entre climato-scepticisme et libéralisme de marché et d'autre part sur le lien entre climato-scepticisme et euroscepticisme.

5.5.1. Lien entre climato-scepticisme et libéralisme de marché en Europe

Nous avons vu qu'aux Etats-Unis il existe un lien très fort entre le climato-scepticisme et le libéralisme de marché. Le parti républicain est le parti climato-sceptique par excellence et en même temps, il compte parmi ses membres et représentants politiques un grand nombre d'adhérents au libéralisme de marché et à la liberté individuelle. Nos recherches ont montré que c'est un phénomène typiquement américain qui ne trouve guère d'écho en Europe.

Parmi les partis climato-sceptiques des deux formations conservatrices au PE (Europe de la Liberté et de la démocratie directe et Conservateurs et Réformistes européens), c'est au climato-scepticisme du nouveau parti nationaliste allemand « Alternative für Deutschland » (AfD) que correspond un plaidoyer pour l'économie de marché. Le programme du parti affirme que toute intervention de l'Etat dans les marchés nécessite une justification économique ou sociétale, qui devrait en principe être limitée dans le temps¹⁶¹. Mais le climato-scepticisme du parti est en premier lieu motivé par l'incertitude scientifique qu'il dénonce et les coûts liés à la réglementation pour la protection du climat¹⁶². De plus, son plaidoyer pour l'économie de marché est éloigné de celui tenu par les partisans du libéralisme de marché aux Etats-Unis. Le parti polonais Law and Justice appartient au même groupe que l'AfD. Il adhère lui aussi à l'économie de marché mais pour lui, l'Etat l'emporte sur le marché. Son climato-scepticisme trouve surtout sa source dans l'importance attachée au charbon comme première ressource énergétique nationale. Le parti des citoyens libres, quant à lui, met en cause le caractère anthropique du réchauffement climatique et se dit favorable aux marchés libres et à la suppression des subventions aux entreprises. Son libéralisme semble avoir motivé son climato-scepticisme.

Au Royaume Uni, il est difficile de déterminer à la seule lecture de son programme si le climato-scepticisme de UKIP correspond à un attachement rigoureux aux principes de l'économie de marché. Le seul indice dans ce sens est son exigence à maintenir les accords commerciaux conclus par l'Union Européenne après la sortie du Royaume Uni de l'Union. UKIP plaide également pour de nouveaux accords à négocier par le Royaume Uni seul. Cela

¹⁶¹ Programme électoral de Alternative für Deutschland (2014), Op. cit., p. 12-13.

¹⁶² Ibid., p. 19-20.

témoigne d'une position favorable aux marchés sans pour autant lier son climato-scepticisme à son adhésion à l'économie du marché. C'est plutôt son refus des règles européennes qui le motive.

C'était chez Václav Klaus, ancien Premier Ministre et Président de la République Tchèque ainsi que fondateur de l'ODS qu'on pouvait observer un lien explicite entre le climato-scepticisme et le libéralisme de marché¹⁶³. Il s'est affiché comme climato-sceptique extrême, niant le réchauffement climatique et réfutant le consensus scientifique sur ses origines anthropiques¹⁶⁴. En même temps, ayant fait, ses études à l'Université de Chicago, il proclamait son attachement au libéralisme de marché dans sa version américaine¹⁶⁵. L'ODS semble aujourd'hui ne pas être aussi radicale que son fondateur. Son climato-scepticisme est plutôt motivé par les effets défavorables des politiques de lutte contre le changement climatique sur l'économie tchèque.

Parmi les quatre partis climato-sceptiques de la formation politique de droite « Alliance européenne pour la liberté » (FPÖ, PVV, Lega Nord, Vlaams Belang), trois partis déclarent leur attachement aux principes de l'économie de marché. Le FPÖ parle d'une économie de marché avec une responsabilité sociale. Il préconise des impôts bas pour encourager les initiatives économiques et critique les subventions de l'Etat¹⁶⁶. Mais dans son guide pour les cadres du parti il précise que cette position n'a rien à voir avec le libéralisme préconisé par l'économiste américain Milton Friedman de l'Université de Chicago¹⁶⁷. De ce fait, le libéralisme de marché est certainement un motif du parti pour combattre la politique climatique de l'Union européenne mais il n'est pas prépondérant. Le PVV, lui, est pour une taxation basse et pour une réglementation réduite. Ceci apparaît comme une inspiration à son climato-scepticisme qui dénonce les subventions pour des énergies renouvelables et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La Lega Nord, quant à elle, est favorable aux forces du marché. Elle préconise la création d'un marché de l'énergie au sein de l'UE et s'oppose à la fixation des prix de l'énergie pour les consommateurs, à l'exception des familles pauvres. Mais son soutien à l'économie de marché n'est pas inconditionnel. Le parti demande des mesures de défense de l'UE contre les importations déloyales en provenance des pays tiers. Il préconise même une taxe carbone de l'Union pour les importations en provenance de pays sans législation climatique, ce qui n'est pas vraiment cohérent avec sa demande de suspension de la législation climatique de l'UE. Son

¹⁶³ DE PRYCK Kari, *Evaluer l'influence du scepticisme climatique du président tchèque Václav Klaus sur l'opinion publique tchèque*, Op. cit., p. 16, 62, 70.

¹⁶⁴ Ibid., p. 29

¹⁶⁵ Ibid., p.17, 29, 30

¹⁶⁶ Programme électoral du Freiheitlichen Partei Österreichs (2011), Op. Cit., p. 10-11.

¹⁶⁷ Manuel du Freiheitliche Partei Österreichs (2013), *Handbuch freiheitlicher Politik*, Op. cit., p. 172.

attachement à l'économie du marché est plutôt pragmatique et non idéologique. Il n'apparaît pas comme une motivation forte de sa position climato-sceptique. Mais sa position sur la réduction des émissions de CO₂ est également une conséquence de son hostilité au pouvoir législatif de l'Union qu'elle veut limiter au profit des Etats Membres et des régions.

En conclusion, l'attachement aux principes de l'économie de marché n'est pas une motivation forte pour le climato-scepticisme des partis. Cet aspect n'apparaît que dans quatre partis, le FPÖ, le PVV et l'AfD et le Parti des citoyens libres, sans avoir une prépondérance par rapport à d'autres aspects.

5.5.2. Lien entre climato-scepticisme et euroscepticisme

Nous avons vu que, contrairement à la situation aux Etats-Unis, l'attachement au libéralisme de marché n'est pas une force mobilisatrice pour le climato-scepticisme en Europe. Nous nous pencherons donc ici sur le lien entre climato-scepticisme et euroscepticisme, lequel monte en flèche ces dernières années.

Dans les deux formations politiques conservatrices (« Conservateurs et Réformistes européens » et « Europe de la Liberté et de la Démocratie directe »), tous les partis climato-sceptiques sont également eurosceptiques mais à des degrés divers. UKIP ainsi que le Parti des citoyens libres tchèque veulent faire sortir leur pays respectif de l'Union. L'AfD désire que l'Allemagne quitte l'euro mais pas l'Union. Cependant, la critique de UKIP contre la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne s'adresse pas seulement aux dispositions prises par l'Union mais aussi à celles prise par le Royaume Uni, notamment le Climate Change Act de 2008 qui rend obligatoire un programme de réduction des émissions de 80% d'ici 2050. Comme l'Union poursuit les mêmes objectifs, UKIP ne laisse pas passer cette occasion pour l'attaquer également sur la promotion des énergies renouvelables. L'euroscepticisme du Parti des citoyens libres tchèque n'apparaît pas comme une motivation forte de leur climato-scepticisme.

L'AfD n'établit pas de lien entre son climato-scepticisme et son opposition à l'euro. Les autres partis climato-sceptiques veulent transformer l'Union de façon à ce que les Etats Membres aient une marge de manœuvre plus large dans certains domaines. Ainsi, le parti Law and Justice ne souhaite pas que l'Union l'empêche de donner une place centrale au charbon dans l'approvisionnement énergétique de la Pologne.

Dans la formation politique « Alliance européenne pour la Liberté », tous les partis climato-sceptiques sont également eurosceptiques. Il existe cependant des différences. Deux partis souhaitent que leur Etat Membre quitte l'Union (FN et PVV). Les trois autres ne veulent pas quitter l'Union mais plutôt la transformer pour la rendre moins contraignante pour les Etats-

Membres (FPÖ et Vlaams Belang) et les régions (Lega Nord). Pour le PVV, le climato-scepticisme n'est pas la motivation principale pour quitter l'Union mais il rejette l'Union car elle impose des règles qui ne lui conviennent pas en matière de climat. Dans le cas du PVV, du FPÖ, de la Lega Nord et du Vlaams Belang, c'est le fait que l'Union impose une réduction des émissions de CO₂ qu'ils dénoncent. La lutte de ces deux partis contre le pouvoir législatif de l'UE a trouvé un objectif spécifique.

5.6. Conclusion

On trouve des partis tenant un discours climato-sceptique dans les trois groupes politiques européens étudiés (conservateurs et de droite ; ECR, EFDD et AEL). Par contre, le climato-scepticisme semble absent des partis de droite qui ne sont inscrits dans aucun groupe (NPD, Aube Dorée et Jobbik). Jobbik flirte avec les limites de la troisième catégorie sans vraiment en faire partie, tandis que le NPD et Aube Dorée restent silencieux sur la question climatique. La préoccupation du sort national entraînerait-elle une négligence des problèmes planétaires ?

Parmi les huit partis conservateurs ayant plus d'un député au PE (Conservatives (UK), Law and Justice (PL), AfD (DE), ODS (CZ) et N-VA (BE), ChristenUnie/SGP (NL), Parti populaire danois (DK), Vrais Finlandais (FI)), on n'en compte que trois qui sont réellement climato-sceptiques. L'AFD est le plus radical car il met en doute la réalité du changement climatique et se retrouve donc dans la deuxième catégorie. Le parti Law and Justice et l'ODS se rangent dans la troisième catégorie, le premier car il ne veut pas perdre le charbon comme source énergétique principale, et le second rejette les politiques de lutte contre le changement climatique qui nuiraient à l'industrie tchèque. Le parti des Vrais Finlandais a quant à lui une position ambiguë, aux limites de la troisième catégorie, sans réellement en faire partie. La position du Parti populaire danois n'est pas claire. On peut se demander si derrière son silence se cache un climato-scepticisme qui n'ose pas s'affirmer ou si c'est leur nationalisme qui les empêche de s'intéresser aux problèmes planétaires.

Dans la famille politique conservatrice du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD), seuls UKIP et le Parti des citoyens libres sont résolument climato-sceptiques. Néanmoins, le programme de UKIP ne met pas explicitement en doute le caractère anthropique du réchauffement climatique. Mais les déclarations de son leader Nigel Farage remettent ostensiblement en doute la réalité même du changement climatique, ce qui nous conduit à penser que la position modérée du parti dans son programme ne relève que d'une tactique électorale. Le Parti des citoyens libres met quant à lui ouvertement en doute l'origine anthropique du réchauffement climatique. Deux partis ne se prononcent pas sur le réchauffement climatique, le parti des Démocrates Suédois et le parti letton Union des verts et

des paysans. C'est également le cas pour le NPD allemand et l'Aube grecque qui se positionnent à droite des groupes conservateurs sans avoir joint l'AEL.

Au sein de l'Alliance Européenne pour la Liberté (AEL), tous les partis sont « climato-sceptiques » au sens de la troisième catégorie, mais aucun ne met explicitement en cause l'origine anthropique du réchauffement climatique. Le Vlaams Belang n'en est pas loin lorsqu'il dénonce l'alarmisme des défenseurs du climat. Le PVV s'exprime dans le même sens quand il fustige l'hystérie autour du climat. Dans la même veine, on trouve le FPÖ qui prétend que la campagne contre le changement climatique n'est qu'un moyen de tirer de l'argent des poches du contribuable. Il n'est finalement pas si surprenant qu'ils n'abordent pas le problème du point de vue scientifique car ils savent qu'ils n'auront pas gain de cause. Il est plus utile de dénoncer les effets économiques néfastes d'une réduction des émissions. Le Front National n'est pas le parti le plus climato-sceptique étant donné qu'il soutient la réduction des émissions, mais les mesures qu'il propose sont impraticables, comme la production locale sans échanges internationaux. Le parti qui se présente comme le plus radical est la Lega Nord qui lutte contre « l'éco-fascisme » et veut la suspension complète du programme de l'UE visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il s'oppose même au développement des énergies renouvelables. Les déclarations de leaders de quelques partis (Marine Le Pen pour le FN, Heinz-Christian Strache pour le FPÖ) ainsi que certains documents publiés sur le site web des partis mettent en doute les conclusions du GIEC et appuient l'idée selon laquelle le changement climatique serait un phénomène naturel. On peut imaginer que les programmes adoptent une position plus modérée pour des raisons tactiques.

Presque tous les partis qui se classent dans l'une des trois catégories du climato-scepticisme se prononcent pour la protection de l'environnement, qui pour eux n'inclut pas la lutte contre le changement climatique. Le PVV néerlandais et le parti tchèque des citoyens libres font figure d'exception, car ils affichent également un certain scepticisme à l'égard du mouvement environnemental en général. Notons également que les partis qui restent silencieux sur la question climatique sont généralement pour la protection de l'environnement.

VI. Conclusions générales

Dans ce mémoire, nous nous sommes intéressés à la polarisation politique autour de la question climatique en Europe. Nous avons émis l'hypothèse selon laquelle en Europe, le discours climato-sceptique, que nous déclinons en trois catégories, serait davantage présent dans les partis de droite. L'analyse des programmes des partis de l'ensemble du paysage politique de plusieurs pays de l'Union a confirmé cette hypothèse. Les partis se situant le plus à droite de l'échiquier politique ont davantage tendance à nier ou minimiser le changement climatique et à

rejeter les politiques visant à le combattre. Parmi les partis climato-sceptiques, seule une minorité se range dans la première ou la seconde catégorie du climato-scepticisme, tandis que la majorité se range dans la troisième catégorie, souvent sans se prononcer sur la réalité du changement climatique.

La seconde partie de l'analyse, qui s'intéresse aux partis membres des trois groupes conservateurs ou de droite au Parlement européen, indique quant à elle qu'on ne peut généraliser le climato-scepticisme en Europe à tous les partis conservateurs ou de droite. Au sein de chaque groupe, les positions varient fortement, et certains partis ne se prononcent tout simplement pas sur la question. Il faut toutefois noter que le discours climato-sceptique est particulièrement fort dans la formation politique à droite des conservateurs au PE (AEL) où tous les partis se classent dans la catégorie de la minimisation du changement climatique, bien que la position du FN soit ambiguë à ce propos. Les deux autres groupes sont plus nuancés même s'ils comptent dans leurs rangs des partis plus fermes dans leurs positions climato-sceptiques comme UKIP au Royaume-Uni (EFDD) et comme Law and Justice en Pologne (ECR). L'étude des programmes de deux autres partis de droite, Jobbik en Hongrie et Aube Dorée en Grèce, montre que la radicalisation des partis n'entraîne pas une radicalisation de leur position vis-à-vis du changement climatique.

La situation aux Etats-Unis a constitué le point de départ de notre étude sur la polarisation politique européenne autour de la question climatique. Nous nous pencherons ici brièvement sur les différences et les similitudes en la matière de part et d'autre de l'Atlantique nord.

La première grande différence concerne la situation politique. Aux Etats Unis, la vie politique est dominée par deux grands partis, les Républicains et les Démocrates. En Europe la situation est beaucoup plus différenciée, avec un spectre politique large qui comprend un grand nombre de partis dont les positions sur l'échiquier sont fort nuancées entre la gauche, le centre et la droite. A l'exception du Royaume-Uni, le clivage politique entre droite et gauche est souvent confus. Néanmoins la polarisation politique qui caractérise le débat politique américain sur le réchauffement climatique trouve quand même un écho en Europe. Comme l'analyse des partis politiques des Etats membres l'a montré, le discours climato-sceptique se retrouve plutôt dans les partis de droite. Cependant, la droite européenne est loin d'être homogène sur cette question. Il est surprenant de constater que les partis le plus à droite sur l'échiquier politique ne sont pas forcément les plus climato-sceptiques, ce qui contraste avec la position du Tea Party aux Etats-Unis.

Une deuxième différence notable entre les deux côtés de l'Atlantique réside dans la forme du débat. En Europe, la majorité des partis climato-sceptiques se garde bien d'entrer dans les controverses scientifiques. On remarque toutefois que certains leaders de partis ne mâchent plus

trop leurs mots à cet égard, comme en témoignent les déclarations récentes de Marine le Pen (FN), Heinz-Christian Strache (FPÖ) et de Nigel Farage (UKIP). Les partis climato-sceptiques européens préfèrent mettre l'accent sur les conséquences désastreuses pour l'économie européenne et, en particulier, les répercussions dommageables en cas de mesures unilatérales prises par l'Europe sans que les Etats-Unis, la Chine et l'Inde prennent des mesures similaires. Ce discours rappelle les arguments des activistes conservateurs américains qui affirment que les mesures préconisées pour lutter contre le réchauffement climatique sont plus nocives que bénéfiques. Mais la « machine du déni » n'existe pas en Europe. Les différents établissements de recherche climato-sceptiques européens ne sont en rien comparables aux établissements de recherche (think tanks) américains¹⁶⁸.

Il faut également noter que les discours analysés infirmant l'origine anthropique du réchauffement climatique (PVV, UKIP, VB, FN) attaquent systématiquement le GIEC et ses rapports, ce qui confirme que cet argument du discours climato-sceptique est également présent dans certains partis politiques en Europe.

Sur le vieux continent, peu de partis climato-sceptiques s'opposent à la protection de l'environnement, tandis qu'aux Etats-Unis, le climato-scepticisme est le fer de lance de l'anti-environnementalisme.

L'analyse réalisée ici est sélective et non exhaustive, et il serait dès lors intéressant de poursuivre des recherches dans ce sens, afin d'avoir une vue plus complète du climato-scepticisme dans les partis européens. Il serait également intéressant d'observer les interventions et prises de position des députés rattachés à des partis classés ici dans l'une des trois catégories du climato-scepticisme lors des assemblées au PE et d'étudier l'influence de certains partis comme UKIP ou Law and Justice sur les autres membres de leurs groupes respectifs.

¹⁶⁸ LABOHM Hans (2012), *Climat Scepticism in Europe*, *Energy and Environment*, Vol.23 (8), p. 1311-1318.

VII. Bibliographie

7.1. Ouvrages et articles

ANTONIO Robert J. & BRULLE Robert J. (2011) “The Unbearable Lightness of Politics: Climate Change Denial & Political Polarization.”, *Sociological Quarterly*, 52, p. 195-202.

BACHRACH Peter & BARATZ Morton (1970), *Power and Poverty*, New York: Oxford University Press.

BEGLEY Sharon (2007, 13 août), “The truth about denial”, *Newsweek*, 150 (7), p. 20-29.

FOUCART Stéphane (2010), *Le populisme climatique. Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science*, Mesnil-sur-l’Estrée, Editions Denoël.

BOZONNET Jean-Paul (2012), “Le contre-récit climatique dans l’opinion européenne”, in ZACCAI Edwin, GEMENNE François & DECROLY Jean-Michel (dir.) (2012), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Science Po, p. 195-219.

BUELL Frederick (2003), *From apocalypse to way of life: Environmental crisis in the American century*, New York: Routledge.

DANDOY Régis, MATAGNE Geoffroy & VAN WYNSBERGHE Caroline (eds.) (2013), *Le fédéralisme belge : Enjeux institutionnels, acteurs socio-politiques et opinions publiques*, Louvain-La-Neuve, Academia-L’Harmattan, Collection « Science politique » n° 15.

DE PRYCK Kari, *Evaluer l’influence du scepticisme climatique du président tchèque Václav Klaus sur l’opinion publique tchèque*, (Mémoire de fin d’études), Université Libre de Bruxelles.

GODARD Olivier (2012), “Les controverses climatiques en France”, in ZACCAI Edwin, GEMENNE François & DECROLY Jean-Michel (dir.) (2012), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Science Po, p. 117-140.

JACOBSON Gary C (2011)., *The President, the Tea Party, and the Voting Behavior in 2010: Insights From the Cooperative Congressional Election Study*, prepared for delivery at the 2011 Annual Meeting of the American Political Science Association, Seattle, Washington.

JACQUES Peter, DUNLAP Riley & FREEMAN Mark (2008), “The organization of denial: Conservative think tanks and environmental skepticism”, *Environmental Politics*, 17 (3), p. 349-385.

KARPOWITZ Christopher F., MONSON J. Quin, PATTERSON Kelly D. & POPE Jeremy (2011), “Tea Time in America? The Impact of the Tea Party Movement on the 2010 Midterm Congressional Elections”, *PS: Political Science and Politics*, 44, p. 303-309.

LEISEROWITZ, A., MAIBACH, E. ROSER-RENOUR, C. & HMIELOWSKI, J.D. (2011), *Politics & Global Warming: Democrats, Republicans, Independents, and the Tea Party*, Yale University and George Mason University, New Haven, CT: Yale Project on Climate Change Communication, Récupéré le 25 juin 2014 de <http://environment.yale.edu/climate-communication/files/PoliticsGlobalWarming2011.pdf>.

LUKES S. (1974), *Power: A radical view*, London: Macmillan Press.

MARKÓ István et al. (2013), *Climat: 15 vérités qui dérangent*, Texquis, Belgique.

MCCRIGHT Aaron & DUNLAP Riley (2003), "Defeating Kyoto", *Social Problems*, 50 (3), p. 348-373.

MCCRIGHT Aaron (2007), "Dealing with climate change contrarians", in MOSER Suzanne C. et DILLING Lisa (eds.), *Creating a Climate for Change: Communicating Climate Change and Facilitating Social Change* (p. 200-212), New York, Cambridge University Press.

MCCRIGHT Aaron & DUNLAP Riley (2010), "Anti-reflexivity : The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy", *Theory Culture Society*, 27 (2-3), p. 100-133.

MCCRIGHT Aaron & DUNLAP Riley (2011), "The Politicization of Climate Change and Polarization in the American Public's Views of Global Warming, 2001-2010", *The Sociological Quarterly*, 52, p. 155-194.

MCCRIGHT Aaron & DUNLAP Riley (2012), "Déni organisé et polarisation politique autour des changements climatiques aux Etats-Unis", in ZACCAI Edwin, GEMENNE François & DECROLY Jean-Michel (dir.) (2012), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Science Po, p. 173-194.

O'NEILL Saffron J. et BOYKOFF Max (2010), "Climate denial, skeptic or contrarian?", *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 107 (39).

PIET Grégory (2013), *Attention politique et processus de priorisation du débat climatique en Belgique depuis la fin des années 1980*, Formation « Management Stratégique Carbone », 25 octobre, Université Catholique de Louvain (UCL).

SEILER Daniel-Louis (2011), *Clivages et familles politiques en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

ZACCAI Edwin et al. (2012), *Controverses climatiques, sciences et politique*. Paris. Presses de Sciences Po.

7.2. Sur le web

DIJKSTRA Remco (2014, 7 mai), *Klimaatpanel moet niet overdrijven*, Récupéré le 8 août 2014 de http://www.remcodijkstra.vvd.nl/actueel_21158/68080/.

FEVRIER Renaud (2014, 15 mai), *Les Vrais Finlandais : leur programme ? L'Europe oui, l'UE non*, Récupéré le 3 août 2014 de <http://tempsreel.nouvelobs.com/elections-europeennes-2014/20140505.OBS6147/les-vrais-finlandais-leur-programme-l-europe-oui-l-ue-non.html>.

FOUCART Stéphane (2010), "Plus de 400 climatologues en appellent à la ministre", *LeMonde.fr*, Récupéré le 26 juillet 2014 de http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/04/01/plus-de-400-climatologues-en-appellent-a-la-ministre_1327361_3244.html.

GdG (2013, 12 juillet), *Wilders : energieakkoord is geldverspilling*, Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.pvv.nl/index.php/36-fj-related/geert-wilders/6902-wilders-energieakkoord-is-geldverspilling.html>.

HOGELING Thomas, De Speld (2010, 1er mars), *PVV en VVD: „Tijd voor democratisch besluit over klimaat”*, Récupéré le 8 août 2014 de <http://www.speld.nl/2010/03/01/pvv-en-vvd-tijd-voor-democratisch-besluit-over-klimaat/>.

IPCC (s.d.), *Comment le GIEC est organisé*, Récupéré le 2 juillet 2014 de http://www.ipcc.ch/organization_giec_fr.shtml.

Karen (2013, 17 octobre), *AO Klimaat : Klimaatbeleid zonder basis*, Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.pvv.nl/index.php/83-fj-related/machiel-de-graaf/7139-ao-klimaat-klimaatbeleid-zonder-basis.html>.

OBAMA Barack – Organizing For Action [s.d.], *Call Out the Climate Change Deniers*, <http://ofa.barackobama.com/climate-deniers/#/>

QUINN Justin (s.d.), *A definition of Astroturfing*, Récupéré le 3 juillet 2014 de <http://usconservatives.about.com/od/glossaryterms/g/Astroturf.htm>.

Sebastian (2014, 18 mars), *PVV : Klimaatbeleid Mansveld kan in de prullenbak*, Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.pvv.nl/index.php/83-fj-related/machiel-de-graaf/7474-klimaat180314.html>.

7.3. Eurobaromètres et sondages

Eurobaromètre Spécial 300, *Rapport : Les attitudes des Européens vis-à-vis du changement climatique*, Terrain : mars – mai 2008, Publication : septembre 2008.

Eurobaromètre Spécial 313, *Rapport : Les attitudes des Européens vis-à-vis du changement climatique*, Terrain : janvier – février 2009, Publication : juillet 2009.

Eurobaromètre Spécial 372, *Rapport : Le changement climatique*, Terrain : juin 2011, Publication : octobre 2011.

Eurobaromètre Spécial 409, *Climate Chance report*, Terrain : novembre-décembre 2013, Publication : mars 2014.

Ifop pour Avaaz.org (2014), *Les Français et le changement climatique : Résultats détaillés*, Récupéré le 12 juillet 2014 de http://www.reporterre.net/IMG/pdf/climat-sondage_avaaz-fev_2014.pdf.

IPSOS France (2010), *Les Français et le réchauffement climatique, un mois après le sommet de Copenhague – Etude IPSOS*, Récupéré le 12 juillet 2014 de http://sciences.blogs.liberation.fr/files/rapport_les_francais_et_le_rechauffement_climatique.pdf

Market Analysis & Synthesis (M.A.S.) pour le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (2014), *Enquête sur le climat 2013 – Rapport final*, Récupéré le 3 juillet 2014 de http://www.climat.be/files/9614/0022/4076/Enquete_climat_2013_-_rapport_final.pdf.

OSBERGHAUS Daniel, SCHWIRPLIES Claudia & ZIEGLER Andreas (2013), *Klimawandel in Deutschland: Risikowahrnehmung, Wissensstand und Anpassung in privaten Haushalten (Ergebnisse einer Begragung deutscher Haushalte 2012)*, Récupéré le 10 juillet de http://www.rwi-essen.de/media/content/pages/publikationen/sonstige/Eval-Map-Werkstattbericht_Klimawandel-in-Deutschland.pdf.

Spiegel Online (2010), *Spiegel-Umfrage : Deutsche verlieren Angst vor Klimawandel*, Récupéré le 13/07/2014 de <http://www.spiegel.de/wissenschaft/natur/spiegel-umfrage-deutsche-verlieren-angst-vor-klimawandel-a-685946.html>.

7.4. Programmes électoraux et sources officielles

Belgique

La Chambre (2014), *Elections 2014 : Députés actuels – 150 membres*, Récupéré le 30 juillet 2014 de

http://www.dekamer.be/kvvcr/showpage.cfm?section=/depute&language=fr&rightmenu=right_depute&cfm=cvlist54.cfm?sorttype=group&legis=54

Parlement Européen/Bureau d'information en Belgique (2014), *Les membres belges du Parlement Européen 2014-2019*, Récupéré le 30 juillet 2014 de http://www.europarl.be/fr/les_membres_belges_du_pe.html.

Programme électoral du cdH (2014), *Programme cdH pour les élections européennes, législatives et régionales 2014*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.les-100-propositions-du-cdh.be/fr/telechargements>.

Programme électoral du Christen-Democratisch & Vlaams (2014), *Het 3D Plan van CD&V Economische groei met sociale vooruitgang*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.cdenv.be/inhoud/verkiezingsprogrammas>.

Programme électoral du Christlich Soziale Partei (2014), *Leitlinien der CSP für die EU-Wahl 2014 – „Europa gestalte. Ostbelgien vertreten“*, Récupéré le 16 juillet 2014 de http://www.csp-dg.be/images/stories/Programm/leitlinien_europa.pdf.

Programme électoral d'Ecolo (2014), *Votez avec votre temps – Programme 2014*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.ecolo.be/?-nos-priorites-et-notre-programme->.

Programme électoral du Mouvement Réformateur (2014), *L'Europe des défis – Programme MR pour les élections européennes du 25 mai 2014*, p. 8, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.mr.be/elections-2014/>.

Programme électoral de la Nieuw-Vlaamse Alliantie (2014), *Verandering Voor Vooruitgang – Verkiezingsprogramma Vlaamse, federale en Europese verkiezingen 25 mei 2014*, Récupéré le 16 juillet 2014 de http://www.n-va.be/sites/default/files/generated/files/brochure-attachment/verkiezingsprogramma_n-va_2014.pdf.

Programme électoral de l'Open VLD (2014), *Open VLD Programmacongres – Vlaanderen vleugels geven*, Récupéré le 16 juillet 2014 de

http://www.openvld.be/library/1/files/4505_definitief_programma___vlaanderen_vleugels_geven.pdf.

Programme électoral du Parti Socialiste (2014), *Plus forts, ensemble, Pour un avenir plus juste – PS Programme 2014 : Elections européennes, fédérales et régionales*. Récupéré le 16 juillet 2014 de [http://www.ps.be/Election-2014/Nos-Propositions/Les-Projets-PS-2014-\(1\)/Programme-Wallonie.aspx](http://www.ps.be/Election-2014/Nos-Propositions/Les-Projets-PS-2014-(1)/Programme-Wallonie.aspx).

Programme électoral du Parti Populaire (2014), *100 propositions pour redresser la Wallonie et Bruxelles – Programme du Parti Populaire pour les élections du 25 mai 2014*, Récupéré le 16 juillet 2014 de http://www.partipopulaire.be/documents/100_propositions_pour_redresser_la_wallonie_et_bruxelles.pdf.

Programme électoral du Socialistische Partij Anders (2014), *Sociale welvaart – Verkiezingen 2014 : Programma sp.a*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.s-p-a.be/media/uploads/files/programma14.pdf>.

Programme électoral du Vlaams Belang (2014), *Verkiezingsprogramma – Uw stok achter de deur*, Récupéré le 14 juillet 2014 de <http://www.vlaamsbelang.org/files/20140318ProgrammaVerkiezingen2014.pdf>.

Studiedienst Vlaams Belang (s.d.), *Klimaatstandpunt Vlaams Belang. Doemdenken of rationele aanpak?*, Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.vlaamsbelangvlaamsbrabant.org/Editor/assets/0/070330%20klimaatstandpunt%20vlaams%20belang.pdf>.

France

Assemblée Nationale (2013), *Rattachement des députés à un parti ou un groupement politique dans le cadre de la législation sur le financement de la vie politique (déclarations parvenues en novembre 2013)*, Récupéré le 14 juillet 2014 de http://www.assemblee-nationale.fr/qui/Rattachement_partis_2014.pdf.

Programme électoral du Front de Gauche (2012), *Le programme du Front de Gauche et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon, l'humain d'abord*, Récupéré le 24 mars 2014 de <http://www.jean-luc-melenchon.fr/arguments/telechargez-le-programme-lhumain-dabord/>.

Programme du Front National, *Notre projet : Programme Politique du Front National*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.frontnational.com/pdf/Programme.pdf>.

Programme électoral du Parti Socialiste (2012), *Projet socialiste 2012 : le changement*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.parti-socialiste.fr/projet>.

Programme électoral UDI-Modem (2014), *Les européens. Notre programme – L'Europe, notre force*. Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.leseuropeens.eu/ressources/udimodem_leseuropeens_programme.pdf.

Programme électoral de l'Union pour un Mouvement Populaire (2014), *Le projet de l'UMP „Pour la France, agir en Europe“*, Récupéré le 16 juillet 2014 de <http://www.u-m>

p.org/sites/default/files/fichiers_joints/articles/2014-04-24_-_ump_-_europe_2014_-_projet_-_v2.pdf.

SOLON David et MEURISSE François (2012, 21 février), Interview de Marine Le Pen, *Marine Le Pen* : « *Je suis plus cohérente que les Verts* », Récupéré le 6 août 2014 de <http://www.terraeco.net/Marine-Le-Pen-Je-suis-plus,42003>.

Pays-Bas

CDA (2014), English, Récupéré le 23 juillet de <https://www.cda.nl/english/>.

Programme électoral du Christen Democratisch Appèl (2012), *CDA verkiezingsprogramma 2012-2017* : *Iedereen*, récupéré le 23 juillet 2014 de https://www.cda.nl/fileadmin/CDA/Documenten/CDA_Verkiezingsprogram_2012-2017.pdf.

Programme électoral de ChristenUnie/SGP (2014), *Samenwerkin JA, Superstaat NEE – Verkiezingsprogramma ChristenUnie en SGP 2014-2019*, Récupéré le 28 juillet 2014 de <http://www.christenunie.nl/l/library/download/626727>.

Programme électoral de Democraten 66 (2012), *Verkiezingsprogramma D66 voor de Tweede Kamer 2012-2017: En nu vooruit D66 – Op weg naar een welvarende, duurzame toekomst*, Récupéré le 23 juillet 2014 de <https://d66.nl/content/uploads/sites/2/2014/05/verkiezingsprogramma-d66-2012-2017.pdf>.

Programme électoral de Democraten 66 (2014), *Verkiezingsprogramma Europees Parlement 2014 – Europa zorgt voor werk en duurzame welvaart*, Récupéré le 23 juillet 2014 de <https://www.d66.nl/europa/euro-zorgt-voor-werk-en-duurzame-welvaart/>

Programme électoral du Partij van de Arbeid (2014), *PvdA – Voor en Europa dat werkt*, Récupéré le 23 juillet 2014 de http://www.pvda.nl/data/catalog/13/s1/2539/25399/4/PvdA_Verkiezingsprogramma_Europa_1502104.pdf.

Programme électoral du Partij voor de Vrijheid (2012), *Hún Brussel, óns Nederland – Vverkiezingsprogramma 2012-2017*, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://www.pvv.nl/images/stories/verkiezingen2012/VerkiezingsProgramma-PVV-2012-final-web.pdf>.

Programme électoral du Volkspartij voor Vrijheid en Democratie (2014), *Europa waar nodig – Concept-verkiezingsprogramma VVD Europees Parlement 2014*, Récupéré le 23 juillet 2014 de http://www.europeseverkiezingen.com/9353000/1/j4nvi713kb91rw_j9vvjfam2upahzx/vjkalt4vxrla/f=/verkiezingsprogramma_vvd.pdf.

Allemagne

EGELER Roderich, Der Bundeswahlleiter (2013), *Pressemitteilung 9. Oktober 2013: Endgültiges amtliches Ergebnis der Bundestagswahl 2013*, Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.bundeswahlleiter.de/de/bundestagswahlen/BTW_BUND_13/presse/w13034_Endgueltiges_amtliches_Ergebnis.html.

Programme électoral de Alternative für Deutschland (2014), *Mut zu Deutschland. Für ein Europa der Vielfalt*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <https://www.alternativefuer.de/wp-content/uploads/2014/03/Europaprogramm-der-AfD.pdf>.

Programme électoral de Bündnis 90/Die Grünen (2014), *Europa: mitentscheiden, erneuern, zusammenhalten*, Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.gruene.de/fileadmin/user_upload/Dokumente/Gruenes-Europawahlprogramm-2014.pdf.

Programme électoral du Christlich Demokratische Union Deutschlands (2014), „*Gemeinsam erfolgreich in Europa.*“ – *Europapolitischer Beschluss des 26. Parteitags der CDU Deutschlands*, Récupéré le 17 juillet 2014 de <https://www.cdu.de/sites/default/files/media/140405-beschluss-gemeinsam-erfolgreich-in-europa.pdf>.

Programme électoral de Die Linke (2014), *Europa geht anders: sozial, friedlich, demokratisch – Die Linke*, Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.die-linke.de/fileadmin/download/wahlen2014/download/europawahlprogramm2014_deutsch/europawahlprogramm2014_langfassung.pdf.

Programme du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (2010), *Arbeit. Familie. Vaterland.*, Récupéré le 18 juillet 2014 de http://www.npd.de/inhalte/daten/dateiablage/br_parteiprogramm_a4.pdf.

Programme électoral européen du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (2014), *Nationaldemokratisches Europawahlprogramm – Europa wählt rechts*, Récupéré le 18 juillet 2014 de http://npd.de/inhalte/daten/dateiablage/br_201401_europaprogramm.pdf.

Programme électoral du Freie Demokratische Partei (2014), *Programm der Freien Demokratischen Partei für die Wahl zum VIII. Europäischen Parlament 2014*, Récupéré le 28 juillet 2014 de <http://www.fdp.de/files/5620/EPT-Europawahlprogramm.pdf>.

Programme électoral du Sozialdemokratische Partei Deutschlands (2014), *Europa eine neue Richtung geben. – Wahlprogramm für die Europawahl am 25. Mai 2014*, Récupéré le 17 juillet 2014 de http://www.spd.de/linkableblob/118758/data/20140409_wahlprogramm_europa.pdf.

Autriche

Manuel du Freiheitliche Partei Österreichs (2013), *Handbuch freiheitlicher Politik*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.fpoe.at/dafuer-stehen-wir/handbuch-f-politik/>.

Nationalratswahl (2013), *Gewählte Abgeordnete Nationalratswahl 2013 je Partei*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.nationalratswahl.at/abgeordnete.html>.

Programme électoral du Freiheitliche Partei Österreichs (2011), *Parteiprogramm der Freiheitlichen Partei Österreichs (FPÖ) – Österreich zuerst*, Récupéré le 19 juillet 2014 de http://www.fpoe.at/fileadmin/Content/portal/PDFs/_dokumente/2011_graz_parteiprogramm_wettbewerb.pdf.

Programme électoral du Österreichische Volkspartei (2014), *Zukunftsweisend – Für ein besseres Europa. Für ein erfolgreiches Österreich.*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.besseres-europa.at/wp-content/uploads/2014/03/Wahlprogramm.pdf>.

Programme électoral du Sozialdemokratische Partei Österreichs (2014), *Wahlprogramm SPÖ – Wahl zum Europäischen Parlament 2014*, Récupéré le 19 juillet 2014 de http://spoe.at/sites/default/files/wahlprogramm_eu-wahl_2014_final.pdf.

Italie

Programme électoral de la Lega Nord (2014), *Elezioni Europee 25 Maggio 2014 – Programma elettorale*, Récupéré le 19 juillet de <http://www.leganord.org/index.php/elezioni-europee>.

Programme électoral du Movimento 5 Stelle (2014), *Programma – Stato e cittadini Energia Informazione Economia Trasporti Salute Istruzione*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://www.beppegrillo.it/iniziative/movimentocinquestelle/Programma-Movimento-5-Stelle.pdf>.

Programme de Nuovo Centrodestra (2014), *Programma 2014*, Récupéré le 20 juillet 2014 de <http://www.nuovocentrodestra.it/tag/programma-2014/>.

Proposition de programme du Partito Democratico (2010), *La green economy – Proposta approvata dall'Assemble nazionale di Roma 2010*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.partitodemocratico.it/doc/100231>.

Site web de Forza Italia, consulté le 20 juillet 2014, <http://forzaitalia.pdl.it/>.

Royaume-Uni

Parliament (2013), *Current State of the Parties*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.parliament.uk/mps-lords-and-offices/mps/current-state-of-the-parties/>.

Programme électoral du Conservative Party (2014), *Conservative party European Election Manifesto 2014*, Récupéré le 19 juillet 2014 de http://www.conservatives.com/~media/Files/Downloadable%20Files/MANIFESTO%202014/Large%20Print%20Euro%20Manifesto_English.ashx.

Programme électoral du Labour Party (2014), *The Labour Party – European Manifesto*, Récupéré le 19 juillet 2014 de http://www.yourbritain.org.uk/uploads/editor/files/LABOUR_PARTY_euro_manifesto.pdf.

Programme électoral du Scottish National Party (2014), *2014 European Election Manifesto - Make Scotland's mark on Europe*, Récupéré le 19 juillet 2014 de http://www.snp.org/sites/default/files/election/files/05_12b_snp_euro_manifesto_188x245_single-pages_2b.pdf.

Programme électoral européen de UK Independence Party (2014), *Create an earthquake – UKIP Manifesto 2014*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/themes/5308a93901925b5b09000002/attachments/original/1398869254/EuroManifestoLaunch.pdf>.

Programme électoral local de UK Independence Party (2014), *Manifesto 2014: „Open-door immigration is crippling local services in the UK”*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/themes/5308a93901925b5b09000002/attachments/original/1397750311/localmanifesto2014.pdf?1397750311>.

Pologne

Programme électoral de Law and Justice (2014), *Program Prawai i Sprawiedliwości*, p. 89, Récupéré le 28 juillet 2014 de <http://www.pis.org.pl/dokumenty.php?s=partia&idoc=164>.

Danemark

Programme électoral du Parti populaire danois (2002), *The Party Program of the Danish People's Party*, Récupéré le 23 juillet 2014 de http://www.danskfolkeparti.dk/The_Party_Program_of_the_Danish_Peoples_Party.

République Tchèque

Programme électoral du Parti démocratique civique (ODS) (2014), *Otáčíme EU správným směrem - Volby do Evropského parlamentu 2014*, Récupéré le 20 juillet 2014 de <http://www.ods.cz/docs/programy/program-volbyEP2014-velky.pdf>.

Programme électoral du Parti des citoyens libres (2014), *Politický program Strany svobodných občanů: Svoboda, odpovědnost a spravedlnost*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.svobodni.cz/files/docs/Politicky-program.pdf>.

Finlande

Résumé du programme électoral des Vrais Finlandais (2011), *Fit for the Finns – The Finns party's election programme for the parliamentary election 2011 / Summary*, Récupéré le 3 août 2014 de http://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2013/04/Perussuomalaisten_eduskuntavaaliohjelman_2011-english_summary_2.0.pdf.

Suède

Politiques A à Z des Démocrates Suédois (s.d.), *Vår politik – en översikt*, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://sverigedemokraterna.se/var-politik/var-politik-a-till-o/>.

Lituanie

Programme électoral d'Ordre et Justice (2008), *Party Order and Justice electoral programme for 2008 parliament elections*, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://www.tvarka.lt/index.php?id=674>.

Lettonie

Programme électoral de l'Union des Verts et des Paysans (2014), *Saimnieki savāa zemē*, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.zzs.lv/11saeimas-velesanas>.

Hongrie

Programme électoral de Jobbik (2010), *Radical Chance – A guide to Jobbik's parliamentary electoral manifesto for national self-determination*, Récupéré le 24 mars 2014 de <http://www.jobbik.com/sites/default/files/Jobbik-RADICALCHANGE2010.pdf>.

Grèce

Golden Dawn International Newsroom (2014), *The Program of the Golden Dawn*, Récupéré le 10 juillet 2014 de <http://golden-dawn-international-newsroom.blogspot.be>.

7.5. Sources UE

Commission européenne (s.d.), *Objectifs Europe 2020*, Récupéré le 30 juillet 2014 de http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/targets_fr.pdf.

Communication de la Commission Européenne au Parlement Européenne, au Conseil, au Comité Economique et Social Européen et au Comité des Régions ; Feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050 (COM(2011) 112final).

Décision N° 406/2009 relative à l'effort à fournir par les Etats membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (JO 2009, L140/136).

Directive 2009/28/CE relative à la promotion des énergies renouvelables (JO 2009 L 140/16).

Parlement Européen – DG Communication, Public Opinion Monitoring Unit (2014), *European Elections 2014 : List of Elected MEPs*, Récupéré le 16 juillet 2014 de http://www.europarl.europa.eu/pdf/elections_results/ElectedMEPs.pdf.

Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : France, Récupéré le 15 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=FR>.

Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : Pays-Bas, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=NL>.

Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : Allemagne, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=DE>

Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : Autriche, Récupéré le 17 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=AT>.

Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : Italie, Récupéré le 18 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=IT>.

Parlement européen (2014), *Députés*, Recherche avancée : Royaume-Uni, Récupéré le 19 juillet 2014 de <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?country=GB>

Règlement (CE) N° 443/2009 établissant des normes de performances en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves (JO 2009, L 140/1)

7.6. Fichiers audiovisuels

COURTILLOT Vincent, Conférence : De l'observation aux processus et aux modèles en sciences de la Terre : l'exemple des évolutions climatiques récentes, Université de Strasbourg (01 :22 :40 sur le fichier audio), Récupéré le 4 août 2014 de <http://www.canalc2.tv/video.asp?idEvenement=485>.

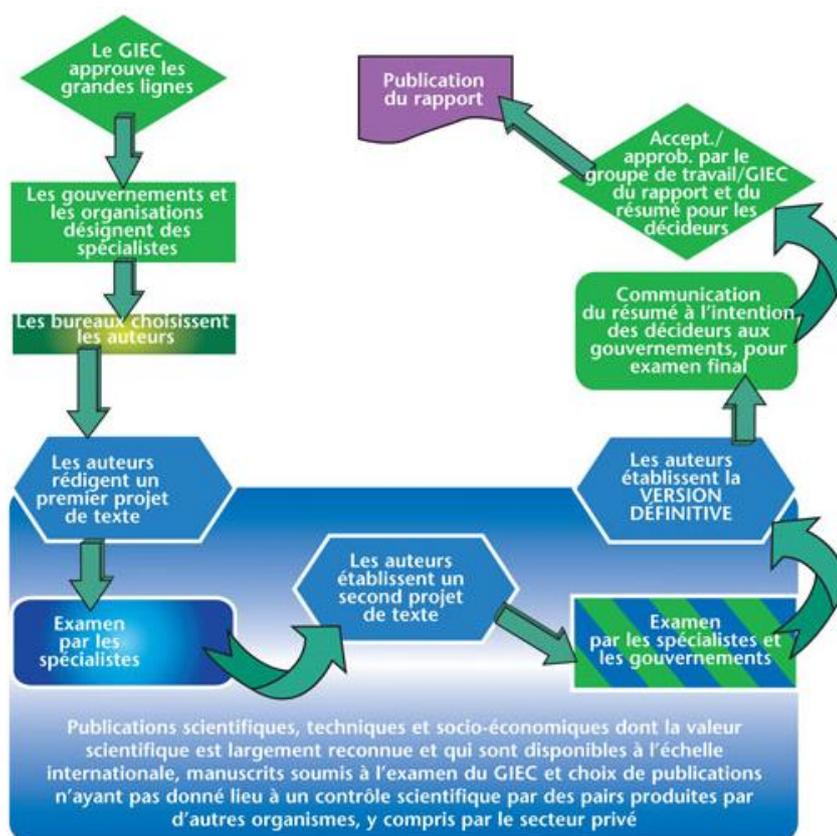
OE24 (2013, 9 septembre), *TV-Duell II : Strache gegen Spindelegger*, Récupéré le 7 août 2014 de <http://www.oe24.at/oesterreich/politik/TV-Duell-II-Strache-gegen-Spindelegger/115450727>.

UKIP MEPs (2013, 11 septembre), *Nigel Farage offers Barroso some cooling news*, (European Parliament debate: State of the Union), Récupéré le 8 août 2014 de <https://www.youtube.com/watch?v=aylLhPHI1TI>.

VIII. Annexes

8.1. Annexe 1

Figure 1.



Source : IPCC¹⁶⁹

¹⁶⁹ IPCC (s.d.), *Comment le GIEC est organisé*, Récupéré le 2 juillet 2014 de http://www.ipcc.ch/organization_giec_fr.shtml.

8.2. Annexe 2

Groupe des Conservateurs et Réformistes européens

Partis	Mention du C.C.	Reconnaissance du C.C.	Actions pour lutter contre les C.C.	Politique économique et fiscale vis-à-vis du C.C.	Politique énergétique
Conservative Party (UK) (2014)	Oui	Oui	Réduction des émissions, via ETS		Objectif en matière d'énergies renouvelables global et non contraignant pour les Etats membres
Law and Justice (PL) (2014)	Non	Indéterminé	Aucune directement, veut négocier une exemption pour la Pologne des règles de l'UE en matière de réduction des émissions		Soutient le développement des énergies renouvelables mais tant que le charbon peut garder une place prépondérante
AfD (DE) (2014)	Oui mais négatif	Non, souligne les incertitudes	Réduction des émissions peut être acceptée pour le principe de précaution		Abolition de l'EEG et rejet de nouveaux objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique tant que les autres grands pays industrialisés ne prennent pas des mesures similaires
N-VA (BE) (2014)	Oui	Oui	Soutient les objectifs climatiques européens	Pour une réforme fiscale verte (déplacement de la charge fiscale du travail vers la pollution et l'impact environnemental)	Favorable à la sortie progressive du nucléaire, afin de trouver des alternatives durables ; met l'accent sur l'efficacité énergétique
Parti populaire danois (DK) (2002)	Non	Indéterminé	Aucune		Pas précisée
ODS (CZ) (2014)	Non	Indéterminé	S'oppose aux quotas d'émissions et au renforcement des engagements climatiques UE		Veut un prix de l'électricité abordable ; favorable à l'amélioration de l'efficacité énergétique

ChristenUnie /SGP (NL) (2014)	Oui	Oui	Soutient les objectifs UE 2020	Soutient le marché ETS	Soutient la production d'énergie renouvelable
-------------------------------	-----	-----	--------------------------------	------------------------	---

8.3. Annexe 3

Groupe Europe of Freedom and Direct Democracy

Partis	Mention du C.C.	Reconnaissance du C.C.	Actions pour lutter contre les C.C.	Politique économique et fiscale vis-à-vis du C.C.	Politique énergétique
UKIP (UK) (2014)	Non	Indéterminé	Aucune	Arrêter les subsides aux énergies renouvelables	Energies renouvelables considérées comme onéreuses et inefficaces
Movimento 5 Stelle (IT) (2014)	Non	Implicite	Favorable à une politique de réduction des émissions de CO ₂		Accent sur l'amélioration de l'efficacité énergétique
Ordre et Justice (LT) (2008)	Non	Indéterminé	Pour un soutien de l'Etat aux technologies qui réduisent les émissions		Favorable aux énergies alternatives et à l'utilisation de ressources énergétiques locales
Démocrates Suédois (SE)	Non	Indéterminé	Aucune		Amélioration de l'efficacité énergétique et soutien aux énergies renouvelables
Union des Verts et des Paysans (LV)	Non	Indéterminé			Amélioration de l'efficacité énergétique
Parti des citoyens libres (CZ)	Non	Indéterminé	Aucune		Rejet du Protocole de Kyoto et de la politique européenne en matière de CO ₂

8.4. Annexe 4

Groupe de l'Alliance européenne pour la liberté

Partis	Mention du C.C.	Reconnaissance du C.C.	Actions pour lutter contre les C.C.	Politique économique et fiscale vis-à-vis du C.C.	Politique énergétique
Front National (FR) (2012)	Non	Implicite	Indirecte – réduction des émissions	Priorité au développement économique national / Refus d'une taxe écologique	10-15% d'énergies renouvelables
Legambiente (IT) (2014)	Oui mais négatif	Indéterminé	Opposé à tout effort de réduction des émissions de CO ₂	Suppression des subventions aux énergies renouvelables	Suspension du paquet climat-énergie européen
FPÖ (AT) (2013)	Oui	Oui	Indirecte – énergies renouvelables	Réduction de la TVA pour les énergies renouvelables	Energie renouvelables pour l'indépendance énergétique et pour réduire les substances nocives
PVV (NL) (2012)	Non	Non, ou alors avec des effets peu graves ou bénéfiques	Rien, il faut les arrêter		Arrêter les éoliennes
Vlaams Belang (BE) (2014)	Oui mais négatif	Implicite mais exagéré	Aucune		Energie nucléaire toujours nécessaire, penser le renouvelables de manière critique et sur le long terme

8.5. Annexe 5

Autres

Partis	Mention du C.C.	Reconnaissance du C.C.	Actions pour lutter contre les C.C.	Politique économique et fiscale vis-à-vis du C.C.	Politique énergétique
Jobbik (HU) (2010)	Non	Indéterminé	Réduction des émissions de GES via l'augmentation de l'utilisation de l'énergie nucléaire		N'accepterons que des « objectifs rationnels et réalistes » pour l'augmentation de la part des énergies renouvelables
Aube Dorée (GR)	Non	Indéterminé			Favorable au développement des énergies renouvelables pour assurer l'indépendance énergétique

